



FAITS MARQUANTS DU CONGRÈS MONDIAL SUR LES PARCS DE L'UICN 2014 MERCREDI 12 NOVEMBRE 2014

Le sixième Congrès mondial des parcs (CMP) de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) 2014, se tient à Sydney, en Australie, du 12 au 19 novembre 2014. Plus de 5 000 participants sont attendus à cette réunion, représentant les gouvernements et les organismes publics, les organisations internationales, le secteur privé, les institutions universitaires et de recherche, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations communautaires et autochtones. L'UICN organise ce Congrès une fois tous les dix ans pour faire le point sur l'état des Aires protégées (AP), évaluer les progrès accomplis et les reculs constatés, et définir le programme pour la prochaine décennie en ce qui concerne les AP. Le CMP 2014 se tient sous le thème « Des parcs, des populations, une planète : des solutions inspirantes ».

Pendant les huit jours de sessions plénières et d'ateliers, de manifestations parallèles et d'excursions sur le terrain, les participants aborderont les moyens : d'atteindre les objectifs de conservation ; de répondre aux défis que posent les changements climatiques ; d'améliorer la santé et le bien-être ; de soutenir la vie humaine ; de concilier les défis du développement ; d'accroître la diversité et la qualité de la gouvernance ; de respecter les connaissances et les cultures autochtones et traditionnelles ; et d'inspirer une nouvelle génération appuyant la conservation. En outre, des représentants gouvernementaux de haut niveau, des experts de renommée internationale, des dirigeants du secteur privé, des militants et des dirigeants autochtones se concentreront sur les questions stratégiques liées aux AP, à la conservation et au développement durable dans une série de sept débats publics modérés intitulés : Dialogues avec les leaders mondiaux. Le principal document du CMP sera la « Promesse de Sydney », dont l'objectif est de démontrer que les AP constituent des investissements profitables dans les ressources de biodiversité de la planète, et d'accélérer la mise en œuvre d'approches novatrices pour assurer que cet investissement est réussi.



Zhang Xinsheng, Président de l'UICN

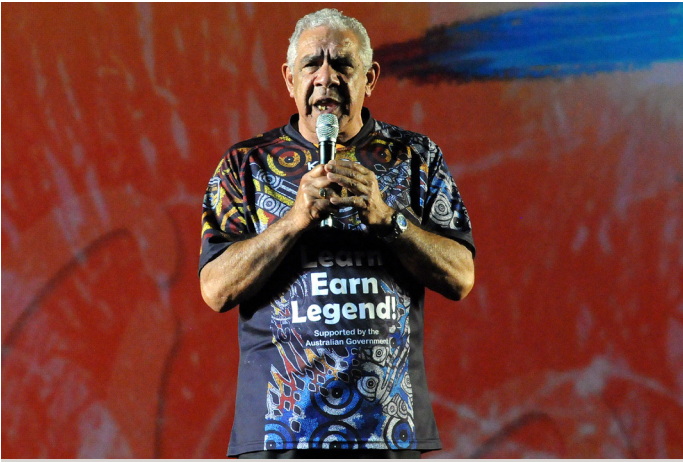
BREF HISTORIQUE DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS

PREMIÈRE CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES PARCS NATIONAUX : La première Conférence mondiale sur les parcs nationaux (Seattle, États-Unis, 30 juin-7 juillet 1962) visait à développer une réelle compréhension internationale des parcs nationaux et à encourager le développement du mouvement relatif aux parcs nationaux dans le monde entier. Les discussions ont porté sur les effets de l'humanité sur la faune, l'extinction des espèces, les retombées économiques du tourisme, et la façon de relever des défis liés à la gestion des parcs.

DEUXIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES PARCS NATIONAUX : La deuxième Conférence mondiale sur les parcs nationaux (Yellowstone, États-Unis, 18-27 septembre 1972) a abordé, entre autres : les effets du tourisme sur les AP ; la planification et la gestion des parcs ; et les problèmes sociaux, scientifiques et environnementaux émergeant dans les parcs nationaux dans les régions tropicales humides, arides et montagneuses.

TROISIÈME CONGRÈS MONDIAL SUR LES PARCS NATIONAUX : Le troisième Congrès mondial sur les parcs nationaux (Bali, Indonésie, 11-22 octobre 1982) a porté sur le rôle des AP dans le soutien aux sociétés, et a reconnu 10 principaux sujets de préoccupation, y compris l'insuffisance du réseau global d'AP terrestres existant et la nécessité : d'augmenter le nombre d'AP marines, côtières et





Allen Madden, aîné autochtone, Nation Eora



Greg Hunt, Ministre de l'environnement, de l'Australie

d'eau douce ; d'améliorer la qualité écologique et la gestion des AP existantes ; d'un système consistant de catégories d'AP de façon à équilibrer les besoins de conservation et de développement ; et de liens avec le développement durable.

QUATRIÈME CONGRÈS MONDIAL SUR LES PARCS NATIONAUX ET LES AIRES PROTÉGÉES :

Le quatrième Congrès mondial sur « Les parcs nationaux et les aires protégées : parcs pour la vie » (Caracas, Venezuela, 10-21 février 1992) a souligné la relation entre les populations et les AP, et la nécessité, entre autres, d'identifier les sites d'importance pour la conservation de la biodiversité, et d'une approche régionale de la gestion du territoire. Le Plan d'action de Caracas a synthétisé les actions stratégiques concernant les AP pour la décennie 1992-2002 et a fourni un cadre global pour l'action collective. Le plan visait à étendre le réseau d'AP de façon à couvrir au moins 10 % de chaque biome majeur d'ici 2000.

CINQUIÈME CONGRÈS MONDIAL SUR LES PARCS NATIONAUX ET LES AIRES PROTÉGÉES : Le cinquième Congrès mondial de l'UICN sur les parcs nationaux (Durban, Afrique du Sud, 8-17 septembre 2003) a porté sur les « Bénéfices par-delà les frontières » de la conservation. Les participants ont abordé les lacunes dans les systèmes d'AP en identifiant les écosystèmes sous-représentés, défini des outils pour améliorer l'efficacité de la gestion, cherché de nouvelles provisions juridiques et identifié des partenariats. Le

Congrès a produit plusieurs résultats, dont trois consistaient en : l'Accord et le Plan d'action de Durban, composé d'une déclaration de vision de haut niveau en ce qui concerne les AP, et une présentation des mécanismes de mise en œuvre ; 32 recommandations, approuvées lors des ateliers au cours du Congrès ; et un Message à la Convention sur la diversité biologique (CDB). Les autres résultats comprenaient : la Liste et l'état des aires protégées du monde compilés par les Nations Unies, un rapport global sur les AP du monde ; un Réseau d'apprentissage sur les aires protégées (PALNet), un outil de gestion des connaissances sur le Web pour les gestionnaires et les intervenants en matière d'AP ; des mesures concernant les AP de l'Afrique, y compris une recommandation sur les AP régionales et le Consensus de Durban sur les aires protégées africaines pour le nouveau millénaire ; et un manuel sur la gestion des aires protégées au 21^e siècle, la compilation des études de cas, des modèles et des enseignements reçus au cours du Congrès pour constituer le « Manuel d'utilisation » de l'Accord de Durban.

CdP de la CDB 2004 : La septième réunion de la Conférence des Parties (CdP 7) à la CDB a eu lieu du 9 au 20 février 2004, à Kuala Lumpur, en Malaisie. Les délégués y ont adopté 33 décisions sur, entre autres : la biodiversité et le tourisme ; le suivi et les indicateurs ; l'approche écosystémique ; la biodiversité et les changements climatiques ; la biodiversité des montagnes ; les écosystèmes des eaux





Irina Bokova, Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)



Rob Stokes, Ministre de l'Environnement et ministre du Patrimoine, Nouvelle-Galles du Sud

intérieures ; la biodiversité marine et côtière ; les AP ; l'accès et le partage des avantages (APA) ; le transfert de technologie et la coopération ; l'Article 8 (j) (connaissances traditionnelles) ; et les rapports nationaux.

L'ordre du jour a donné aux Parties à la Convention la possibilité de relever l'un de ses plus grands défis, à savoir de faire suite, par des mesures concrètes, aux résultats du Sommet mondial de 2002 sur le développement durable (SMDD), incluant les objectifs de réduire de manière significative la perte de biodiversité d'ici 2010, ainsi que de positionner la CDB comme cadre politique le plus approprié et efficace pour aborder la biodiversité. Les résultats de la réunion en ce qui concerne l'APA et les AP, soutenue par un cadre pour l'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique de la Convention, ont fourni une base solide pour permettre à la Convention de répondre à ses priorités à moyen et à long termes.

CdP de la CDB 2010 : La dixième réunion de la Conférence des Parties (CdP 10) à la CDB a eu lieu du 18 au 29 octobre 2010, à Nagoya, au Japon. La CdP 10 à la CDB a examiné une série de questions stratégiques, de fond, administratives et budgétaires, et a adopté 47 décisions. Les délégués ont également poursuivi les négociations sur un protocole international sur l'APA et considéré : un nouveau plan stratégique, des objectifs et un programme de travail pluriannuel (PTPA) pour la Convention ; les questions liées à la coopération avec d'autres conventions, organisations et

initiatives ; et les questions de fond, y compris la biodiversité marine et côtière, les changements climatiques, la biodiversité forestière, les biocarburants, et l'Article 8 (j). Suite à des séances tardives et intenses, un « ensemble » impressionnant a été adopté, faisant de la CdP 10 l'une des réunions les plus réussies dans l'histoire de la Convention. Cet ensemble comprenait le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation ; le Plan stratégique de la CDB pour la période 2011-2020, y compris une mission, des buts et des objectifs stratégiques visant à inspirer une action à grande échelle par les Parties et les parties prenantes ; et une décision sur les activités et indicateurs pour la mise en œuvre de la Stratégie de mobilisation des ressources adoptée à la CdP 9. La réunion a également : adopté une décision constituant *de facto* un moratoire sur la géo-ingénierie ; pris position sur la question de la biologie synthétique, exhortant les gouvernements à appliquer l'approche de précaution à la dissémination d'organismes synthétiques vivants dans l'environnement et reconnaissant le droit des Parties à la suspendre ; affirmé le rôle de la CDB dans la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier (REDD +) ; adopté le code de conduite éthique *Tkarihwaï:ri* ; et établi des mesures claires pour accroître





la coopération entre les Conventions de Rio en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Sommet de Rio+ 20).

TROISIÈME CONGRÈS IMPAC SUR LES AIRES

MARINE: Le troisième Congrès international des aires protégées marines (IMPAC), a eu lieu à Marseille, en France, du 21 au 25 octobre 2013, suivie d'une réunion politique de haut niveau en Corse, du 26 au 27 octobre. IMPAC rassemble des représentants de la gestion publique et des organismes de planification, des institutions de recherche, des ONG, des communautés côtières et insulaires, et du secteur privé du monde entier tous les quatre ans pour contribuer à la conservation et au développement durable des océans. L'objectif principal du troisième Congrès IMPAC consistait à délibérer sur les stratégies pour répondre à l'Objectif d'Aichi 11 de la CDB dans le cadre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, qui appelle à la gestion d'au moins 10 % de l'ensemble des zones côtières et marines comme aires de conservation ou protégées d'ici 2020. Parmi les principales recommandations formulées figurent : la convergence des approches locales et des stratégies mondiales à travers la mobilisation des réseaux locaux et nationaux, et leur rattachement à un réseau mondial d'aires marines protégées (AMP) ; l'établissement de partenariats avec le secteur privé pour promouvoir la gouvernance et soutenir les processus d'aménagement du territoire ; et l'initiation des négociations pour parvenir à, et mettre en œuvre, l'accord de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), y compris la provision relative à la création d'AMP en haute mer. Ces recommandations ont alimenté la conférence ministérielle, qui a souligné la nécessité de la conservation dans les hautes mers dans les zones au-delà de la juridiction nationale (ZADJN).

CONGRÈS DES PARCS D'ASIE : Le premier Congrès des Parcs Asie (CPA) a eu lieu à Sendai, au Japon, du 13 au 17 novembre 2013, en tant que première conférence internationale réunissant des spécialistes des AP en Asie. Les participants ont partagé leurs expériences dans la gestion des AP, y compris l'état actuel, les défis et les meilleures pratiques de la gestion des AP en Asie. L'objectif principal de la réunion était de faciliter la mise en place d'un partenariat régional pour atteindre les objectifs d'Aichi et la mise en œuvre du Programme de travail de la CDB sur les aires protégées. Les résultats du Congrès seront présentés au sixième CMP à Sydney.

QUATRIÈME CONGRÈS DES PARCS DE LA RÉGION MÉSO-AMÉRICAINNE : Le quatrième Congrès des aires protégées de la région méso-américaine s'est tenu à San José, au Costa Rica, du 18 au 21 mars 2014. Cette réunion est convoquée tous les trois ou quatre ans pour discuter, diffuser et échanger des connaissances sur la planification, la gestion, le fonctionnement et le développement de la conservation de la biodiversité dans les AP, des services écosystémiques et de la promotion du bien-être humain. Parmi les participants figuraient des universitaires et des intervenants de la région méso-américaine, qui, au cours de huit colloques, ont partagé des expériences et identifiées des mesures pour améliorer les AP méso-américaines, notamment par : la gouvernance ; la gestion des connaissances ; la gestion et la planification ; l'utilisation des AP comme un outil de développement social et économique ; la mise en œuvre de solutions aux changements climatiques à travers les AP ; la coopération et le financement pour la gestion des AP ; et l'utilisation des politiques en tant qu'instruments de consolidation des AP.



De gauche à droite: Luvuyo Mandela, petit-fils de Nelson Mandela et Champion du CMP 2014, et Barbara Thomson, Vice-Ministre aux affaires environnementales, de l'Afrique du Sud



Les usagers et les champions de la CMP 2014



Ali Bongo Ondimba, Président du Gabon et Co-Patron de CMP 2014

de paix, à la lumière des nouveaux défis qu'affronte la Colombie en matière de développement économique et social; l'évaluation de la dynamique sociale et environnementale dans les paysages urbains et ruraux, et l'élaboration de stratégies complémentaires pour relever ces défis pour la gestion des AP ; et la création d'occasions d'échanges

culturels, de partage des connaissances et d'évaluation sociale des AP en Colombie.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Le Congrès mondial des parcs (WPC) de l'UICN 2014 s'est ouvert à Sydney, en Australie, par une cérémonie de « bienvenue au Pays » offerte par des autochtones, aux sons du didgeridoo. Les participants ont assisté à un spectacle de danse autochtone et visionné une vidéo portant sur les merveilles naturelles de l'Australie.

Allen Madden, aîné autochtone, a souhaité la bienvenue aux participants au nom des 29 clans de la Nation Eora, délimitée par les rivières Hawkesbury, Nepean et Georges, affirmant que cette « terre était, est, et sera toujours autochtone ».

Le Président de l'UICN, Zhang Xincheng, a souligné que depuis le dernier CMP à Durban, en Afrique du Sud, les aires protégées (AP) ont doublé, les aires marines protégées (AMP) connaissant la croissance la plus spectaculaire. Il a toutefois noté que le but ultime consiste à obtenir « davantage que des chiffres », et a instamment demandé, à la place, une société qui valorise et conserve la nature, en déclarant que les AP représentent des « stratégies de survie ancestrales ».

Concernant la nécessité d'investir dans les AP isolées, Zhang a indiqué que les AP offrent des avantages au-delà de leurs limites, qui prennent la forme de nourriture, d'eau et de médecine, et que « la nature recharge nos esprits et ravive notre sens de l'émerveillement ». Il a souligné la reconnaissance par le Congrès de Durban des diverses façons dont les AP sont régies dans le monde entier, et le rôle des peuples autochtones en tant que gardiens. Zhang a suggéré que les AP fassent partie de la solution pour lutter contre les changements climatiques par le stockage du carbone, et la promotion de la résilience face aux inondations et aux sécheresses. Soulignant que « l'apprentissage ne se termine jamais », il a exhorté tout le monde à travailler ensemble « pour les parcs, les populations et notre planète ».

Greg Hunt, Ministre de l'environnement, de l'Australie, a annoncé que les AP autochtones ont permis à son pays d'atteindre les objectifs de l'UICN sur les AP. Il a souligné plusieurs initiatives récentes du gouvernement, y compris l'interdiction des décharges de débris de dragage dans la Grande barrière de corail classée au patrimoine mondial de l'humanité.

Robert Stokes, ministre de l'environnement et Ministre du patrimoine de Nouvelle-Galles du Sud, a indiqué que son état abrite le Royal National Park, le deuxième plus grand parc national de l'Australie, et a annoncé la récente création du Everlasting Swamp National Park.

DIALOGUE NAMIBIEN DE HAUT NIVEAU : Cet événement de haut niveau sur l'amélioration de la gouvernance des AP au service de la sécurité des moyens de subsistance et de la biodiversité en Afrique australe s'est tenu à Windhoek, en Namibie, du 21 au 22 mai 2014. Au cours des deux jours de bilan sur la gouvernance des AP dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA), les délégués ont : abordé les moyens par lesquels les AP peuvent offrir des avantages pour les communautés locales et la biodiversité ; examiné les priorités pour améliorer la résilience des AP face aux pressions et défis à venir ; examiné les défis auxquels sont confrontés les AP de la région, y compris les conflits homme-faune, la concurrence pour l'eau, la transmission de maladies de la faune et du bétail, et les droits contestés sur la terre et la faune ; et identifié des stratégies pour atténuer les effets de ces conflits sur les AP, les communautés et la biodiversité, tout en reconnaissant que les pressions, comme les changements climatiques et la conversion des terres vers des utilisations non compatibles avec la préservation de la biodiversité, sont susceptibles d'exacerber ces conflits à l'avenir.

CONGRÈS DES PARCS D'AMÉRIQUE DU SUD : Le deuxième Congrès des aires protégées de la Colombie a eu lieu à Bogota, en Colombie, du 16 au 18 juillet 2014. Convoqué sous le thème « Les aires protégées : territoires pour la paix et la vie », le Congrès s'est appuyé sur les engagements pris lors de la première réunion, qui a eu lieu en 2009, y compris la consolidation du système national d'aires protégées dans le cadre du Programme de travail de la CDB sur les aires protégées. Les principaux objectifs du Congrès incluaient : le positionnement des AP, les sous-systèmes et les stratégies de conservation complémentaires comme des territoires de vie et



Ernesto Enkerlin Hoeflich, Président de l'UICN



Jessica Watson, la plus jeune personne à avoir parcouru le monde entier à la voile en solitaire et sans assistance

Présentant un message au nom du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, Irina Bokova, Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a souligné le rôle des AP dans la sauvegarde de l'environnement mondial contre certaines des plus grandes menaces environnementales, et a noté que les AP : sont des outils efficaces pour la conservation des espèces et des habitats naturels ; renferment 15 % du stock mondial de carbone terrestre ; et soutiennent les moyens de subsistance de plus d'un milliard de personnes. Il a noté les progrès accomplis depuis le dernier CMP, y compris vers l'atteinte de l'Objectif 11 d'Aichi relatifs à la biodiversité (sur l'expansion des AP terrestres et marines) de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Il en outre décrit le CMP 2014 comme une occasion de s'appuyer sur les progrès réalisés au cours des dix dernières années et établir le programme des AP pour la prochaine décennie, tout en prenant en compte le rôle des AP dans l'atténuation des impacts des changements climatiques et la conservation de la biodiversité. Il a appelé le Congrès à « travailler à un engagement mondial pour protéger l'une des ressources les plus précieuses de la planète, les aires protégées ».

Notant que onze années se sont écoulées depuis le premier CMP sur le sol africain, Barbara Thomson, Vice-Ministre aux affaires environnementales, de l'Afrique du Sud, a souligné les progrès réalisés par son pays sur les AP et les travaux connexes depuis cette époque, y compris : les efforts visant à assurer la participation des communautés locales à la conservation des AP, et qu'ils en obtiennent des bénéfices; l'adoption de lois relatives à la conservation, qui touchent la gouvernance des aires terrestres, et l'accès et le partage des avantages ; et

l'expansion du réseau d'AP. Elle a décrit le CMP 2014 comme une occasion d'apprendre les uns des autres, et de travailler en partenariat pour soutenir, protéger et conserver la nature pour les générations futures.

Luvuyo Mandela, petit-fils de Nelson Mandela et Champion du CMP 2014, a remercié les participants pour leur dévouement et leurs efforts passionnés, et a demandé à la communauté de l'IUCN de « continuer à honorer un vieil homme qui vous a laissé la tâche de continuer à inclure les jeunes dans vos efforts ».

Au cours du visionnement d'un film, le discours de Nelson Mandela au CMP 2003 a été rappelé aux participants, film dans lequel il a souligné l'importance d'éduquer les gens sur l'importance de la nature pour notre avenir, notant que « l'avenir est, après tout, dans les mains de la jeunesse ».

Quatre gardes parcs juniors d'Afrique du Sud et d'Australie se sont réunis pour une cérémonie symbolique du passage du flambeau du CMP. Ils ont lancé un appel à l'action à l'attention de la jeunesse mondiale, soulignant qu'elle constitue « l'espoir et les solutions pour l'avenir » des AP. Suite à cela, les coorganisateur ont officiellement reconnu les patrons et les champions du CMP 2014.

Ali Bongo Ondimba, Président du Gabon et Co-Patron de CMP 2014, a souligné l'importance de la mise en œuvre des engagements pris lors du CMP et dans le cadre des objectifs d'Aichi de la CDB. Il a donné des exemples de réalisations récentes dans son pays concernant l'expansion de la couverture terrestre du réseau d'AP à 21 % du territoire national, et l'intégration de la biodiversité dans la planification nationale de l'aménagement du territoire et la gestion de la zone économique exclusive marine du Gabon. Le Président Ondimba a annoncé la décision du Gabon de créer un réseau d'aires marines protégées pour couvrir 23 % de ses eaux territoriales. Il a exhorté les participants à s'engager à Sydney à prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques, et à soutenir les hommes et les femmes travaillant pour les services des parcs nationaux qui risquent parfois leur vie pour lutter contre la criminalité envers la faune.

Le Président de l'IUCN, Ernesto Enkerlin Hoeflich, accompagné de Jessica Watson, la plus jeune personne à avoir parcouru le monde entier à la voile en solitaire et sans assistance, a officiellement ouvert le Congrès. En conclusion, les délégués ont assisté à des spectacles de danse acrobatique dont le thème consistait à inspirer la prochaine génération à prendre soin de l'environnement et des aires protégées du monde entier, avant de prendre part à une réception de bienvenue.

Ce Bulletin est publié avec le soutien de



**FRANCE-IUCN
PARTNERSHIP
NATURE AND
DEVELOPMENT**



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial





FAITS MARQUANTS DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS DE L'UICN 2014 JEUDI 13 NOVEMBRE 2014

Les participants se sont réunis en plénière tout au long de la journée. Dans la matinée, des allocutions ont été prononcées par des représentants de haut niveau de l'Australie, des États insulaires du Pacifique, et des États-Unis, ainsi que des leaders d'organisations des Nations Unies, du secteur privé et du mouvement de la jeunesse. Dans l'après-midi, trois tables rondes ont abordé des questions touchant les moyens régionaux pour « Faire place à la nature », les réalisations de la dernière décennie et les défis et opportunités de la prochaine décennie, et les aventures dans la nature.

PREMIÈRE PARTIE DE LA SESSION DU MATIN

Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale, de l'UICN, et Ernesto Enkerlin, Président de la Commission mondiale de l'UICN sur les aires protégées, ont accueilli les participants et présenté les conférenciers.

Patrick Dodson, leader aborigène australien et ancien Président du Conseil pour la réconciliation aborigène, a souligné l'interdépendance des humains entre eux et avec la nature. Il a fait observer que ce que nous demandons en matière de « qualité de nos moyens de subsistance » en tout endroit de cette planète est en corrélation directe avec notre survie en

tant qu'espèce. Soulignant les travaux de la North Australian Indigenous Land and Sea Management Alliance, il a déclaré que le défi est de savoir « si nous parlons courageusement et en toute sincérité à propos de notre situation » et face à la nécessité de modifier nos façons de fonctionner.

Julie Bishop, Ministre australienne des Affaires étrangères, a rappelé la réhabilitation du Parc olympique de Sydney, un site qui habitait auparavant une usine d'armement, un abattoir et huit décharges. Elle a décrit les efforts de son gouvernement dans la gestion des menaces à la Grande Barrière de Corail, en concluant que, « alors que le travail de gardien d'une nation dont la taille est proportionnelle à notre superficie – l'Australie est le sixième plus grand pays dans le monde - représente une tâche énorme, nous sommes plus que prêts à relever le défi ».

Dans une « interview sous l'eau » avec un plongeur à la Grande Barrière de Corail, Marton-Lefèvre a soulevé des questions sur les multiples usages qui causent des impacts sur le récif. Il a décrit une initiative visant à accroître la compréhension de l'un des écosystèmes les plus menacés de la planète par la participation du public à travers l'application mobile Eye on the Reef.

Achim Steiner, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUE, a présenté les développements intervenus depuis le CMP précédent à Durban et a déclaré que le programme de l'environnement a progressé de « la dernière ligne de défense, à la ligne de front ». Concernant les défis de la décennie, il a souligné la crise financière qui a sapé les ressources financières des pays, et a félicité les pays africains qui ont sensiblement amélioré la couverture de leurs AP en dépit de figurer parmi les pays les plus pauvres.



Le *Bulletin du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Camellia Ibrahim, Mari Luomi, Ph.D., Suzi Malan, Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., et Delia Paul. Édition numérique: Brad Vincelette. Traduction française par Sandra Gagnon, Ph.D. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Ce bulletin est publié avec le soutien de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que celui de ses partenaires français: les ministères des affaires étrangères et du développement international; de l'écologie, du développement durable et de l'énergie; des outre-mer; l'AFD et le FFEM. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial des parcs 2014 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.org/>



Sally Jewell, Secrétaire de l'intérieur, des États-Unis



Achim Steiner, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUE

Les participants ont accordé une ovation aux équipages de quatre pirogues du Pacifique qui ont navigué 6 000 miles nautiques à travers le Pacifique pour assister au CMP 2014. À travers un « haka » traditionnel exécuté par l'équipage et une vidéo documentant le voyage, l'équipage a présenté le Message « Mua », soulignant la valeur et l'importance globale des îles du Pacifique, et appelant à des partenariats mondiaux pour faire avancer les programmes de conservation et de lutte contre les changements climatiques.

La plénière a ensuite entendu des messages prononcés par les dirigeants des États insulaires du Pacifique.

Tommy Remengesau Jr., Président de Palau, a souligné que les changements climatiques, la pollution, et la surexploitation des ressources naturelles minent l'héritage des populations du Pacifique et affaiblissent la résilience d'une région cruciale pour la stabilité du climat mondial. Il a annoncé la création prochaine du Palau National Marine Sanctuary englobant toute la ZEE du pays et l'arrêt de toutes les exportations commerciales de poissons pêchés dans les eaux de Palau.

Rappelant aux participants que les États insulaires de faible altitude sont en première ligne en matière de changements climatiques, Anote Tong, Président de Kiribati, a salué l'annonce faite la veille par les États-Unis et la Chine sur les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Il a expliqué que l'Aire protégée Phoenix des îles Kiribati, comprenant 11% de la ZEE du pays, appliquera une interdiction de pêche commerciale à partir de janvier 2015.

Henry Puna, Premier ministre des îles Cook, a décrit les efforts de conservation dans la ZEE de son pays, y compris: l'adoption d'une loi; un modèle de gouvernance participative; la création d'un sanctuaire de baleines permettant le passage en toute sécurité des baleines à bosse; et des activités de formation et de recherche avec les pays et organisations du Pacifique.

Sally Jewell, Secrétaire, Département américain de l'intérieur, a souligné que la connectivité des espèces et des écosystèmes nécessite une coopération transfrontalière. Citant l'accord sur le climat des États-Unis et la Chine, elle a noté que la réalisation du développement durable et la réduction des émissions nécessitent des engagements à long terme. Elle a souligné que les AP préservent le patrimoine naturel pour les générations futures, demandant le transfert des connaissances et de la sagesse à la prochaine génération, et a déclaré: « nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons seulement à nos enfants ».

Dans un message vidéo sur les parcs, les populations et le climat, un représentant de la Communauté Zuleta de l'Équateur a parlé des efforts communautaires, ou « mingas », pour conserver les paysages naturels.

DEUXIÈME PARTIE DE LA SESSION DU MATIN

Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a souligné que les AP jouent un rôle important dans le renforcement de la stabilité des communautés et contribuent à la paix et au développement socio-économique. Elle a souligné la nécessité que la gestion des AP permette d'atteindre ces objectifs,



Caroline Harvey, poète slam



Tommy Remengesau Junior, Président de la République de Palau

citant le cas du Parc national des Virunga en République démocratique du Congo, où la destruction des écosystèmes et le massacre de gorilles ont entraîné une augmentation de l'insécurité et de la vulnérabilité des communautés.

Naoko Ishii, Directrice générale du FEM et Présidente, a présenté des exemples de travaux du Fonds pour supporter les pays dans leurs efforts de renforcement des capacités de gestion des AP par des paiements pour les services écosystémiques, des droits et d'autres instruments, s'appuyant sur le concept « la biodiversité rapporte », dont les profits sont investis dans l'amélioration des conditions de la biodiversité. Elle a souligné que les parcs peuvent aider à faire face aux changements climatiques, et renforcer la capacité de résilience et d'adaptation de milliers de communautés à travers le monde. Notant que les AP ne sont pas isolées mais souvent situées dans des paysages terrestres et marins à usage mixte, Ishii a appelé à la gestion des AP « de l'extérieur vers l'intérieur » pour assurer leur survie, notamment par des partenariats qui partagent les coûts de gestion avec le secteur privé.

Yolanda Kakabadse Navarro, Présidente du WWF, a noté une tendance au déclassement des AP, soulignant que « nous ne pouvons pas nous permettre de maintenir des parcs 'sur le papier' ». Elle a instamment prié les gouvernements de prioriser les AP en fonction de leurs objectifs d'adaptation aux changements climatiques, et a exhorté les participants à faire appel au Sommet du G-20 pour « aborder de manière responsable les risques découlant des changements climatiques ». Elle a salué les nouvelles annoncées la veille concernant l'accord États-Unis-Chine pour réduire leurs



Chloe Dragon Smith, représentante des jeunes autochtones des Premières Nations

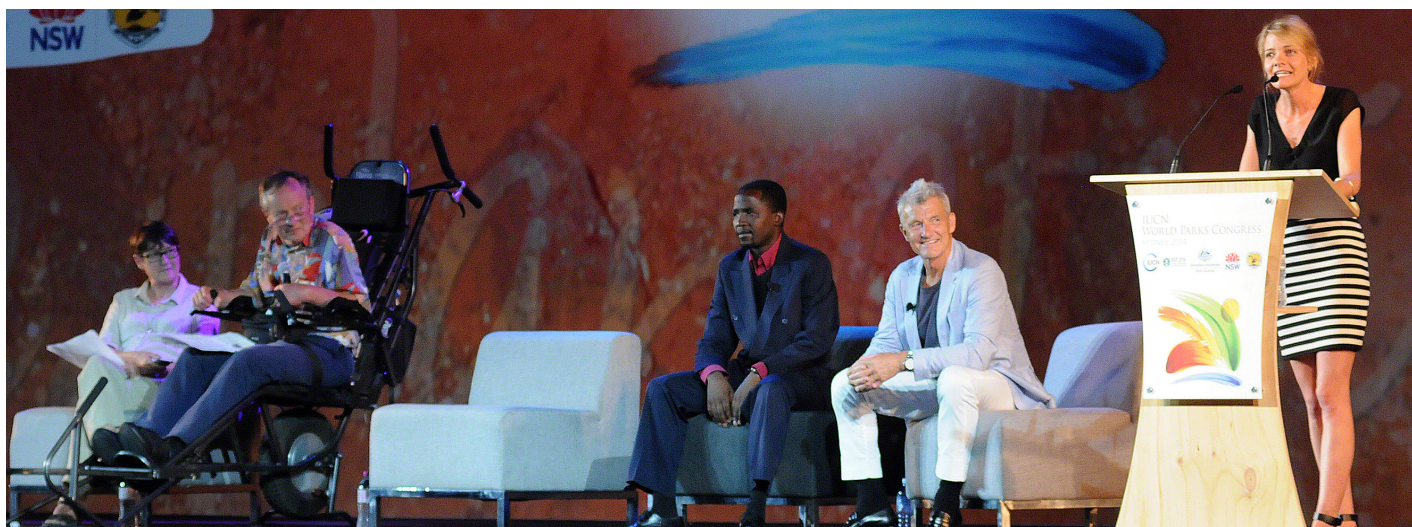
émissions, et a plaidé pour des investissements dans les parcs et les AP pour inspirer les jeunes à se connecter avec la nature, et pour créer de nouveaux parcs là où ils sont les plus nécessaires, en tant que « dernier cadeau pour la génération à venir ».

Jochen Zeitz, de la Fondation Zeitz et l'initiative « B Team », s'est penché sur la nécessité de changer de récit pour reconnaître le capital naturel et les coûts économiques associés à la perte de la biodiversité. Il a souligné la nécessité d'exploiter le secteur des entreprises dans le mouvement entourant les AP, à la fois pour trouver des solutions et stimuler l'innovation. Soulignant le rôle des AP privées, il a discuté de la création de 12 millions d'acres de paysages terrestres et marins grâce à l'Initiative mondiale à long terme.

Chloe Dragon Smith, représentante de la jeunesse et des Premières Nations du Canada, a guidé les participants à travers un voyage virtuel dans son pays natal, en soulignant les liens étroits entre les gens et la terre. Elle a souligné que la promotion du changement nécessite l'engagement des enfants à un âge précoce, et le changement des systèmes éducatifs pour offrir des expériences authentiques et un apprentissage global.

PREMIÈRE PARTIE DE LA SESSION DE L'APRÈS-MIDI

Kathy MacKinnon, Vice-Présidente de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), et Taholo Kami, Directeur régional, Bureau régional de l'UICN en Océanie,



Panneau (GD): David Stratton, TrailRider et défenseur de l'accès des personnes handicapées aux AP; Sibusiso Vilane, Chef scout, de l'Afrique du Sud; Paul Rose (modérateur), Vice-Président, de la Royal Geographic Society; et Jessica Watson, marin australienne

ont ouvert la plénière de l'après-midi, suivi d'un récital par la « poète slam » Caroline Harvey d'un poème s'inspirant de la conservation intitulé « Louer les massacrés ».

Le Président de la CMAP de l'UICN, Ernesto Enkerlin Hoeflich, a présenté un message du Président du Costa Rica, Luis Guillermo Solís, soulignant la nécessité de développer des systèmes de gouvernance qui facilitent la participation directe des peuples autochtones et des communautés locales dans la conservation. Il a affirmé l'engagement du Costa Rica à renforcer l'utilisation durable de ses ressources naturelles et à développer un réseau solide d'AP.

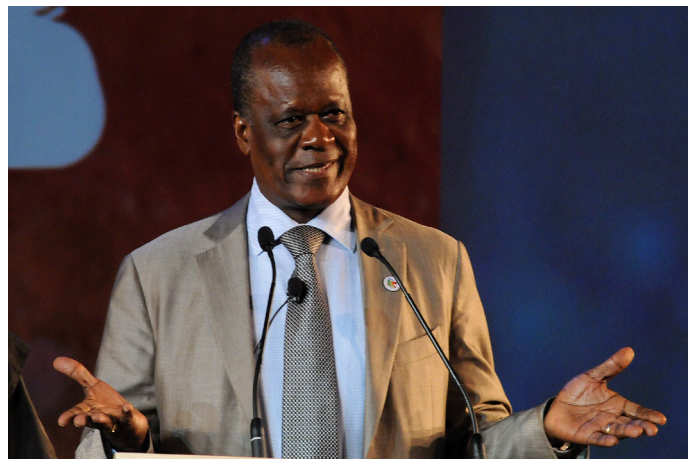
Une table ronde, intitulée « Faire place à la nature: points de vue régionaux », a été modérée par Sally Ranney, parraines de la nature de l'UICN.

Henri Djombo, Ministre des forêts, de l'environnement et du développement durable, de la République du Congo, a noté le manque de financement relatif aux changements climatiques pour les AP, signalant que REDD + exclut les aires forestières protégées. Il a en outre noté que l'interdiction imposée aux activités économiques dans les AP les rend encore plus vulnérables à l'empiètement et à davantage de détérioration. Djombo a proposé de délimiter des sections d'AP pour l'utilisation durable.

Fengxue Chen, Directeur adjoint, de l'Administration des forêts de Chine, a expliqué les mesures spécifiques prises par son pays pour promouvoir la conservation de la nature, y compris: des lois et règlements; des organes administratifs et des unités chargées du respect des lois à tous les niveaux de gouvernementales; plusieurs grands programmes nationaux de conservation écologiques, disposant d'un investissement totalisant jusqu'à 100 milliards USD; l'extension des AP; la participation dans les conventions multilatérales; et la promotion de la participation des organisations de la société civile dans la conservation. Il a souligné l'annonce de la Chine que son émission nationale de dioxyde de carbone (CO₂) atteindra son point culminant d'ici 2030 et qu'elle augmentera la part d'énergie non fossile à 20 % d'ici 2030, ajoutant que la Chine visera également une augmentation de la superficie couverte par ses AP à 20 % de la superficie totale du pays.

Rob Stokes, Ministre de l'environnement et ministre du patrimoine de la Nouvelle-Galles du Sud (NSW), de l'Australie, a indiqué que les AP dans la NSW ont doublé au cours des 20 dernières années. Il a souligné plusieurs mesures prises pour relever les défis liés à la connectivité des AP, notamment: la co-gestion des AP avec les communautés locales; des partenariats avec le secteur privé et les institutions universitaires et de recherche dans la réintroduction d'espèces localement éteintes; et la participation des propriétaires fonciers dans la promotion de la protection de la faune dans les zones adjacentes aux AP et l'expansion des habitats constituant des aires de répartition d'espèces.

Adele Catzim-Sanchez, Ministre des forêts, des pêches et du développement durable, du Belize, a souligné la collaboration méso-américaine pour promouvoir la protection des aires de conservation dans la région. Elle a signalé l'élaboration de politiques régionales en matière d'AP et d'un plan stratégique régional sur l'environnement qui devront être approuvés en décembre 2014. Elle a mentionné les activités clés dans la gestion des AP, telles que l'amélioration de la connectivité à travers la création de réseaux et l'utilisation de la technologie pour compléter les contrôles sur le terrain et les connaissances traditionnelles.



Henri Djombo, Ministre de l'environnement, de la République du Congo

Heremoana Maamaatuaiahutapu, Ministre de l'environnement, de la Polynésie française, a fait part de l'intention de son pays d'élargir la couverture des AMP à 30 %. Il a souligné que le plus grand défi de son pays est d'équilibrer les besoins de développement économique avec les objectifs de préservation culturelle et naturelle.

Soichiro Seki, Vice-ministre de l'environnement mondial, ministère de l'Environnement, du Japon, a décrit l'organisation du Congrès des parcs d'Asie en novembre 2013 à Sendai, au Japon, et a souligné le lancement du Partenariat de l'Asie sur les AP le 18 novembre 2014 au CMP à Sydney. Il a noté le rôle important que les AP ont joué dans la réhabilitation des zones touchées par le tremblement de terre de 2011 au nord-est du Japon et a annoncé une présentation relative à cette expérience à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai, au Japon, en 2015.

Paula Caballero, Directrice en chef, de l'Environment and Natural Resources Global Practice, de la Banque mondiale, a exhorté les participants à se rebeller contre « la réalité fuyante » de la lente dégradation de la planète. Arguant que les AP devraient être considérées comme un moyen de relever les défis de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, d'une agriculture efficace sur le plan climatique et de la restauration des paysages terrestres et marins dégradés, elle a présenté des exemples de projets de la Banque en Tanzanie, en Amazonie et en Indonésie qui ont fait progresser avec succès le développement durable à travers les AP. Elle a appelé tout le monde à se montrer « à la hauteur de la promesse de Sydney », soulignant qu'en ce qui concerne les populations et la planète, « il n'y a pas de plan B ».

DEUXIÈME PARTIE DE LA SESSION DE L'APRÈS-MIDI

Inger Andersen, Directrice générale désignée de l'UICN, a modéré un panel qui s'est penché sur les réalisations depuis Durban, et les défis et les opportunités pour les 10 prochaines années.

Sylvia Earle, exploratrice en résidence à la National Geographic et parraine du CMP, a noté que les océans n'ont pas été suffisamment pris en compte à Durban, et que le monde est loin d'atteindre l'objectif de protéger 10 % des aires marines. Soulignant que « les 10 prochaines années seront les plus importantes pour les 10 000 prochaines années », elle a souligné la nécessité de restaurer et de protéger les systèmes naturels non seulement dans les ZEE, mais aussi en haute mer.



Secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Ferreira de Souza Dias



Sylvia Earle, exploratrice en résidence de la National Geographic et parraine du CMP

Braulio Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a expliqué que, bien qu'il ne soit pas encore sur la bonne voie, le programme de l'environnement a fait des progrès. Il a souligné les liens entre la biodiversité, et les programmes de développement et de lutte contre la pauvreté, et a déclaré que la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité et le programme de développement durable sont des processus interdépendants. Comme défi majeur, il a souligné la nécessité d'intensifier les actions, passant d'une approche « cloisonnée » à la promotion de partenariats avec d'autres secteurs, et a instamment demandé de nouveaux systèmes de gouvernance qui incluent la participation des communautés autochtones et locales.

Répondant à la question du modérateur à savoir si le CMP de Durban a constitué un point tournant dans la relation entre les AP et les peuples autochtones et les communautés locales, Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteur spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, a confirmé que Durban a été une étape importante en ce sens, et a déclaré que les engagements relatifs au respect des droits et des rôles des peuples autochtones ont été atteints dans une certaine mesure. Elle a noté que l'exploitation des ressources minérales localisées sur les territoires autochtones est un défi important et une source de conflit, soulignant l'importance de permettre aux communautés de suivre l'évolution de leurs paysages pour assurer des recommandations réalistes en ce qui concerne leur protection.

Márcio Favilla Lucca de Paula, Directeur général, des Programmes opérationnels et relations institutionnelles, Organisation mondiale du tourisme (OMT), a souligné les impacts actuels et potentiels du tourisme sur les aires de conservation, plus d'un milliard de personnes ayant voyagé à l'échelle internationale depuis 2012. Il a souligné des impacts tant dommageables que positifs, et a indiqué que bien géré, le tourisme peut constituer un instrument précieux pour le développement durable grâce à l'investissement économique dans les communautés locales.

Jane Goodall, de l'Institut Jane Goodall, a souligné l'importance des AP comme outils de conservation d'espèces en danger de disparition et présenté les réserves forestières villageoises en Tanzanie où les communautés locales sont dotées de dispositifs mobiles pour rendre compte des tendances en matière de conservation.

Sally Barnes, Directrice, de Parks Australie, et Trevor Sandwith, Directeur, du Programme mondial sur les aires protégées de l'UICN, ont présenté conjointement le processus pour réaliser la promesse de Sydney. Ils ont souligné les éléments de la Promesse et invité les participants à formuler des observations en: commentant le projet de vision en ligne;

présentant des solutions innovantes à travers une plate-forme Web; et inscrivant des engagements à travers le formulaire électronique « notre engagement à la promesse de Sydney ».

Richard Branson, Fondateur, du Virgin Group, a souligné certaines de ses expériences dans l'exploration de la nature, indiquant que le CMP ne concerne pas seulement les AP, mais concerne le respect de la nature. Il a souligné le rôle important du secteur privé, se référant à l'utilisation, par l'initiative « B Team », de compétences entrepreneuriales pour aider à résoudre des problèmes environnementaux critiques.

Paul Rose, Vice-Président, de la Royal Geographical Society, a présidé une table ronde, intitulée « L'aventure commence! » et a présenté les conférenciers.

Jessica Watson, marin australienne, a déclaré que des années de fin de semaine de camping et de voile en famille ont constitué la base de son voyage en solo. Elle a noté que les activités de coopération, tels que la rédaction de lettres et le dialogue avec les bailleurs de fonds, ont constitué une partie importante de l'aventure.

David Stratton, de TrailRider et défenseur de l'accès des personnes handicapées aux AP, a raconté son histoire, où il a pu accéder à nouveau à la nature après avoir succombé à la sclérose en plaques. Stratton a présenté une vidéo montrant son utilisation du TrailRider, un véhicule développé au Canada, qu'il a décrit comme « un croisement à une roue entre un vélo et une chaise à porteurs », et son adoption ultérieure par Parcs Victoria en Australie.

Sibusiso Vilane, Chef scout, de l'Afrique du Sud, et le premier noir africain à atteindre le sommet de l'Everest, a décrit sa motivation comme « garde forestier ordinaire » du Swaziland pour entreprendre deux ascensions à l'Everest et des randonnées aux pôles Nord et Sud. Il a souligné que « les jeunes sont l'avenir de ce en quoi constitue la conservation », et que les AP offrent de vastes possibilités.

Résumant la session, l'artiste rap canadien Baba Brinkman a interprété des chansons de son nouvel album, « The Rap Guide to Wilderness ».

DIALOGUES AVEC LES LEADERS DU MONDE

Jeudi soir, le premier *Dialogue avec les leaders du monde*, portant sur « Le futur qui nous attend - Comment les Parcs peuvent aider à construire un futur plus résilient », a été modéré par Jeff Horowitz, Fondateur, Avoided Deforestation Partners. Détaillant sa définition de la résilience comme « une occasion de créer un monde meilleur », Horowitz a expliqué que la nécessité de chaînes d'approvisionnement souples a



Zhang Xinsheng, Président de l'UICN



Margareta Wahlström, Secrétaire générale, UNISDR

conduit les grandes entreprises mondiales à prendre un engagement au Sommet sur le climat 2014 pour mettre fin à la déforestation mondiale d'ici 2030.

Le Président de l'UICN Zhang Xinsheng, a défini la résilience comme la préparation à l'incertitude dans un monde qui devient de plus en plus petit, plus plat, plus chaud et plus peuplé. Paula Caballero, Directrice principale, de l'Environment and Natural Resources Global Practice, du Groupe de la Banque Mondiale, a souligné la nécessité de garder à l'esprit la relation symbiotique entre les changements climatiques et les êtres humains. Elle a également souligné le rôle des maires et des responsables municipaux pour aider à établir cette connexion.

Répondant à une demande de partager des expériences personnelles dans la mise à jour du lien entre la protection de l'environnement et les changements climatiques, Tommy Remengesau Jr., Président de Palau, a expliqué comment le blanchissement du corail dans son pays, et la prise de conscience que la nature peut être résiliente s'il lui est permis de se régénérer, a conduit à la désignation des récifs coralliens de Palau comme AP.

En discutant de la façon dont les changements environnementaux ont forcé le changement sociétal, Remengesau a indiqué que le mode de vie de son pays est menacé, et a noté que, en raison de l'élévation du niveau de la mer, certaines îles achètent actuellement des terres en Nouvelle-Zélande pour relocaliser leurs populations. Margareta Wahlström, Secrétaire générale, du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR), a exprimé sa préoccupation quant à l'impact de l'augmentation des taux

d'urbanisation à l'échelle mondiale sur les aires protégées, « si la nature reste un produit exotique ». Caballero a suggéré qu'un « point positif » réside dans les histoires de résilience comme résultat de l'interdépendance entre la nature et l'homme, et a appelé la « Promesse de Sydney » à inclure des messages sur la façon dont la nature a contribué à protéger les êtres humains.

Concernant le rôle des jeunes dans la construction de la résilience, Sally Jewell, Secrétaire de l'intérieur, des États-Unis, a présenté des exemples de jeunes habitants des milieux urbains reconstruisant le paysage dans le sillage de l'ouragan Sandy, et de jeunes « horticulteurs citoyens » rétablissant les habitats naturels en réintroduisant des plants d'armoise après les incendies de forêt dans l'Idaho, aux États-Unis.

Reflétant leurs points de vue sur la récente annonce des États-Unis et de la Chine de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), Jewell et Zhang ont exprimé leur fierté concernant l'esprit de collaboration des deux pays et ont affirmé que les objectifs seraient réalisables. Jewell a décrit l'accord comme un « grand pas en avant », et Zhang a indiqué que ceci ouvrirait la voie aux prochaines conférences des Nations Unies sur les changements climatiques à Lima et à Paris.

Répondant à une question reçue via Twitter sur l'autonomisation des femmes pour renforcer la résilience, Wahlström a expliqué que de nombreux groupes de femmes qu'elle a rencontrés avaient exprimé le désir d'être considérés comme des acteurs de la communauté, et elle a plaidé pour « faire notre la mission de rendre visible le travail effectué par les femmes ».

Ce Bulletin est publié avec le soutien de



**FRANCE-IUCN
PARTNERSHIP
NATURE AND
DEVELOPMENT**



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial





FAITS MARQUANTS DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS 2014 DE L'UICN: VENDREDI 14 NOVEMBRE 2014

Dans la matinée, les participants ont assisté à trois séances plénières introductives sur les domaines thématiques du Congrès: les parcs, les populations et la planète. Par la suite, les huit sessions de courant ont débuté, les panélistes introduisant les sous-thèmes respectifs et annonçant les attentes pour les prochains jours. Un Dialogue d'une soirée avec les leaders du monde axé sur « l'argent ça compte » et la valeur des parcs.

PLÉNIÈRES PARALLÈLES

PARCS: Jonathan Baillie, de la Société zoologique de Londres, a modéré la session, et donné une présentation sur les priorités futures concernant les AP, en insistant sur l'importance de comprendre les besoins des personnes en relation avec les AP. Il a indiqué que les priorités les plus urgentes sont de décider quelles sont aires dont l'accès devrait être « interdit », d'améliorer la gestion grâce à des innovations technologiques modernes, et de trouver des financements adéquats pour permettre la gestion des AP.

Dans une allocution liminaire, James Watson, de la Society for Conservation Biology, a partagé sa « vision » de la façon dont les AP peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité, incluant: que les AP mondiales devraient être « aux bons endroits »; qu'elles devraient faire partie d'un plan plus vaste de conservation; et que le soutien des communautés et des gouvernements devrait augmenter. Il a déploré que les

gouvernements soient à la « croisée des chemins » en ce qui concerne la protection des ressources, la plupart étant confinés à des domaines économiques qui ne tiennent pas compte de la valeur de l'environnement naturel.

Dans une discussion en panel sur les expériences personnelles concernant l'impact des PAP sur leur vie, Greg Carr, du Gorongosa National Park, du Mozambique, a partagé son expérience avec la restauration du parc, en insistant sur l'importance de l'engagement avec les communautés adjacentes aux AP, tout en protégeant la l'intégrité des frontières du parc. Il a décrit le processus naturel de rétablissement après 30 ans de guerre et d'épuisement des ressources, en déclarant que « nous ne devons pas renoncer à l'espoir », car la nature a une capacité phénoménale à se « guérir elle-même ».

Jorge Viana, Vice-Président du Sénat fédéral du Brésil, a parlé de l'état de la restauration de l'Acre après des décennies d'exploitation forestière illégale et de crimes contre les communautés traditionnelles. Il a souligné le rôle de la participation des mouvements sociaux et de la société civile dans la restauration de 12 millions d'hectares de terres forestières dégradées par la création de « réserves extractives », qui permettent une exploitation durable par les populations pratiquant l'extraction traditionnelle.

Russell Mittermeier, de Conservation International, a encouragé les participants à intégrer le programme de conservation avec le développement durable, et a averti que parmi les plus grandes menaces actuelles pour la conservation figurent le déclassement et la réduction des AP.

Zuleika Pinzón, du Service des parcs du Panama, a partagé les priorités de conservation de son pays, y compris: la mobilisation des ressources financières par le biais des fonds de dotation; la participation des organisations de la société



La séance plénière d'ouverture sur les « Parcs » a organisé une table ronde sur les priorités futures concernant les aires protégées.

Le *Bulletin du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Camellia Ibrahim, Mari Luomi, Ph.D., Suzi Malan, Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., et Delia Paul. Édition numérique: Brad Vincelette. Traduction française par Sandra Gagnon, Ph.D. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Ce bulletin est publié avec le soutien de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que celui de ses partenaires français: les ministères des affaires étrangères et du développement international; de l'écologie, du développement durable et de l'énergie; des outre-mer; l'AFD et le FFEM. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial des parcs 2014 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.org/mobi/>



Le Vice-Président de l'UICN, Malik Amin Aslam Khan, a décrit l'implication de la jeunesse dans le programme de développement vert au Pakistan.



Beate Jessel, Président de l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature (BfN)

civile et des médias dans les efforts pour mettre un terme au déclassement des AP; et de faire progresser les techniques de suivi des écosystèmes et de la biodiversité.

Gregory Andrews, Commissaire australien aux espèces menacées, a partagé les stratégies de son pays pour aborder la conservation des espèces menacées, y compris par un soutien accru de la communauté; l'accès et la mobilisation de nouveaux modes de financement; et l'élaboration de politiques.

Comme priorités pour les futures PA, Beate Jessel, Président de l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature, a souligné les initiatives de renforcement des capacités des individus et des institutions, et l'amélioration de l'efficacité de la gestion des AP.

L'écologiste renommé Harvey Locke a rappelé aux participants que les humains ne devraient pas désespérer au sujet de l'avenir de la conservation, puisque le siècle dernier a vu une augmentation spectaculaire des AP et la reconnaissance de la valeur de la biodiversité.

POPULATIONS: Dans une conversation multi-générationnelle, Alan Latourelle, de Parcs Canada, et Daniela Benavides, de conCIENCIA, du Pérou, ont partagé leurs expériences concernant la connexion des gens avec la nature. Latourelle a discuté du recours à une approche de la gestion des AP qui combine la conservation avec des efforts pour inspirer les jeunes à devenir des défenseurs de la nature, en soulignant que la promotion d'une attache personnelle est essentielle pour la viabilité à long terme des AP et de la santé de la société. Benavides a décrit sa génération comme visionnaire, collective, branchée sur le monde, et « entrepreneur ». Elle a instamment demandé au mouvement des AP « de ne pas laisser passer cette énergie collective ».

Simon Balderstone, du Comité international olympique, a déclaré que « le sport est un véhicule de changement transformateur ». Il a souligné ses avantages pour améliorer la santé et que l'intégration du sport dans les AP peut favoriser une plus grande participation du public dans les activités

relatives aux parcs. Luvuyo Mandela, Défenseur du CMP 2014, a parlé de reconnecter les populations urbaines croissantes avec les endroits naturels.

Leyla Aliyeva, de la Fondation Heydar Alyiev et de la International Dialogue for Environmental Action, de l'Azerbaïdjan, a décrit un éventail de projets, y compris: l'engagement de 8 000 enfants dans 20 villes dans des projets environnementaux; la réintroduction de la faune; l'élaboration d'un manuel pour aider à intégrer l'environnement dans le programme scolaire du pays; et des partenariats avec des artistes pour faire participer le public dans une campagne de conservation du léopard du Caucase.

Sean Willmore, de la International Ranger Federation, s'est penché sur le rôle de ceux qui travaillent sur la ligne de front de la gestion des parcs dans l'éducation des jeunes, l'inspiration du public, et, parfois au péril de leur vie, la protection du patrimoine naturel.

Alison Fox, de la American Prairie Foundation, a décrit les efforts pour établir une réserve de 3 millions d'hectares abritant un écosystème naturel de prairies tempérées, représentant l'un des projets de conservation les plus ambitieux de l'histoire des États-Unis. Elle a examiné les moyens de construire un soutien solide de la population et de la communauté à travers: des partenariats d'affaires avec les éleveurs qui pratique un élevage de bétail sensible aux espèces sauvages; l'engagement des athlètes d'aventure dans la science citoyenne; et l'élaboration de programmes pour les jeunes naturalistes.

Frank Hugelmeyer, de la Outdoor Industry Association, des États-Unis, a noté deux tendances qui fournissent à la fois des défis et des opportunités pour les AP: l'urbanisation rapide de la population; et un monde de plus en plus numérisé. Il a souligné que ceci implique un changement fondamental dans la façon de penser les AP et les approches concernant les AP, y compris: d'élaborer une stratégie pour relier les AP aux marchés urbains; de développer des expériences expérimentales; et d'adopter la technologie numérique dans le marketing des AP. Gil Penalosa, de 8-80 Cities, du Canada, ont fait valoir que, avec le vieillissement et l'urbanisation



Frank Hugelmeyer, Outdoor Industry Association



Daniela Benavides, conCIENCIA



Jon Jarvis, Directeur du Service des parcs nationaux des États-Unis



Edna Molewa, Ministre de l'environnement de l'Afrique du Sud

des populations, il est important de penser la façon d'inclure les parcs dans la planification urbaine, et la façon dont les systèmes d'AP peuvent être renforcés pour fournir des services liés à la santé.

Lucky Sherpa, de Green Forum, du Népal, s'est penchée sur les parcs favorables à la population, discutant des succès rencontrés dans les cas d'AP établies par et co-gérées avec les peuples autochtones, et soulignant l'intégration de l'accès et du partage des avantages dans la gestion des parcs. Elle a souligné que la consultation et la participation des communautés sont les outils de conservation les plus efficaces, et partagé des expériences avec la promotion de la communication entre les communautés et les parlementaires au Népal.

Cristiana Pasca Palmer, de la Commission européenne, a résumé les principaux messages de la session, et a discuté du soutien financier octroyé par l'UE aux pays en développement à travers l'initiative Biodiversité pour la vie, qui fournit une approche transversale pour aborder la perte de biodiversité et la pauvreté.

PLANÈTE: Christopher Briggs, Secrétaire général de la Convention sur les zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar), a décrit le défi de répondre aux besoins fondamentaux en eau dans un contexte de croissance démographique, d'urbanisation et de répartition inéquitable des ressources en eau douce. Il a plaidé pour l'activation de modèles de financement du secteur privé, la promotion de la coopération internationale sur les questions relatives aux bassins versants et d'utilisation des terres, et la restauration des zones humides dégradées. Briggs a annoncé un partenariat mondial avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLC) sur la restauration des zones humides, qui sera lancé en 2015.

Edna Molewa, Ministre de l'environnement de l'Afrique du Sud, a déclaré que les services écosystémiques et la biodiversité sont semblables aux services municipaux, et sont indispensables. Elle a souligné que les solutions aux problèmes environnementaux sont réalisables, et a appelé à

l'autonomisation des communautés afin qu'elles soient au centre de toutes les initiatives de développement. Jon Jarvis, Directeur du Service des parcs nationaux des États-Unis, a affirmé que les parcs sont « la solution naturelle ultime » à de nombreuses questions, y compris aux problèmes de santé, comme le diabète, les maladies cardiaques et la dépression. Il a exhorté les participants à promouvoir la pertinence des parcs face au public.

Kazuhiko Takeuchi, de l'Université des Nations Unies, a examiné le rôle des AP dans l'atténuation des catastrophes. Il a souligné le développement du Parc national de Sanriku Fukko au Japon après le tremblement de terre de mars 2011, dans le cadre des efforts de « reconstruction verte » pour renforcer les interconnexions entre les forêts, les rivières, la mer et le « satoyama », définis comme des paysages de production socio-écologiques.

Lawrence Friedl, de la National Aeronautics and Space Administration (NASA), a déclaré la possibilité de voir la terre depuis l'espace fournit l'intelligence environnementale nécessaire à la résolution de problèmes. Il a noté que la NASA dispose d'ensembles de données disponibles au public de ses 17 satellites qui surveillent la température, le niveau de la mer, les précipitations, les incendies et autres conditions environnementales.

Enric Sala, de la National Geographic, a souligné l'importance de raconter des histoires pour inciter les gens à l'action. Il a présenté l'initiative « Pristine Seas » de la National Geographic, expliquant le rôle des AMP dans la restauration des récifs coralliens, des stocks de poissons et des écosystèmes marins, notant que seulement 2 % des océans sont actuellement protégés.

Kevin Iro, du Cook Islands Marine Park, a présenté ce parc de grande envergure, connu sous le nom Marae Moana. Il a insisté sur la participation et l'éducation des jeunes comme un moyen d'« intégrer dans nos futurs dirigeants le savoir-faire transmis par nos ancêtres », et a décrit des mesures traditionnelles pour établir des zones où la pêche est « interdite » de façon saisonnière.



Eduardo Mansur, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), a expliqué l'intérêt de l'organisation dans le rôle des AP comme soutien à la gestion durable des ressources naturelles pour l'alimentation et l'agriculture. Concernant ces ressources, il a mentionné les contributions des ressources génétiques et des plantes sauvages apparentées aux plantes cultivées; des approches participatives, et des droits fonciers et d'accès; des montagnes et des bassins versants; et des paiements pour les services écosystémiques, fondés sur une approche du paysage.

Résumant le débat, Monique Barbut, Secrétaire exécutive de la CNULD, a déclaré que la conservation doit être « une partie essentielle et fonctionnelle du développement » pour les communautés locales, ajoutant que, « il n'y a pas de cadre de développement de l'après 2015 sans la nature ».

Briggs a fait la lecture des principaux points de la déclaration conjointe de Ramsar et de la CNULD, qui stipulait que les terres agricoles et les zones humides sont « deux faces d'une même médaille », et a souligné l'engagement des deux organisations à stopper et à inverser la dégradation des terres, y compris la restauration des 500 millions d'hectares des terres agricoles abandonnées.

INTRODUCTION AUX COURANTS ET AUX THÈMES TRANSVERSAUX

COURANT UN: Atteindre les objectifs de conservation:

Compte tenu de la baisse et de la perte continues des espèces, les intervenants se sont demandé si les AP constituent des aires d'importance pour la biodiversité et les écosystèmes, et si elles sont gérées efficacement et équitablement. Ils ont observé que les AP sont peut-être trop petites, isolées, et sensibles aux menaces de maladies, aux espèces envahissantes et au braconnage. Les intervenants ont rapporté un succès mondial de 15,4 % dans l'atteinte de l'objectif d'Aichi de 17 % concernant les AP terrestres, et de 8,4 % dans l'atteinte de l'objectif de 10 % concernant les AMP. Toutefois, ils ont noté que ces dernières couvrent principalement les eaux côtières, avec seulement 2,6 % des AMP situées en haute mer, et ont suggéré que les objectifs actuels sont insuffisants pour inverser les tendances en termes de perte de la biodiversité.

COURANT DEUX: Réagir au changement climatique:

Se centrant sur les liens entre les changements climatiques, la biodiversité et les forêts, les panélistes ont discuté, entre autres: des effets des changements environnementaux sur les moyens de subsistance dans les milieux ruraux et la sécurité de la ressource en eau en milieu urbain; du rôle des jeunes dans les activités de réhabilitation en Afrique; d'un partenariat multipartite pour la gestion d'un bassin versant en Amérique



Courant 2: Réagir au changement climatique

du Sud; de l'utilité des efforts de recherches de fonds pour la conservation de la biodiversité qui sont axés sur les bénéfiques; et de l'utilisation des parcs dans la sensibilisation sur les impacts des changements climatiques. Un intervenant a expliqué que la restauration des écosystèmes à l'échelle mondiale pourrait aider à éviter 0,5 °C de réchauffement, et d'autres ont souligné l'importance de communiquer les succès en matière de changements climatiques et de biodiversité dans un langage intelligible aux gens.

COURANT TROIS: Améliorer la santé et le bien-être: Mettant l'accent sur les liens entre la nature et la santé humaine et le bien-être humain, les intervenants ont souligné: le rôle essentiel des partenariats dans l'intégration des AP dans la vie des gens, le travail avec les communautés et les entreprises, et la gestion des AP; que les gestionnaires des AP ont besoin de meilleurs outils pour devenir des partenaires viables de la santé et de la communauté médicale; et l'importance des AP dans le maintien de la vie. Les autres questions soulevées au cours de la séance ont inclus: les défis associés aux maladies liées au mode de vie et la déconnexion de la nature; les liens entre la santé des écosystèmes et la prévalence des maladies chroniques; et le besoin de se connecter et de communiquer avec les jeunes.

COURANT QUATRE: Soutenir la vie humaine: Les panélistes ont examiné l'importance de protéger les systèmes naturels afin de maintenir les fonctions de la société. Ils ont présenté les sous-thèmes de la réduction des risques de catastrophe, la ressource en eau et la sécurité alimentaire, et ont fait des présentations sur: la fonction des zones humides comme systèmes de purification et de filtration des déchets; le rôle des AP dans la réduction des risques à



Courant 1: Une norme mondiale pour identifier les Zones clés de la biodiversité: Résultats d'une consultation mondiale



Courant 6: Renforcer la diversité et la qualité de la gouvernance



Courant 7: Respecter le savoir et la culture autochtones et traditionnelles

la sécurité alimentaire et l'éradication de la faim; et la façon dont les solutions basées sur la nature servent à atténuer les catastrophes et les chocs naturels. Les rôles des petits exploitants agricoles, de la conservation communautaire, et des avancées de la technologie et de l'ingénierie ont été déclarés cruciaux pour l'avenir des AP. Les panélistes ont également souligné la nécessité d'intégrer la biodiversité dans le débat sur la sécurité de la ressource en eau, et d'éviter l'expansion des zones agricoles aux dépens des écosystèmes naturels.

COURANT CINQ: Réconcilier les problématiques du développement: Cette session a porté sur une présentation des objectifs et des principaux messages attendus de ce courant, qui ont trait à: la reconnaissance, la prise en compte et l'évaluation de la contribution des AP au développement social et économique; fournir des solutions axées sur les occasions et qui soient transformatrices pour la communauté de la conservation et le programme relatif aux PA; et encourager l'intégration des AP dans les politiques nationales de développement. Les leaders des courants ont identifié cinq messages clés qui devraient constituer les résultats du courant, et qui visent à garantir que les AP sont considérées comme partie prenante de l'économie. Ils portent notamment sur la nécessité: de l'intégration des valeurs des AP dans les cadres de prise de décisions économiques; d'un financement suffisant pour les AP; et d'investissements responsables et de chaînes de valeur durables.

COURANT SIX: Renforcer la diversité et la qualité de la gouvernance: Le courant sur la gouvernance s'est tenu pour se centrer sur les progrès en matière de consolidation et de partage des engagements pris au CMP à Durban et par la CDB, et a noté la reconnaissance croissante par la CDB et d'autres AEM de la nécessité de tenir compte de la qualité et de la diversité de la gouvernance. Plusieurs intervenants ont décrit les caractéristiques distinctives de la gestion et de la gouvernance, soulignant que la gestion concerne « ce qui est fait avec les ressources naturelles », alors que la gouvernance concerne « qui prend les décisions », et la façon dont ces décisions sont prises à différents niveaux. Les participants ont entendu des exemples de gouvernance communautaire, y compris l'expérience de l'Association des pêcheurs Kawawana, au Sénégal, avec la mise en place de la pêche durable.

COURANT SEPT: Respecter le savoir et la culture autochtones et traditionnelles: Les panélistes ont exploré les questions relatives aux droits des autochtones et des connaissances traditionnelles, et de leur intégration dans des partenariats à long terme qui sous-tendent la gestion des AP et contribuent à la réalisation des objectifs de conservation. Ils ont discuté des questions de justice, y compris la nécessité de continuer à lutter contre le déplacement des peuples traditionnels et à aborder la criminalisation des activités de subsistance dans les AP. Concernant les droits des peuples autochtones, les panélistes ont souligné l'accès et le partage des avantages, et le consentement préalable libre et en connaissance de cause. Concernant la Promesse de Sydney,

les panélistes ont instamment demandé un accent sur la mise en œuvre. Ils ont souligné le rôle des populations autochtones dans les programmes relatifs aux changements climatiques et au développement de l'après 2015, encourageant les États à mettre en œuvre le Document final de la Conférence mondiale 2014 sur les peuples autochtones.

COURANT HUIT: Inspirer une nouvelle génération: Les participants ont examiné les moyens de communiquer avec les jeunes et d'atteindre les enfants, et: ont souligné la nécessité que les jeunes découvrent la nature, que les enfants puissent aller librement en nature, et que les jeunes agissent comme une passerelle entre la jeunesse déconnectée et la communauté de la conservation. Parmi les recommandations issues de cette session figuraient: de soutenir une évolution dans la quantité et la qualité des points d'entrée aux emplois et moyens de subsistance liés à la nature et au monde de la conservation afin d'éviter l'insécurité et le désengagement; de rapprocher les populations des expériences de la nature et des parcs; et de pratiquer le « mentorat inversé » par l'écoute des jeunes.

SESSIONS DE COURANT

Une norme mondiale pour identifier les Zones clés de la biodiversité (KBA): Résultats d'une consultation mondiale: Le Courant un a examiné les KBA développés en réponse à l'appel de la CDB à conserver « des sites d'importance pour la biodiversité », à l'Objectif 11 d'Aichi, et à la demande de l'UICN et de ses membres de développer de normes mondiales. Les intervenants ont présenté les résultats d'une consultation mondiale pour élaborer ces normes et critères. Les participants se sont répartis en petits groupes pour fournir des commentaires sur: les critères et les seuils; la mise en œuvre de la méthode KBA; l'utilisation et la finalité des données KBA; les moyens de s'appuyer sur les Sites importants pour les oiseaux et d'autres critères; la façon dont les KBA sont liés à des sites désignés par d'autres conventions; et la relation entre les KBA et la planification systématique de la conservation. Lors de la séance de présentation des commentaires, les facilitateurs des groupes ont présenté les vues et les préoccupations des participants. Concernant les aspects spatiaux et temporels des KBA, les participants: ont exprimé des préoccupations sur la question de savoir si les « KBA mobiles » seront appliqués pour les espèces migratrices; mis en évidence le risque de délimiter de grandes zones qui seraient difficiles à gérer; remis en question la pertinence des KBA dans les sites dynamiques; et ont noté que la taille des KBA peut influencer le niveau de planification de la conservation. Ils ont ajouté que les questions de compétence et de gouvernance des AP sont sensibles, en citant des exemples de terres autochtones. Les participants ont noté les limites des KBA dans les milieux marins et d'eau douce et pour les espèces dont on ne dispose pas de données suffisantes et dont l'aire de distribution est limitée, et ont noté la complémentarité des KBA et de la liste rouge des écosystèmes de l'UICN.



Jochen Zeitz, Fondateur de la Fondation Zeitz et l'Équipe B



Inge Andersen, Directrice générale désignée de l'UICN

DIALOGUES AVEC LES LEADER MONDIAUX

L'argent, ça compte! La valeur des parcs: La séance a débuté par une vidéo du Conseil mondial des entreprises sur le développement durable expliquant que les ressources naturelles doivent être prises en compte dans les bilans des entreprises. Le Modérateur Jo Confino, Directeur exécutif du journal The Guardian, a invité les panélistes à présenter leurs commentaires.

Inge Andersen, Directeur général délégué de l'UICN, a déclaré qu'en dépit des progrès du mouvement de la conservation dans le monde entier, les investissements financiers sont encore insuffisants pour stopper la dégradation de l'environnement.

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a déclaré qu'il était en désaccord avec l'opinion prévalant dans la communauté de la conservation que l'évaluation financière diminue la valeur spirituelle de la nature.

Naoko Ishii, Directrice générale du FEM et Présidente, a noté qu'aborder les défis environnementaux par une approche projet par projet est coûteux, et a appelé à une approche systémique de la gestion des parcs et des AP au niveau national.

Jochen Zeitz, de la Fondation Zeitz et de B Team, a souligné l'importance d'inclure les entreprises dans le dialogue, estimant que les 3 000 entreprises qui occupent les premiers rangs dans le monde sont responsables d'un tiers de tous les impacts négatifs sur l'environnement. Il a appelé à des outils et des incitations qui permettront aux entreprises d'adopter des voies plus durables, y compris l'inclusion des externalités environnementales relatives aux matières premières, comme le caoutchouc, le cuir et le coton auxquels, a-t-il indiqué, un prix bien moindre est attribué par rapport à leurs alternatives synthétiques.

Mark Burrows, Vice-Président du Crédit Suisse, a déclaré qu'une recherche entreprise conjointement par son entreprise et le WWF a indiqué il y a une demande pour des instruments financiers pour investir dans l'environnement. Il a recommandé la mobilisation des fonds de pension et d'autres fonds avec une vision à long terme de l'investissement, en comparant le potentiel actuel des investissements verts avec la croissance initiale de la Silicon Valley, indiquant que cette dernière a commencé à prospérer lorsque les règles régissant les fonds de pension ont permis l'investissement dans les technologies de l'information.

Simon Birmingham, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'environnement de l'Australie, a exprimé sa fierté concernant l'approche de gestion des ressources en eau de son pays, par laquelle « un modèle durable d'abstraction favorise les utilisateurs les plus efficaces ». Il a appelé à une plus grande implication du secteur privé dans la gestion des parcs, et à une tarification appropriée des produits bruts à la source.

Guillermo Zúñiga, ancien Ministre des finances du Costa Rica, a mis en garde contre le fait de considérer l'environnement comme « une boîte noire séparée du développement ». Il a souligné l'Initiative sur le financement de la biodiversité du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et a déclaré que la recherche montre que de nombreuses entreprises sont prêtes à investir dans les objectifs environnementaux, tels que la gestion des déchets, une meilleure utilisation des ressources en eau et la gestion des AP.

Dans la perspective du prochain Congrès mondial des parcs dans 10 ans, les panélistes ont dit espérer un monde qui fait un plus grand usage de la technologie, dépense moins à des fins militaires, et dans lequel le capital naturel est la clé de la croissance verte. Steiner a conclu que les commentaires des panélistes ont indiqué qu'une telle vision est « parfaitement réalisable, et parfaitement finançable », et a noté que la même logique de donner un prix à la matière première pour tenir compte des externalités environnementales requerrait la monétisation de carbone.

Ce Bulletin est publié avec le soutien de



**PARTENARIAT
FRANCE-UICN
NATURE ET
DÉVELOPPEMENT**



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial





FAITS MARQUANTS DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS 2014 DE L'UICN SAMEDI 15 NOVEMBRE 2014

Les participants ont assisté à des sessions de courrant tout au long de la journée sur les huit thèmes, à savoir la gouvernance, les changements climatiques, la santé et le bien-être, la vie humaine, les objectifs de conservation, la culture autochtone, le développement durable, et la nouvelle génération. Dans la soirée, une session de Dialogue avec les leaders mondiaux intitulée « Battez-vous pour vos droits: Les parcs et l'équité sociale », a été organisée avec les leaders de la conservation, des organisations non gouvernementales, du milieu universitaire et des gouvernements pour partager leurs points de vue sur l'équité sociale.

SESSIONS DE COURANT

COURANT DEUX: Carbone bleu et vert: Une nouvelle opportunité pour les aires protégées?: Tobias Wittman, de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GTZ), a facilité cette session, qui a examiné le rôle des AP dans le stockage du carbone vert et bleu. Mauricio Sanchez Lopez, de la Comisión Nacional de Areas Naturales Protegidas du Mexique, a indiqué que son pays a élaboré une stratégie visant à contrer les effets des changements climatiques sur les écosystèmes naturels à l'aide des AP. Il a noté que les quatre AP de la partie centrale de la Sierra Madre Oriental ont été

choisies comme aires protégées prioritaires et a signalé que le manque de données à long terme et le coût élevé des mesure, notification et vérification (MRV) des systèmes de carbone constituent un défi pour la mesure du carbone dans les AP.

Sylvie Goyet, de la Fondation internationale du Banc d'Arguin, de la Suisse, a fait une présentation sur le carbone bleu en tant que source de financement durable des Parcs nationaux Cacheu Mangrove et Cantanhez Forests. Elle a fait état d'un fonds fiduciaire pour la conservation pour soutenir le financement de la conservation durable de ces AP, et a exprimé sa préoccupation concernant la tendance à la baisse des marchés du carbone.

Christopher Dean, du Peak District National Park, fait une présentation sur les tourbières de couverture et leur contribution à la séquestration du carbone, faisant état des menaces antérieures que constituaient la pollution industrielle et les feux de forêt en période estivale, qui ont entraîné une extrême acidité et une teneur élevée en métaux lourds, et épuisé les banques de semences dans ces paysages. Il a souligné les efforts de restauration, y compris l'endiguage des ravines et la réintroduction de la mousse de sphaigne.

Paola Fajardo, de l'Université McGill, du Canada, a indiqué que le système estuarien San Blas au Mexique est peuplé par des communautés tributaires des mangroves qui exploitent durablement les mangroves, exploitation qui ne pose donc aucune menace pour les stocks de carbone. Elle a toutefois fait remarquer que les activités agricoles et les grands barrages en amont étaient responsables d'un apport élevé d'azote et de la réduction des sédiments, qui sont préjudiciables aux mangroves. Elle a proposé de développer des paiements pour les services



Session de courrant 5: Les Aires protégées et les Objectifs de développement durable partie 2

Le *Bulletin du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Camellia Ibrahim, Mari Luomi, Ph.D., Suzi Malan, Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., et Delia Paul. Édition numérique: Brad Vincelette. Traduction française par Sandra Gagnon, Ph.D. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Ce bulletin est publié avec le soutien de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que celui de ses partenaires français: les ministères des affaires étrangères et du développement international; de l'écologie, du développement durable et de l'énergie; des outre-mer; l'AFD et le FFEM. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial des parcs 2014 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.org/mobi/>



Aggrey Rwetsiba, Uganda Wildlife Authority, Ouganda



Xiangying Shi, Shanshui Conservation Center, Chine

écosystémiques (PSE), et la mise en œuvre de politiques nationales et de plans d'action régionaux pour améliorer la gestion des bassins versants.

Cecilia Gore-Birch Gault, du Kimberley Land Council, a présenté le projet de réduction des incendies de North Kimberley, qui a recours à des méthodes traditionnelles de brûlage. Elle a noté que cette pratique est réalisée d'avril à juin, soit avant la saison sèche, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de diminuer le risque d'incendie, et a indiqué que les propriétaires fonciers autochtones génèrent des crédits de carbone à travers la gestion des incendies.

COURANT TROIS: Politique mondiale de la santé et de l'environnement: Une association pour le changement:

Le modérateur Jerril Rechter, de VicHealth, de l'Australie, a présenté l'objet de la séance, à savoir les liens entre la santé humaine et l'environnement.

Décrivant le lien entre l'environnement et la santé comme l'une des grandes opportunités du 21^e siècle, Keith Martin, du Consortium des universités pour la santé mondiale, a suggéré que la sécurité de l'environnement intègre des solutions pour la sécurité humaine, et a souligné la nécessité de démontrer l'impact économique positif des politiques environnementales sur la santé.

Déplorant que les objectifs des politiques tant gouvernementales qu'internationales, incluant les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), fonctionnent en secteurs cloisonnés, le Secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Dias, a exprimé l'espoir que le programme relatif aux Objectifs de développement durable (ODD) va stimuler une approche intégrée, en particulier en ce qui concerne à l'objectif proposé en matière de santé.



Paola Fajardo, Université McGill, Canada

Bridget Finton, du Scottish Natural Heritage, et Matti Tapaninen, du Natural Heritage Services de la Finlande, ont présenté des études de cas sur les politiques et les partenariats, et le passage des politiques à la pratique. Finton a présenté des exemples de l'Écosse où la santé et l'environnement ont été reliés au sein des stratégies gouvernementales et des politiques sectorielles à différents niveaux.

Suneetha Subramanian, de l'Université des Nations Unies, a parlé de la nécessité de conserver les connaissances médicales traditionnelles, et a identifié des liens entre la médecine traditionnelle et la biodiversité, y compris le développement de nouveaux produits pharmaceutiques, de compléments alimentaires et médicaux, et les moyens de subsistance.

Au cours de la discussion, les participants ont posé des questions sur, entre autres: le suivi des impacts des parcs nationaux et des espaces verts sur la santé; la façon de permettre des interactions entre les secteurs et les niveaux d'élaboration de politiques pour favoriser l'intégration des politiques; et la façon de « rendre la nature accessible aux populations » en créant des espaces verts dans les villes.

COURANT QUATRE: Des solutions aux catastrophes fondées sur la nature: Les enseignements des pratiques de terrain:

Lors d'une séance modérée par Robert Mather, de l'UICN, les participants ont partagé leurs expériences de la façon dont les synergies entre une gouvernance solide, la participation communautaire, la conservation des bassins versants et les AP offrent des solutions en matière de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience.

Mark Smith, de l'UICN, a parlé de l'Initiative Eau et Nature de l'UICN au Guatemala, qui réduit les risques d'inondation par des réformes de la gouvernance, la restauration des bassins versants, la diversification des systèmes de production, le développement des entreprises, et le travail avec les communautés sur la préparation aux catastrophes et la détection précoce. Il a souligné une forte gouvernance, la coordination entre les différents niveaux de gouvernement et un leadership renforcé comme essentiel.

Xiangying Shi, du Shanshui Conservation Center, de la Chine, a présenté le Programme Forest for Water. Elle a décrit la façon dont il a facilité l'accès à l'eau de 10 villages par la sensibilisation sur les services des écosystèmes forestiers et le travail avec les communautés locales pour: réhabiliter les zones riveraines; investir dans l'agroforesterie; et utiliser les règles et coutumes traditionnelles pour régir intelligemment l'utilisation de l'eau. Elle a souligné la coopération entre les communautés et les AP, par exemple par le biais de la co-gestion.



Karine Nuulimba, Integrated Rural Development and Nature Conservation (IRDNC), Namibie



Andrew Kyei Agyara, Division de la faune de la Commission des forêts, Ghana

Anu Adhikari, de l'UICN, a abordé les risques liés à la construction de routes de piètre qualité au Népal, y compris l'érosion des sols et le lessivage. Elle a décrit un projet de travail avec les populations locales pour recouvrir de végétation et stabiliser les pentes et réaliser une cartographie des risques pour la communauté. Elle a noté la possibilité de s'appuyer sur les connaissances scientifiques locales et traditionnelles.

Edwin Ogar, de la forêt communautaire Ekuri, du Nigeria, a partagé les enseignements reçus de la gouvernance de la plus grande forêt tropicale sous contrôle communautaire du pays. Il a expliqué comment, pour faire face à l'insécurité alimentaire, à la dégradation des forêts, à la perte de la biodiversité et à la sécheresse, la communauté a élaboré un plan d'utilisation des terres et a délimité une zone de protection totale couvrant 50 % du territoire, le reste étant dédié à l'utilisation des ressources. Ogar a souligné comment les régimes traditionnels de partage des avantages sont utilisés pour soutenir la bonne gouvernance et promouvoir l'appropriation par la communauté. Il a décrit comment certains membres de la communauté ont volontairement opté pour des peines de prison pour protéger la forêt de la coupe illégale de bois.

COURANT CINQ: Les Aires protégées et les Objectifs de développement durable (Partie 1): Jamison Ervin, du PNUD, a modéré la session. Elle a déploré que la société ne se soucie pas de la nature comme elle le devrait, et que la trajectoire du développement soit criblée d'échecs des marchés et des politiques.

Norbu Wangchuk, du Bhoutan, s'est penché sur la contribution des AP à l'augmentation du bonheur national brut (BNB) fondé sur les quatre piliers du développement durable, la préservation de la culture, la conservation de l'environnement et la bonne gouvernance à travers une résistance au développement effréné.

Nagulendran Kangaytkarasu, de la Malaisie, a partagé la vision de son pays de devenir une nation entièrement développée d'ici 2020 et le rôle des AP dans la réalisation de cette vision. Il a souligné la diversification des usages de la biodiversité dans d'autres domaines, y compris la bioprospection, les loisirs et l'écotourisme. Pour atteindre cet objectif, il a proposé: la gestion renforcée des AP par le développement d'instruments économiques novateurs; et l'amélioration de l'attitude envers la conservation.

Krishna Prasad Acharya, du Népal, a partagé les expériences des AP de son pays et décrit certains défis, y compris la dépendance aux ressources, les conflits homme-faune, la perte et la fragmentation des habitats et le faible niveau d'appropriation locale.

Tarun Kathula, de l'Inde, a présenté un programme visant l'intégration de la conservation de la biodiversité marine et côtière dans le secteur agricole, en déclarant que sa région comprend un écosystème complexe, qui compromis par les activités agricoles, l'urbanisation accélérée, l'exploration pétrolière, l'aquaculture et le tourisme.

Aggrey Rwetsiba, de l'Ouganda, a décrit plusieurs cas où les AP sont profitables aux communautés locales, notamment parce qu'elles constituent: un patrimoine culturel; une base de ressources alimentaires; un espace pour les loisirs, l'éducation et la recherche; et des occasions locales d'affaires et d'emploi à travers les hôtels, les restaurants, et le développement des infrastructures.

Concernant les défis qui ont émergé à la suite du passage de typhons dans le bassin supérieur du fleuve Marikina, Angelito Fontanillo, des Philippines, a mis en exergue l'effondrement des infrastructures, les espèces exotiques envahissantes, l'érosion des sols et la perte de la biodiversité. Il a décrit la stratégie du gouvernement pour éviter des situations similaires par le développement de nouvelles politiques et de nouveaux plans de gestion, des consultations et des partenariats avec diverses parties prenantes, et l'engagement des communautés pour réhabiliter le bassin de la rivière.

Manuel Benedicto Lucas, du Guatemala, a décrit deux modèles de gestion appliqués dans son pays, et a souligné l'importance d'établir des ponts avec les communautés locales, initialement considérée comme « envahisseuses ». Il a déclaré que la collaboration avec les communautés offre de nombreuses possibilités pour améliorer les conditions environnementales.

COURANT CINQ: Les Aires protégées et les Objectifs de développement durable (partie 2): Jamison Ervin, du PNUD, a présenté la deuxième partie de la session sur les AP et les ODD, invitant les participants à former de petits groupes pour identifier et discuter les deux ou trois aspects les plus importants du développement durable pour les AP dans leurs propres contextes. Des représentants de chaque groupe ont ensuite présenté un résumé de leurs discussions à l'ensemble du groupe.

Les participants ont soulevé des questions reliées à la sécurité alimentaire et de la ressource en eau, aux moyens de subsistance et à la nécessité d'établir des relations avec les



Crista Valentino, CoalitionWILD, États-Unis

communautés locales dans et à proximité des parcs et des AP. Ils ont noté que les populations locales confrontées à des problèmes de pénurie de ressources peuvent éprouver du ressentiment face à la mise en place des AP.

Un groupe a recommandé que les parcs et les AP réservent certaines zones où les communautés locales peuvent accéder aux ressources de manière durable, en notant qu'« elles devraient être traitées comme une catégorie spéciale parce qu'elles sont celles qui sont le plus à même de nous aider à gérer les AP ». Un autre groupe a décrit le besoin de « partager le pouvoir avec la communauté » dans la gestion des parcs et des AP, citant des recherches au Bangladesh qui suggère que, malgré les efforts de zonage dans les AP, les plans de gestion sont souvent absents ou réduits au minimum. Le groupe a souligné qu'il est nécessaire que les communautés soient véritablement intégrées dans la consultation et la participation, et la valeur de « l'apprentissage et du travail conjoints ».

Un groupe a mis en contraste les questions de gestion dans les pays développés, cherchant à « attirer les visiteurs dans les parcs » pour en maintenir la viabilité, avec celles des pays en développement, cherchant plutôt à « expulser les gens des parcs » où ils chassent ou cueillent. Le groupe a conclu que la question n'est pas d'attirer les gens « à l'intérieur » ou de les « expulser », mais de créer « les bonnes connexions avec

les parcs », soulignant la nécessité que les communautés s'approprient les parcs et soient soutenues dans l'atteinte de leurs objectifs et dans leurs efforts de mise en œuvre.

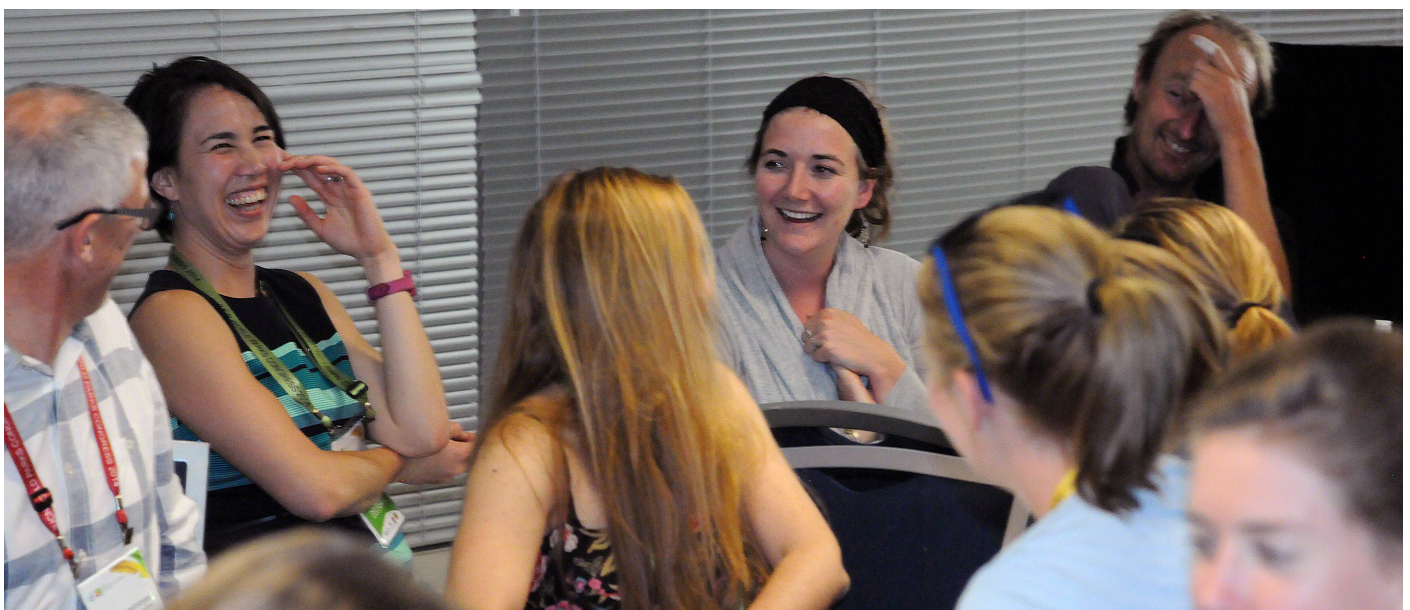
D'autres ont suggéré les PSE comme étant un moyen par lequel les avantages peuvent parvenir aux communautés locales, et ont souligné la nécessité de reconnaître et d'appliquer les connaissances traditionnelles, en plus de la science, de la gestion des parcs.

COURANT SIX: La gouvernance, l'utilisation durable des ressources naturelles et la lutte contre la criminalité envers les espèces sauvages: Les panélistes ont entendu des exemples d'action communautaire du Pérou, du Ghana, de la Namibie, de l'Inde, de l'Ouganda, et du Costa Rica concernant ces questions.

Duan Biggs, de l'Université du Queensland, de l'Australie, a fait une présentation sur les principes de gouvernance concernant la gestion communautaire durable des ressources naturelles. Il a souligné les besoins: de définir clairement les limites reconnues de fait et de droit par les populations locales; de niveaux élevés de capital social, de confiance et de cohérence au niveau de la communauté dans la prise de décision et de mesure; d'un pilotage local de l'élaboration les règles, de l'application des sanctions et de l'application de la loi, en ce qui concerne l'exploitation et la conservation; de normes sociales qui favorisent la collaboration; que des résultats équitables soient perçus comme probables; et de capacités à partager les expériences et les idées au sein et entre les groupes communautaires.

Melissa Vivacqua Rodrigues, de la Universidade Federal de São Paulo, du Brésil, a décrit les modèles contradictoires de développement dans la région amazonienne. Elle a souligné l'émergence de nouveaux acteurs sociaux ces derniers temps, tels que les ONG et le secteur privé, en notant le défi de la construction d'un cadre juridique qui réponde aux exigences de la décentralisation du pouvoir.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont soulevé des questions sur: les risques que la lutte contre le braconnage armé engendre pour les communautés; la façon d'obtenir la reconnaissance de l'état de certains modèles de gouvernance locale; le point de savoir si l'action communautaire se



Session de courant 8: Inspirer la nouvelle génération: Repousser les frontières: Le défi des jeunes sur les AP



Claudio Chiarolla, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)



Suneetha Subramanian, Université des Nations Unies

poursuit une fois le soutien des ONG terminé; et la façon de procéder lorsque la communauté est divisée sur les objectifs de conservation.

Concernant le braconnage, certains ont suggéré de maintenir la confidentialité des informateurs. En ce qui concerne la responsabilité du gouvernement face aux collectivités locales, il a été suggéré que la pression de la communauté est « la seule mesure qui fonctionne ». Concernant la nécessité de l'appui des ONG, les participants ont noté que, si certains pays ont une tradition d'action locale, d'autres ne sauraient entreprendre un processus sans aide extérieure. Lorsque la communauté est divisée sur les objectifs, un participant a recommandé d'être patient et de laisser les gens résoudre leurs différends eux-mêmes, tandis qu'un autre a déclaré que le conflit devrait être négocié de façon explicite à travers un processus de résolution.

COURANT SEPT: Les systèmes traditionnels de gestion dans la réalisation des objectifs nationaux et internationaux: Claudio Chiarolla, de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), a modéré une séance explorant la façon dont les systèmes de gestion traditionnelle peuvent contribuer aux objectifs et cibles relatifs aux changements climatiques et à la biodiversité, et la façon dont les politiques nationales et mondiales peuvent empiéter sur les droits de la communauté.

Alejandro Argumedo, de l'Asociación ANDES, du Pérou, a déploré la marginalisation des connaissances des peuples autochtones dans la convention des Nations Unies sur le climat, qui est fondée sur la science. Il a présenté un aperçu de l'Initiative des peuples autochtones sur l'évaluation bioculturelle des changements climatiques (IPCCA), qui évalue les impacts des changements climatiques et les réponses traditionnelles en matière d'adaptation de la gestion des ressources dans 10 sites à travers le monde. Argumedo a expliqué que l'évaluation: conduit des études de base; évalue les tendances et les scénarios; et identifie les innovations locales en matière de planification de l'adaptation.

Yiching Song, du Centre for Chinese Agricultural Policy, a discuté des enseignements tirés de Seed Park in Stone Village, une étude de cas IPCCA. Elle a noté que les changements climatiques ont un impact sur la disparition des variétés indigènes de cultures et souligné le recours aux variétés locales pour relever ces défis. Song a déclaré qu'une coopérative a été créée pour produire des semences de variétés locales et gérer un réseau d'échange de semences entre les agriculteurs à l'échelle nationale. Elle a souligné la façon dont cette initiative a informé la législation nationale sur les semences en prônant les droits des agriculteurs de conserver et de vendre leurs semences.

Natalie Stoianoff, de la University of Technology de Sydney, a présenté un aperçu du changement de la politique australienne, des OMD tournés vers l'extérieur vers les ODD assortis d'indicateurs de développement durable axés sur l'Australie. Présentant une série de programmes nationaux, elle a discuté de la façon dont les connaissances bioculturelles sont évaluées et appréciées, et la façon dont le partage des avantages est abordé.

Iara Vasco Ferreira, de l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité, du Brésil, s'est penchée sur la politique nationale, et la façon dont les conflits ont surgi lorsque les AP chevauchent les AP gérées par des autochtones. Sonia Guajajara, de Articulação dos Povos Indígenas do Brasil, a décrit les activités de défense des droits territoriaux et les efforts visant à renforcer et à mettre en œuvre la loi brésilienne existante. Elle a déclaré que « sans territoires, nous ne pouvons pas être des peuples autochtones ».

Wend Wendland, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a abordé les négociations actuellement menées par les pays en développement sur un instrument juridique international pour la protection des connaissances traditionnelles visant à aborder les aspects de propriété intellectuelle de l'accès et du partage des avantages en matière de ressources génétiques.

COURANT HUIT: Repousser les frontières: Le défi des jeunes sur les AP: Les organisateurs de la session, Crista Valentino, de CoalitionWILD, des États-Unis, et Bruno Monteferri, de Conservamos por Natureza, du Pérou, ont présenté le « Défi repousser les frontières », qui a invité les jeunes à présenter leur travail de conservation dans et par-delà les AP à travers le monde. Il a ensuite donné la parole à trois gagnants, dont les projets ont été sélectionnés sur la base de leur capacité d'innovation, et leurs potentiels d'application à plus large échelle, d'impact et de reproductibilité.

Vedharajan Balaji, de la Fondation OMCAR, de l'Inde, a raconté son histoire personnelle en tant que militant écologiste dans les zones côtières en Inde, et a présenté son organisation de conservation communautaire, OMCAR, qui travaille, entre autres sur: la restauration des mangroves; l'éducation environnementale à travers un centre interactif pour les enfants; et la cartographie d'herbiers marins à l'aide des systèmes d'information géographique (SIG) pour la conservation du dugong, notamment par la formation des pêcheurs locaux.

Harmony Patricio, de FISHBIO, des États-Unis, a partagé son expérience avec la conservation des poissons dans la République démocratique populaire lao, en soulignant l'importance de fonder les activités de conservation sur

les connaissances et les priorités des populations locales. Présentant ses travaux dans des zones de conservation de poissons locaux (FCZ), elle a expliqué comment le marquage et le suivi des poissons ont aidé à fournir la preuve concrète de l'impact des FCZ au-delà de leurs limites, et la façon dont le partage de l'information sur les espèces de la liste rouge de l'UICN, par le biais de consultations au niveau des communautés locales, a motivé les communautés à créer de nouvelles FCZ.

Andrew Reid, de la Sustainable Livelihoods Foundation, de l'Afrique du Sud, a présenté un projet de jardin médicinal de rue en libre accès à Cape Town, en Afrique du Sud. Il a expliqué comment son travail a été motivé par le conflit fondamental entre les responsables de la conservation et les « médecins de brousse », ces derniers gagnant leur vie à partir de plantes médicinales traditionnelles, mais offrant aussi des soins aux gens. À partir de son expérience de la construction des « jardins de rue », il a extrait trois facteurs de succès, à savoir: le travail avec les défenseurs du jardinage au niveau local; l'application des principes de libre accès aux jardins; et l'utilisation des jardins comme un véhicule pour rassembler les gens.

La séance s'est terminée par une discussion interactive en petits groupes autour de thèmes relatifs à l'action, y compris: la motivation personnelle; la définition d'une vision et d'objectifs clairs; la création d'un environnement motivant; et la communication et la formulation de messages.

DIALOGUES AVEC LES LEADERS MONDIAUX

« **Battez-vous pour vos droits: Les parcs et l'équité sociale** »: Le dialogue a commencé par un poème sur les droits de la personne et l'importance de l'identité culturelle par la poète hawaïenne, Jamaïque Osorio.

La facilitatrice Patsy Doerr, de Thomson Reuters, a souligné que son organisation a augmenté sa reconnaissance des nouvelles possibilités de combiner la responsabilité des entreprises, la diversité et la durabilité. Les panélistes ont discuté, entre autres: du rôle de l'éducation et de la sensibilisation pour améliorer les droits des communautés; des facteurs qui ont conduit à la marginalisation des droits des communautés aux ressources naturelles; et le rôle des sociétés opérant sur des terres communautaires dans la marginalisation et l'exclusion des communautés.

Ricardo Rozzi, du Programme de conservation bio-culturelle subantarctique, a souligné une diminution de la valeur des langues et des traditions autochtones au cours de la période de dictature au Chili. Il a souligné que le respect des droits des communautés à leurs patrimoines naturel et culturel dépend de la capacité des gouvernements et d'autres acteurs à surveiller et sanctionner les sociétés qui excluent les communautés et qui sont impliqués dans l'accaparement des terres, la pollution et d'autres activités destructrices.

Sally Ranney, de l'Institut américain des énergies renouvelables, a fait remarquer que l'exclusion des Amérindiens de leurs territoires, et l'éducation formelle imposée, les ont privés de leurs droits. Elle a souligné que le respect de ces droits par rapport aux parcs et AP actuels est compromis parce que leur gouvernance a été « achetée » par les sociétés qui contrôlent également la politique de nombreux pays.

Luvuyo Mandela, de Tyathumzi Advisory, a déclaré que les sociétés rurales d'Afrique du Sud ont appris que « tout ce qui est à l'extérieur des villes ne vaut pas la peine », ce qui a entraîné un exode rural et a compromis les emplois dans la conservation de la nature. Il a ajouté que les jeunes ne considèrent pas les emplois de garde-parc comme des « vraies carrières ». Mandela a déclaré que les sociétés opérant dans les terres communautaires considèrent souvent les communautés en tant que sources de main-d'œuvre bon marché, en ajoutant que ceci les appauvrit davantage. Il a noté que les communautés devraient être habilitées à négocier de meilleurs contrats, et a appelé à un changement de paradigme dans la façon dont les communautés locales participent à la prise de décision.

Myrna Cunningham Kain, ex-Présidente de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, a souligné que la pauvreté ne constitue pas une condition naturelle des communautés autochtones, mais un état causé par la perte de leurs ressources. Kain a souligné que dans la structure actuelle, l'expansion des AP marginalisera davantage les communautés. Soutenant l'appel de Mandela à un changement de paradigme, elle a appelé le CMP à promouvoir des mécanismes de participation des communautés dans la gouvernance et la gestion des ressources naturelles.

Lucky Sherpa, de Green Forum, du Népal, a déclaré que même si les entreprises ont commencé à reconnaître les droits des communautés aux ressources naturelles et culturelles, la compréhension des enjeux leur fait toujours défaut, ajoutant que les communautés doivent également connaître leurs droits.

Ce Bulletin est publié avec le soutien de



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial



**PARTENARIAT
FRANCE-UICN
NATURE ET
DÉVELOPPEMENT**



FAITS MARQUANTS DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS 2014 DE L'UICN LUNDI 17 NOVEMBRE 2014

Les participants ont assisté tout au long de la journée aux sessions de courant sur les huit thèmes, soit la gouvernance, les changements climatiques, la santé et le bien-être, la vie humaine, les objectifs de conservation, la culture autochtone, le développement durable et la nouvelle génération. Dans la soirée, une session des Dialogues avec les leaders mondiaux intitulée « La nature du crime: L'étendue et l'impact du commerce illégal d'espèces sauvages » s'est tenue avec les leaders de la conservation, des organisations non gouvernementales, du milieu universitaire et des gouvernements pour partager leurs points de vue sur l'équité sociale.

SESSIONS DE COURANT

COURANT UN: Horizon du patrimoine mondial de l'UICN: Le défi de la Décennie pour la Convention pour la protection du patrimoine mondial: Cyril Kormos, de la Fondation WILD, a facilité la séance, déclarant que l'Horizon du patrimoine mondial fournit la première évaluation globale de Sites naturels du patrimoine mondial. Elena Osipova, du Programme du patrimoine mondial de l'UICN, a déclaré que les Évaluations des perspectives de conservation sont utilisées pour classer les sites du patrimoine en s'appuyant sur leurs valeurs, les menaces auxquelles ils font face et l'état de leur protection.

Marc Hockings, de l'Université du Queensland, a discuté de la Liste verte de l'UICN des aires protégées bien gérées développée avant l'Horizon, pour partager les réussites dans l'atteinte des standards de gestion des AP. Il a également mentionné le projet « Améliorer notre patrimoine », développé par l'UICN et l'UNESCO pour

mesurer le succès des Sites du patrimoine mondial. Susan Lieberman, de la WCS, a déclaré que son organisation a contribué à l'Horizon en fournissant des données scientifiques et techniques sur 32 sites.

Julia Miranda Londoño, des Parcs nationaux naturels de la Colombie, a déclaré que l'Horizon permettra le partage des réussites, et que les données de base sur les sites constituent un fondement pour la recherche scientifique et la gestion des AP. Stephen Morris, du Service des parcs nationaux des États-Unis, a salué le développement de l'Horizon, soulignant sa valeur en ce qu'il centre davantage l'accent sur les questions de conservation et de durabilité de la gestion des sites du patrimoine mondial. Feng Jing, du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, a déclaré que l'outil permettra un engagement avec plusieurs partenaires, notamment la société civile et les peuples autochtones, sur le programme du patrimoine mondial, et renforcera davantage le travail du Comité du patrimoine mondial.

Barbara Engels, de l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature, a modéré la séance de discussion. Les participants ont souligné la nécessité d'assurer que des commentaires soient formulés par d'autres parties prenantes. Ils ont convenu que les effets des changements climatiques ou des guerres ne doivent pas être utilisés comme indicateurs de la performance du site, car ils sont en dehors du contrôle des gestionnaires de ces sites, et que l'exclusion de l'information culturelle compromet l'évaluation des sites mixtes.

COURANT DEUX: Restaurer les systèmes naturels pour assurer la résilience aux changements climatiques:

La session a été modérée par Fernando Camacho, de la Commission nationale des aires protégées (CONAP), du



L'hélicoptère Parc Air 3 de la National Parks and Wildlife Service (NSW) quitte le site du Festival Planet Fest

Le *Bulletin du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Camellia Ibrahim, Mari Luomi, Ph.D., Suzi Malan, Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., et Delia Paul. Édition numérique: Brad Vincelette. Traduction française par Sandra Gagnon, Ph.D. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Ce bulletin est publié avec le soutien de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que celui de ses partenaires français: les ministères des affaires étrangères et du développement international; de l'écologie, du développement durable et de l'énergie; des outre-mer; l'AFD et le FFEM. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial des parcs 2014 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.org/>



Joyce Loza, Ezemvelo KwaZulu-Natal Wildlife



Ambre Bill, Conseil municipal de Wellington

Mexique. Mike Wong, de Parcs Canada, a souligné que la restauration écologique bien gérée dans les AP est essentielle pour aider les écosystèmes et les populations à s'adapter aux changements climatiques et pour renforcer les capacités locales à répondre aux défis associés.

Chu Van Cuong, de l'Université du Queensland, a présenté la restauration des zones humides dans la Réserve de biosphère de Kien Giang au Vietnam. Il a décrit une zone menacée par la fragmentation des milieux humides et la conversion à la culture du riz et à l'aquaculture, où les efforts de restauration précédents ont connu un succès limité.

Joyce Loza, de la Ezemvelo KZN Wildlife, a décrit la coopération transfrontalière entre l'Afrique du Sud et le Lesotho pour assurer l'approvisionnement en eau et le renforcement des institutions à travers le projet transfrontière Maloti Drakensberg. Elle a souligné la planification participative dans la réhabilitation réussie des zones humides et des pâturages, et la façon dont ceci a entraîné un soutien accru de la communauté au zonage des différentes utilisations des terres et au pâturage en rotation.

Rajendra Khanal, de l'UICN, a discuté de la Forêt protégée Panchase au Népal, en notant que le succès de sa gestion a augmenté grâce à la promotion des partenariats entre le public, le privé et les communautés et au développement d'un système de paiement basé sur le taux de survie des plants plutôt que sur le nombre brut planté. Il a également souligné le rôle du suivi indépendant fondé sur des évidences.

Erustus Kanga, du Kenya Wildlife Service, a souligné que les réseaux d'AP fonctionnant bien et bien connectés constituent une partie essentielle de la réponse mondiale aux changements climatiques. Il a expliqué la façon dont la restauration de l'habitat dans les AP ou dans leur proximité renforce les capacités de stockage d'eau, réduit les conflits homme-faune, et fournit des services écosystémiques.



Alfred Chedau, aîné Khwe et pisteur

Edna María Carolina Jarro, des Parcs nationaux naturels de la Colombie, a expliqué la façon dont la restauration est suivie grâce à un réseau de parcelles permanentes distribuées à travers l'AP, et la façon dont la Colombie élargit la portée des efforts de restauration pour inclure les récifs coralliens.

Carlos Sifuentes Lugo, de la CONAP, a souligné la valeur des ateliers communautaires dans les efforts pour: sensibiliser les propriétaires fonciers; autonomiser les communautés dans l'identification de leurs préoccupations; et cibler les zones prioritaires pour la restauration et le contrôle des espèces envahissantes.

COURANT TROIS: Pourquoi les parcs urbains sont importants pour la création de villes saines et vivables (Partie 1): Le modérateur Guillermo Penalosa, de 8-80 Cities, a indiqué que d'ici 2045, 80 % des personnes vivront dans les villes, et a indiqué que les décisions prises aujourd'hui concernant la planification des villes auront un impact sur des milliards de personnes pour les décennies à venir. Il a instamment demandé une large participation à la « défense » des parcs dans les zones urbaines.

Tobias Volbert, de Playscape Creations, a fait une présentation sur la « Fondation 7 sens » qui vise à créer des quartiers et des collectivités plus sains, et à inclure les personnes handicapées. Il a appelé à: améliorer la conception et la planification des espaces publics; modifier les règlements et politiques visant à étendre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite; et une meilleure prise en compte de la neurodiversité et des handicaps dans la conception des espaces ouverts.

Ambre Bill, du Conseil municipal de Wellington, a expliqué les avantages de la *biophilia*, ou le besoin humain d'établir des liens avec la nature et d'autres formes de vie. Elle a fait état d'un rétablissement de la biodiversité, de l'amélioration de la qualité de vie, et d'une croissance économique due à l'augmentation de la valeur des propriétés en raison du développement de ceintures vertes dans les villes.

Lee Yi Ling, de la Singapour Health Promotion Board, a décrit le rôle des parcs dans l'amélioration de la santé, à travers des « points de contact » de la communauté où les gens se connectent les uns aux autres, et dans la promotion d'habitudes de vie saines. Elle a cité des exemples d'initiatives de santé liées aux parcs dans sa ville, y compris: les « Dimanches au parc » où des groupes font de l'exercice et les familles participer à des jeux; la « Communauté en fleurs », où les résidents créent de petits jardins pour cultiver des légumes et des fleurs; et « l'Exercice au service de la médecine », consistant en des endroits aménagés pour la remise en forme dans les parcs de la ville.



Petrus Gunarso, Asie Pacific Resources International Limited, et Helen Crowley, Groupe Kering

Vance Martin, de la WILD Foundation, a présenté la vision de son organisation consistant à « rendre les villes plus rustiques » ou à les rendre écologiquement perméable et résiliente. Il a indiqué que la mission de l'organisation est de créer un groupe de défenseurs pour faciliter l'échange de stratégies et les partenariats entre 12 villes pour augmenter leurs espaces naturels.

Fran Horsley, de Parcs Victoria, a partagé des informations sur les parcs-nature de Melbourne, indiquant que les personnes vivant à proximité d'espace ouvert, ont, de façon consistante, des profils plus sains. Elle a cité l'amélioration du développement cognitif des enfants et des élèves ayant des troubles d'apprentissage par le contact avec des espaces en plein air comme des avantages reliés aux parcs.

COURANT TROIS: Pourquoi les parcs urbains sont importants pour la création de villes saines et vivables (Partie 2): Emily Munroe, de 8-80 Cities, a modéré la séance. Bing Wen Low, de la National Parks Board de Singapour, a discuté des projets d'amélioration de l'habitat du Parc Bishan et des trottoirs de la ville visant à augmenter les paysages riches en biodiversité. Il a rapporté une augmentation de la richesse des espèces, une amélioration esthétique et l'engagement de la communauté dans la conservation de la nature et la science citoyenne.

Noel Corkery, de la Corkery Consulting, et Suellen Fitzgerald, de la Western Sydney Parklands Trust, ont souligné la nécessité d'une approche multi-disciplinaire pour intégrer le développement durable et la conservation de la biodiversité dans les parcs urbains, et pour créer des plates-formes pour renforcer la cohésion sociale des communautés multiculturelles.

Myron Floyd, de la North Carolina State University, a présenté la campagne « Lève toi, sort et va » (GGG) dans le Parc national de Cuyahoga Valley, qui cible les communautés défavorisées, et vise à créer des activités récréatives et physiques saines dans le cadre de visites du parc. Il a souligné la nécessité d'idées novatrices et de possibilités de participation afin que les parcs demeurent pertinents par rapport aux besoins de la communauté.

Richard Fuller, de l'Université de Queensland, a noté que les enfants de Brisbane passent plus de temps à l'intérieur que les détenus de prisons de sécurité maximale. Il a présenté les résultats d'une étude conjointe entre écologistes et scientifiques de la santé, et a souligné que la compréhension des obstacles à l'interaction avec la nature est plus importante que la construction de nouveaux parcs à Brisbane, en déclarant que, pour les personnes à faible revenu, la phobie de la nature est un obstacle majeur.



Myron Floyd, North Carolina State University

Robert Moseley, de l'organisation The Nature Conservancy, a présenté les succès obtenus par l'organisation Wilderness Chicago dans leurs efforts pour connecter les gens avec la nature, présentant les programmes qui reconnectent les enfants à la nature. Il a souligné le développement du « Plan d'action climatique pour la nature de Chicago Wilderness » pour conseiller la ville sur l'intégration de la conservation de la nature et des gens.

Vanessa Trowell, de l'Institut australien des architectes paysagistes, a déclaré que les parcs urbains sont en train d'évoluer d'un usage simple à des fonctions multiples, et que l'architecture du paysage fournit des possibilités novatrices pour un usage multiple des espaces publics, y compris des aires de jeux, des aires de promenade de chiens et d'autres services récréatifs.

COURANT QUATRE: Restauration des écosystèmes et Aires protégées: Assurer des avantages socio-économiques et écologiques: Kyran Thelen, de l'UICN, a présenté la session.

Se référant au « Défi de Bonn » consistant à restaurer 150 millions d'hectares de terres dégradées et déboisées dans le monde entier, Gretchen Walters, de l'UICN, a souligné les possibilités d'obtenir des bénéfices rapides des efforts de restauration des paysages et des écosystèmes. Elle a indiqué que dans les pays densément peuplés, la restauration peut englober les corridors de biodiversité, les forêts riveraines assurant une connectivité.

Concernant le redressement après les catastrophes naturelles, Nicholas Hill, de la Société zoologique de Londres, a présenté une recherche montrant que les efforts de replantation de mangroves visant à accroître la résilience ont souvent été inefficaces, en raison d'une implantation et d'une sélection de plantes inappropriées, et de l'augmentation continue des étangs pour l'aquaculture. Il a recommandé de prioriser la protection des mangroves en cours de récupération et naturelles; la restauration d'anciens habitats de mangroves convertis en étangs; et l'application des meilleures normes scientifiques disponibles pour toute replantation.

Mark Webb, de Kings Park and Botanic Gardens, de l'Australie occidentale, a présenté un projet de restauration dans les terres arides de la zone naturelle Al Hisseyah au nord de Riyad, en Arabie Saoudite. Il a décrit les « vergers à graines » comme une approche à la restauration des paysages.

Agus Utomo, de Burung Indonésie (BirdLife), a présenté les accords de gestion villageoise des ressources par les communautés locales. Il a noté que la gestion de sites sur le terrain fait souvent défaut en Indonésie, et que le travail avec



Session de courant 8: La passerelle urbaine: Susciter un intérêt pour la nature parmi les citoyens du monde

les groupes communautaires tel que les coopératives et les syndicats d'agriculteurs est essentiel pour le succès des efforts de conservation.

Roel Posthoorn, de la Natuurmonumenten, des Pays-Bas, a présenté un projet de récupération de sol pour créer une réserve insulaire, Marker Wadden, dans le Markermeer, l'un des plus grands lacs d'eau douce d'Europe. Il a décrit l'aménagement paysager sous-marin utilisant le limon dans le processus de remblaiement, notant que les bénéfices éventuels consisteront en la restauration de la pêche et des oiseaux, et des possibilités pour les loisirs.

Les participants sont convenus qu'il est nécessaire de changer le focus des récits racontant la capacité humaine à modifier l'environnement, et ont plaidé pour des « récits de terrain inspirants sur des restaurations écologiques de grande échelle ».

COURANT CINQ: Bon pour les affaires: Offrir des solutions grâce à un approvisionnement et à des chaînes d'approvisionnement durables: Cette session a présenté des exemples d'initiatives et de pratiques relatives à aux chaînes d'approvisionnement durables à travers le monde, et leur relation avec la conservation de la biodiversité et les AP.

Le modérateur de la session, Joshua Bishop, du WWF-Australie, a présenté les travaux de l'organisation pour protéger la Grande Barrière de Corail en encourageant la production durable de la canne à sucre, notamment par des conseils techniques aux agriculteurs et le partenariat avec les entreprises. Il a déploré que, après cinq ans, les charges d'azote dans la zone n'aient diminué que de 10 %, par rapport au niveau requis estimé à 80 %.

Petrus Gunarso, de l'Asie Pacific Resources International Limited, a présenté les politiques de gestion forestière durable de son entreprise en Indonésie, qui incluent l'objectif d'un hectare de terres conservées par hectare planté.

Helen Crowley, du Groupe Kering, a suggéré que la comptabilisation du capital naturel: aide les entreprises à mesurer et à localiser les impacts environnementaux; permet la comparabilité entre les types d'impacts; et fournit « un contexte commun » à différents groupes de parties prenantes pour la recherche de solutions.

Présentant une initiative dans la vallée de Luangwa, en Zambie, James Deutsch, de l'organisation Community Markets for Conservation, a expliqué comment un modèle combinant l'agriculture de conservation et l'accès aux marchés a

augmenté le revenu moyen, amélioré la sécurité alimentaire, à fournir des emplois alternatifs aux braconniers et a abouti à une « renaissance » des espèces sauvages dans la vallée.

Brian Jones, de Blue Ventures, a partagé ses expériences de travail avec les communautés côtières de Madagascar pour restaurer les stocks de poissons, y compris par la création d'aires marines gérées localement et la création de sources alternatives de revenus.

Adriana Moreira, de la Banque mondiale, a décrit les facteurs qui ont soutenu la réduction de la déforestation en Amazonie brésilienne, y compris la gestion intégrée des ressources, l'application de la loi, et les interventions dans les chaînes d'approvisionnement. Elle a indiqué qu'une amélioration simultanée de l'efficacité dans le domaine de l'agriculture a conduit à la croissance économique dans la région.

Au cours d'une discussion de groupe et tout au long de la session, les intervenants ont mis en évidence quelques outils et facteurs de succès utiles concernant les chaînes de valeur durables, y compris: les partenariats multipartites; les évaluations permettant de démontrer les impacts; les certifications; les normes de marché volontaires; les signaux du marché; une vision interne au sein des entreprises de parvenir à la durabilité; et la hiérarchisation des besoins locaux.

COURANT SEPT: Évaluer et certifier les connaissances autochtones en matière de suivi de la conservation et des aires protégées en Afrique: Le modérateur Nigel Crawhall, du Comité de coordination des peuples autochtones de l'Afrique, a présenté Alfred Chedau, aîné Khwe et pisteur, et Thaddeus Chadau, tous deux issus du peuple Bwabwata de la Namibie. Ils ont présenté leurs expériences avec les méthodes traditionnelles de pistage d'animaux sauvages, en insistant sur l'importance du transfert des connaissances traditionnelles entre les générations, tout en déplorant que cette connaissance ne soit pas considérée comme une qualification sérieuse par le gouvernement, et que les jeunes ne sont donc pas intéressés à acquérir l'ensemble de ces compétences.

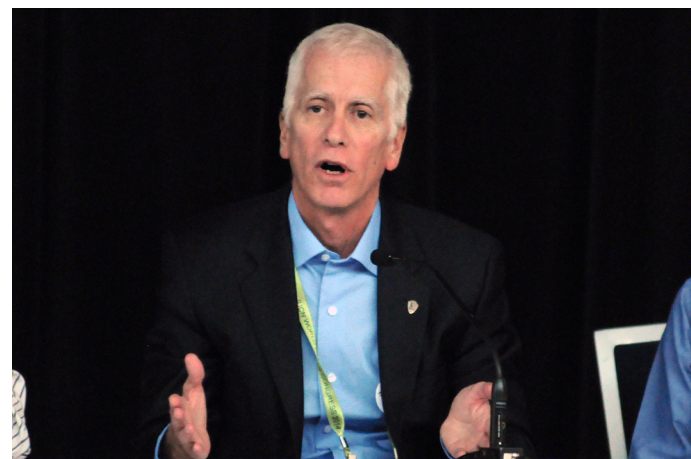
Friedrich Alpers, de l'organisation Integrated Rural Development and Nature Conservation, de la Namibie, a présenté ses expériences de travail avec les pisteurs autochtones pour éduquer la nouvelle génération dans les connaissances traditionnelles et accréditer les pisteurs expérimentés. Il a souligné l'efficacité du projet à restaurer la dignité de l'ancienne génération et à aborder la fragmentation sociale et l'alcoolisme.

Concernant l'acceptation par la Namibie de la chasse commerciale, Crawhall a noté que si une partie du produit est dirigée vers les infrastructures communautaires telles que les écoles et les cliniques, il n'y a pas eu d'efforts équivalents pour créer des moyens de subsistance alternatifs, liés à la chasse commerciale. Il a noté que les compagnies de safari plaident pour l'évaluation et l'accréditation des pisteurs qualifiés, tandis que de nombreux détenteurs de savoirs traditionnels sont exclus de parcs, et ceux qui sont dotés d'une éducation formelle et qui obtiennent les emplois « ne peuvent distinguer un arbre d'un autre ».

Un participant a demandé si la scolarisation des jeunes autochtones est recommandée, car elle érode les connaissances autochtones. Chadau a déclaré que tant l'éducation formelle que les savoirs autochtones sont nécessaires. Crawhall a indiqué qu'un dictionnaire Khwe a été développé, et que les connaissances traditionnelles pourraient faire partie du programme scolaire.



Gretchen Walters, UICN



Stephen Morris, Service des parcs nationaux des États-Unis

STREAM HUIT: La passerelle urbaine: Susciter un intérêt pour la nature parmi les citoyens du monde: David Ainsworth, du Secrétariat de la CDB a modéré la session. Après de brèves interventions, chaque présentateur a conduit des tables rondes individuelles ou les participants ont fait part de leurs expériences sur chacun des huit thèmes.

Kathy Eyles, de la Australian National University, et Jasmine Foxlee, des Australian Capital Territory Parks and Conservation Service, se sont penchées sur: l'engagement des bénévoles dans le cadre du Programme ParkCare; le recrutement de jeunes bénévoles; et la façon dont le bénévolat crée un sentiment de communauté.

Marcia Pradines, du US Fish and Wildlife Service (FWS), a donné une présentation sur les refuges fauniques urbains, y compris la façon dont le FWS met en œuvre: huit normes d'excellence; des mesures d'évaluation; et des partenariats avec les municipalités pour attirer de nouveaux publics et développer des « circonscriptions de conservation ».

Ellen Bertrand, de Parcs Canada, a parlé de la création du Parc national urbain de la Rouge, accessible en une heure par 20 % de la population du Canada, en déclarant qu'il est prévu comme une passerelle pour inspirer les nouvelles générations à se connecter avec la nature et le système élargi d'AP. Elle a dirigé une table ronde conjointe avec Daniel Raven-Ellison, de la National Geographic, qui s'est penchée sur « Libérer le potentiel des villes à travers le monde ». Raven-Ellison a expliqué que 80 organisations se sont réunies pour développer le Parc national Greater London pour capitaliser sur la « trame verte » de la ville et trouver des façons créatives de développer des relations avec la nature « à la portée des populations »

Alexander MacDonald, de Nature Canada, a mené une discussion sur: la façon de surmonter les obstacles des visiteurs à s'aventurer dans les parcs; mettre l'accent sur la gestion responsable à l'échelle du quartier; la programmation multilingue; et l'utilisation de zones importantes pour les oiseaux pour éduquer les jeunes et promouvoir la science citoyenne sur les espèces migratrices.

Collin O'Mara-Green, de la Mountains Recreation and Conservation Authority, s'est penché sur les efforts de sensibilisation déployés par les musées d'histoire naturelle et les moyens créatifs pour « créer un premier contact » avec la population et la jeunesse urbaines.

Mark Graham, du Musée canadien de la nature, a présenté l'évènement festif populaire du musée « Nature nocturne » qui cible les 19-35 ans pour découvrir le musée et partager cette expérience sur les médias sociaux. Il a dirigé une table ronde sur le potentiel de grandes cartes au sol pour orienter les personnes par rapport à leurs espaces verts environnants.

Tiago Pinto-Pereira, de l'Association mondiale des zoos et aquariums, a mené une discussion sur la façon de sensibiliser pour produire des changements dans les choix de consommation et de comportements.

DIALOGUE AVEC LES LEADERS MONDIAUX

La nature du crime: L'étendue et l'impact du commerce illégal d'espèces sauvages: Ouvrant l'évènement, Paul Rose, Vice-Président de la Royal Geographical Society, a décrit les crimes contre les espèces sauvages comme « une bataille sur tous les fronts ».

Prenant acte de la dimension internationale du crime organisé entourant les espèces sauvages, et soulignant qu'il n'y a « pas de solution miracle », le Directeur général du WWF, Marco Lambertini a décrit les moyens d'arrêter l'achat, le trafic et le braconnage.

Lee White, Directeur du Service des parcs nationaux du Gabon, a décrit comment le changement du braconnage aux groupes criminels organisés a transformé la criminalité envers les espèces sauvages en une question de priorité politique nationale, en raison des impacts liés à la sécurité et aux impacts économiques.

Greg Hunt, ministre de l'Environnement de l'Australie, a décrit le travail de son pays pour enrayer le braconnage au niveau national, et pour soutenir les efforts internationaux, y compris par la surveillance par satellite.

Edna Molewa, Ministre de l'environnement de l'Afrique du Sud, a souligné l'importance que les communautés considèrent « qu'un animal a plus de valeur vivant que mort », et a souligné l'importance des stratégies intégrées qui combinent les forces de l'ordre et l'engagement communautaire.



Présentation à l'exposition du Partenariat France-UICN sur la Nature et le Développement

Mary Rice, Chef, de la Environmental Investigation Agency, a souligné la nécessité d'une coopération entre les ministères et les agences fondée sur une compréhension commune que la criminalité de la faune est un problème national.

Sean Willmore, Président de la Fédération internationale des gardes forestiers, a appelé à une formation adéquate et à la fourniture d'équipements pour les gardes-parcs, et a souligné la nécessité de protéger les gardes-parcs et d'accroître leur auto-respect, y compris en tant que stratégie de lutte contre la corruption.

Concernant la lutte contre la corruption, Widodo Ramono, Directeur exécutif de la Fondation Rhino of Indonesia, a suggéré de travailler avec les communautés locales, et d'utiliser la presse comme moyen de communiquer sur les poursuites.

John Scanlon, Secrétaire général de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), a souligné la nécessité d'appliquer des techniques et des technologies similaires à celles utilisées pour lutter contre d'autres formes de criminalité, telles que la méthode de « livraison surveillée » et d'utiliser les outils de la criminalistique moderne.

Rosie Cooney, Présidente du Groupe de spécialistes de l'UICN sur l'utilisation durable et les moyens de subsistance, a mis en exergue l'évolution des droits des peuples autochtones

et le rôle des communautés locales dans la protection et la gestion responsable des ressources naturelles. Concernant le commerce légal, elle a noté que « le marché noir saigne l'Afrique de son ivoire » pour satisfaire la demande stimulée par les marchés nationaux réglementés.

Nadya Hutagalung, Co-fondatrice de l'organisation Let Elephants Be Elephants, et Lambertini ont souligné la nécessité de messages ciblés, notamment destinés aux « personnes non converties » et à des auditoires spécifiques de consommateurs, et de travailler sur l'acceptabilité sociale.

Concernant les commentaires sur la « Promesse de Sydney », les panélistes ont mentionné, entre autres: l'importance du soutien politique au plus haut niveau; la gouvernance; l'application des lois et la mise en œuvre des politiques; la défense et le soutien des gardes-parcs; la mobilisation des ressources pour la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages; la coordination à tous les niveaux, du niveau sous-national au niveau international; l'accent sur l'engagement communautaire et le fait de positionner les espèces sauvages comme un mode d'utilisation des terres importants; le soutien et des fonds pour l'éducation dans les pays moteurs de la demande, en particulier en Asie; et le travail à travers les Nations Unies.



(GD): Widodo Ramono, Directeur exécutif, Fondation Rhino of Indonesia; Lee White, Directeur, Service des parcs nationaux du Gabon; Rosie Cooney, Présidente, Groupe de spécialistes de l'UICN sur l'utilisation durable et les moyens de subsistance; Mary Rice, Chef, Environmental Investigation Agency; Sean Willmore, Président, Fédération internationale des gardes forestiers; Paul Rose, Vice-Président, Royal Geographical Society, et Leader de National Geographic Pristine Seas Expeditions; Nadya Hutagalung, Co-fondatrice, Let Elephants Be Elephants; Marco Lambertini, Directeur général, WWF; Edna Molewa, Ministre de l'environnement, Afrique du Sud; John Scanlon, Secrétaire général, Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES); et Greg Hunt, Ministre de l'environnement, Australie

Ce Bulletin est publié avec le soutien de



**PARTENARIAT
FRANCE-UICN
NATURE ET
DÉVELOPPEMENT**



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial





FAITS MARQUANTS DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS 2014 DE L'UICN MARDI 18 NOVEMBRE 2014

Dans la matinée, les participants ont assisté aux sessions de courant, et une table ronde de haut niveau a été convoquée. Les représentants de gouvernements ont apporté des contributions à la vision de la Promesse de Sydney et ont formulé des engagements nationaux pour la prochaine décennie. En soirée, un Dialogue des leaders mondiaux s'est centré sur la recherche de l'équilibre entre l'appétit mondial pour les ressources minérales et la façon dont ceci définit les AP.

TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU

Le Président de l'UICN, Zhan Xinsheng, a ouvert la table ronde de haut niveau, en déclarant que les leaders de l'environnement doivent « relever la barre » de la performance des pays en ce qui concerne les AP du monde entier. Il a indiqué que la Promesse de Sydney aura pour objectif de présenter les meilleures pratiques à travers le partage des expériences et de la sagesse du monde entier.

Le Co-Présidents de la session, Peter Cochrane, Ambassadeur du Congrès mondial des parcs de l'Australie, et Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, ont ouvert le débat, en invitant les délégués à formuler leurs apports et suggestions afin de contribuer à définir la vision et les actions nécessaires, qui figureront dans le document final de la Promesse de Sydney.

Simon Birmingham, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'environnement de l'Australie, a noté que malgré une énorme croissance des AP terrestres et marines, des défis importants persistent, qui doivent être abordés au cours de la prochaine décennie grâce à la création de partenariats efficaces entre les gouvernements, les collectivités locales, les entreprises et le secteur privé

Robert Stokes, Ministre de l'environnement de Nouvelle Galles du Sud, de l'Australie, a suggéré que la Promesse de Sydney soit l'occasion de recadrer le débat sur la conservation d'un « débat sur les conflits à un débat sur la conversation ».

Au cours de la discussion qui a suivi sur les perspectives des pays à inclure dans la vision de la Promesse de Sydney, plusieurs délégués ont souligné la nécessité de sensibiliser l'opinion et convaincre tant les dirigeants que les populations des avantages de la biodiversité. Plusieurs participants ont suggéré la formation d'un groupe de dirigeants de haut niveau qui pourraient diffuser le message auprès de leurs pairs à l'échelle mondiale.

Les participants ont également souligné, entre autres: la centralité de la conservation pour le bien-être humain et l'économie; la nécessité de travailler « sans cloisons », y compris celles des trois Conventions de Rio; les partenariats à différents niveaux; la reconnaissance des avantages que procurent les AP, et la garantie que ceux-ci parviennent aux communautés locales et aux gardiens locaux; la création de sources de revenus pour les communautés vivant dans les aires protégées, notamment par l'écotourisme; l'éducation et la communication; les corridors écologiques et les efforts pour éviter la fragmentation des AP; l'importance de mettre un terme au commerce illégal d'espèces sauvages; la mesure du bien-



(G-D): Zhang Xinsheng, Président, UICN; Hery Rajaonarimampianina, Président, Madagascar; et Simon Birmingham, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'environnement, Australie

Le *Bulletin du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Camellia Ibrahim, Mari Luomi, Ph.D., Suzi Malan, Dorothy Wanja Nyinyi, Ph.D., et Delia Paul. Édition numérique: Brad Vincelette. Traduction française par Sandra Gagnon, Ph.D. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Ce bulletin est publié avec le soutien de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que celui de ses partenaires français: les ministères des affaires étrangères et du développement international; de l'écologie, du développement durable et de l'énergie; des outre-mer; l'AFD et le FFEM. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial des parcs 2014 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>



Peter Cochrane, Ambassadeur du Congrès mondial des parcs de l'Australie

être au-delà du produit intérieur brut (PIB); et la promotion de mécanismes financiers qui permettront aux secteurs public et privé de contribuer à la conservation.

Un délégué a souligné la nécessité « d'inviter à la table de négociations des personnes qui ne sont pas du domaine de la conservation », et de changer la perception que la « conservation est contre le développement » pour une conception selon laquelle « la conservation concerne le développement ».

Un participant a souligné la nécessité de s'engager à établir et étendre les AP, et à en assurer le financement et la bonne gestion.

Un délégué a suggéré d'inclure dans la vision: une référence aux ODD; à l'utilisation durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures; au principe de la « conservation comme un point central »; à la qualité des AP aussi bien qu'à leur quantité; et à des partenariats régionaux pour soutenir le CMP.

Un participant a souligné la nécessité de mettre un terme aux « activités illégales touchant notre biodiversité », soulignant l'éducation et l'évolution des perceptions relatives aux ressources naturelles comme étant essentielles pour faire face à leur surexploitation. Un délégué a rappelé à tous l'importance du rôle des hommes et des femmes qui consacrent leur vie à la protection des ressources naturelles et des écosystèmes, et a instamment demandé la sélection d'un ambassadeur des Nations Unies pour les crimes envers la faune ainsi que l'élaboration d'une résolution des Nations Unies. Un ministre a plaidé pour des interactions et intégrations renforcées entre les différentes conventions multilatérales sur l'environnement.

Concernant les engagements des pays au cours de la prochaine décennie, un participant a fait part des engagements de son gouvernement concernant la mise en place de nouveaux parcs marins pour la protection des mangroves, et



Ben Boer, Commission mondiale sur le droit de l'environnement

l'autonomisation de comités locaux afin qu'ils constituent des « yeux sur le terrain ». Plusieurs représentants de gouvernements se sont engagés à accroître la couverture des AP, y compris un ministre de l'un des plus grands pays, qui s'est engagé à accroître les AP de son pays de 27, et d'élargir 12 AP pour augmenter l'ensemble du territoire couvert par des AP de 28 % durant la prochaine décennie. Un délégué a réitéré la promesse de son pays formulé au CMP 2014 d'augmenter la part du territoire de son pays couvert par des AP à 20 % d'ici 2020.

Une déléguée a souligné les initiatives de son pays pour transformer le secteur de l'environnement, notamment par l'établissement d'une économie viable relative aux espèces sauvages qui profite à toutes les parties prenantes, et la croissance de l'économie bleue à travers la libération du potentiel des océans sans les « dépouiller complètement ».

Un autre ministre a promis que son pays, entre autres, continuerait à investir dans la conservation de la biodiversité, à sensibiliser les jeunes et les communautés locales, et à enrayer le braconnage.

Un Ministre adjoint a annoncé que, au cours de la prochaine décennie, son pays, entre autres: créerait 60 000 emplois durables et deux millions d'hectares de terres conservées; assurerait 1 milliard USD en capitaux propres entre les mains des peuples autochtones; et soutiendrait plus d'un million de bénéficiaires qui vivent actuellement dans la pauvreté.

Clôturant la session, Birmingham a remercié les participants pour leur passion et leur engagement, et leur a assuré l'engagement de l'Australie à garantir des résultats positifs pour les AP aux échelles mondiale, régionale et nationale.

SESSIONS DE COURANT

COURANT QUATRE: Écosystèmes d'eau douce dans les aires protégées: La protection efficace conférée par le droit de la conservation: Ben Boer, de la Commission mondiale sur le droit de l'environnement, a fait remarquer que même si la protection légale des zones humides est souvent controversée, les conventions telles que la Convention pour la protection du Patrimoine mondial, la CDB, la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, les Conventions de Ramsar et la Convention des Nations Unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux ont permis la réglementation des lois nationales pour les écosystèmes d'eau douce. Il a donné l'exemple du cas de la Cour fédérale en 2004 opposant le Ministre australien de l'environnement et du patrimoine contre Greentree concernant le site Ramsar Windella, dans lequel une amende de 450 000 AUS \$ a été imposée à un agriculteur et son entreprise pour la conversion de zones humides protégées à l'agriculture.

Lydia Slobodian, du Centre du droit de l'environnement de l'UICN, a discuté de la Convention sur les cours d'eau des Nations Unies et des obligations des Parties en ce qui concerne les AP. Elle a noté que, même si la définition d'un cours d'eau selon la Convention réfère strictement à l'eau elle-même, les questions relatives aux bassins versants sont traitées dans le cadre de la « protection des écosystèmes », obligeant les États, individuellement et collectivement, à protéger et à préserver les écosystèmes des cours d'eau internationaux.

Volker Mauerhofer, de l'Université d'Autriche, a présenté « Contrôle des Conventions », une activité entreprise en Autriche pour encourager une meilleure mise en œuvre des AEM liés à la conservation. Il a indiqué que l'évaluation de la

mise en œuvre a montré que « Contrôle des Conventions » est une méthode fiable d'évaluation et que la Direction australienne des AP a mis en œuvre 20 % des recommandations de l'outil.

Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont souligné la nécessité d'augmenter: la sensibilisation sur les obligations et les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau; et les interactions entre les écologistes des eaux douces et les tribunaux pour fournir des preuves scientifiques dans les cas affectant l'environnement.

COURANT SIX: Des solutions inspirantes: Paysages marins mieux gérés comme modèles de vie durable: Hugh Govan, du Réseau d'aires marines gérées localement (LMMA) a modéré la session, demandant aux intervenants de réfléchir sur: des solutions pour le développer et relier une gouvernance efficace sur plusieurs échelles spatiales, notamment en encourageant les décideurs à prendre en compte les solutions locales de gouvernance des ressources; ce qui peut être appris des modèles traditionnels et locaux de gouvernance; et les solutions les plus inspirantes pour plusieurs secteurs touchant la planification durable des zones côtières et marines. Il a présenté des exemples d'application d'une approche LMMA aux Fidji, en notant que les premiers résultats ont indiqué que cette méthodologie ascendante de la planification de la conservation des réseaux marins place Fidji sur la voie d'atteindre l'Objectif 11 d'Aichi.

Jesse Hastings, de l'Université nationale de Singapour, a partagé un exemple de la mise en place au Cambodge d'une aire de gestion de la pêche maritime à travers une approche participative qui réunit les communautés, les pêcheurs, les différents niveaux de gouvernement et le secteur privé, favorisant ainsi la gouvernance partagée. Il a noté que cela représente un changement par rapport à la planification descendante habituelle.

Brian Jones, de Blue Ventures, a décrit la façon dont les communautés à Madagascar ont institué des fermetures volontaires de la pêche au poulpe, et, en partenariat avec le secteur privé, ont produit et commercialisé des concombres de mer. Il a noté que ce système a permis une augmentation des stocks, à fournir des incitations à la bonne gestion, et s'est révélé comme une approche plus populaire que les AMP, qui sont souvent considérées comme « restrictives ».

Sutej Hugu, de la Fondation Tao, a illustré la gestion des pêches à travers des normes et des tabous traditionnels qui régissent qui, où et quand les espèces sont pêchées. Il a



Pedro Rosabal, Programme mondial des aires protégées de l'UICN

expliqué qu'un « éco-calendrier » dicte la fin de la pêche aux poissons volants, coïncidant avec le début de la saison de reproduction.

Purificació Canals, de MedPAN, a présenté le processus participatif multipartite qui a conduit à la Feuille de route pour un réseau d'AMP en Méditerranée en 2020. Elle a souligné la façon dont un processus collectif, tel que la création d'un fonds fiduciaire régional pour la protection marine dans la région, peut atteindre des résultats concrets.

Les participants ont discuté de leurs expériences, y compris la façon dont les Aires de conservation autochtones et communautaires (ACAC) ont recours à des modèles de gouvernance coutumière pour atteindre les objectifs d'Aichi, et le fait que le lobbying en faveur de la conservation doit être intégré dans les initiatives de planification de l'espace marin.

PLÉNIÈRE PARALLÈLE I

Concernant les objectifs de conservation, Courant 1, les leaders du courant ont mis en exergue le rapport Planète protégée 2014 et la Liste verte des aires protégées de l'UICN récemment publiés. Ils ont présenté les principales recommandations du courant, y compris: d'aller au-delà des objectifs chiffrés; de centrer l'action « là où se trouve la biodiversité et là où elle est menacée »; de relever le défi relatif au fait que seulement 24 % des aires protégées sont considérées comme bien gérées; de mettre l'accent sur des ressources adéquates; de lutter contre le déclassement des AP; et d'approuver de nouveaux types de gouvernance tels que les ACAC et les AP privées. Ils ont souligné l'importance d'aller au-delà de l'Objectif 11 d'Aichi (Aires protégées), en notant que certains participants au courant ont recommandé de fixer des objectifs ambitieux de gestion durable allant jusqu'à 50 % des paysages terrestres et marins.

Concernant le thème transversal du patrimoine mondial, les leaders du courant ont mis en exergue: la restauration de sites menacés; la prévention des activités industrielles extractives dans les Sites du patrimoine mondial; le développement de critères ayant trait au caractère sauvage pour les Sites du patrimoine mondial; de mettre davantage l'accent sur la connectivité entre les sites; d'assurer le respect des droits des peuples autochtones et leur participation pleine et effective dans la gestion équitable des Sites du patrimoine mondial; et le partage des avantages. Ils ont noté l'Horizon du patrimoine mondial 2014 de l'UICN comme un outil pour engager les partenaires à la gestion responsable des sites, de pair avec le modèle COMPACT de la planification communautaire et de petites subventions.



Devin Bartley, Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO et Nigel Dudley, CMAP de l'UICN



Rebecca Koss, UICN et Groupe des Jeunes professionnels et Partenariat intergénérationnel pour le développement durable de la CMAP

Concernant le renforcement de la diversité et de la qualité de la gouvernance, Courant 6, les leaders du courant ont recommandé: de « mettre un terme au négoce » lié à la criminalité transnationale envers les espèces sauvages, y compris à travers la gouvernance décentralisée des espèces sauvages, des mécanismes de traçabilité et la coopération transfrontière; de passer du modèle de gouvernance descendante à une gouvernance partagée assortie d'une base juridique solide; d'approfondir la compréhension des questions de gouvernance grâce à des évaluations propres à chaque pays; et d'élaborer des normes et des directives de gouvernance. Ils ont également noté l'importance de la mise en œuvre de politiques relatives à la gouvernance, tels que les stratégies et les plans d'action nationaux relatifs à la biodiversité, et le respect des droits de l'homme consacrés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

À propos d'inspirer une nouvelle génération, Courant 8, les leaders du courant ont souligné que les nouvelles façons de relever les défis de longue date des AP devraient inclure de promouvoir le mentorat entre les générations, et le recours aux plateformes de médias en ligne et aux réseaux sociaux pour connecter les populations urbaines à la nature. Ils ont souligné que la promotion des interactions particulières avec la nature à un âge précoce conduit à des expériences transformatives, et engendre une culture de gestion responsable. Ils ont signalé une recommandation visant à organiser un rassemblement de jeunes tous les deux ans pour autonomiser les dirigeants actuels et futurs, et ont présenté la contribution du courant à la

Promesse de Sydney: le Pacte des Jeunes, qui décrit des engagements, des principes et des actions.

PLÉNIÈRE PARALLÈLE II

Ignace Schops, de la Fédération EUROPARC, et Charlotte Karibuhoye, de la CMAP de l'UICN, ont modéré cette session.

Présentant rapport sur la Réponse aux changements climatiques, Courant 2, les leaders du courant ont décrit les principaux messages, y compris sur la nécessité: que les communautés mènent les efforts d'adaptation pour assurer l'appropriation et la durabilité des initiatives; de renforcement des capacités pour la gestion des AP; de planifier les objectifs de conservation en tenant compte des changements climatiques; et d'une communication efficace.

Concernant les recommandations, ils ont mentionné, entre autres: un appel à ce que le résultat de la Conférence sur les changements climatiques 2015 des Nations Unies, à Paris, reconnaisse pleinement la biodiversité, les écosystèmes et les AP comme les principaux moteurs de l'adaptation aux changements climatiques; de positionner les AP comme des solutions aux changements climatiques; de s'engager dans une nouvelle façon de penser la planification et la gestion des AP; et les partenariats nouveaux et renforcés pour l'adaptation aux changements climatiques pour protéger les paysages terrestres et marins.

Les leaders du Courant 3 ont souligné: la valorisation des parcs et des AP tout en préservant la biodiversité comme des recommandations clés pour améliorer la santé et le bien-être. Ils ont également mentionné: l'acquisition de connaissances et le renforcement de la recherche; l'accès des communautés autochtones à leurs lieux d'importance; l'intégration de la santé préventive dans les processus de planification; le renforcement des compétences du secteur de la santé et du bien-être pour exploiter la valeur des AP; le renforcement des politiques pour promouvoir le rôle de la nature dans la santé et le bien-être; et de veiller à ce que chaque enfant ait la possibilité de se lier avec la nature.

Concernant le Soutien à la vie humaine, Courant 4, les leaders du courant ont présenté les conclusions et recommandations autour de trois questions. Les recommandations sur la sécurité alimentaire ont inclus: des solutions locales qui placent les personnes au centre de la gestion; une approche de la conservation fondée sur les droits de l'homme; et la reconnaissance de la contribution des AP à la sécurité alimentaire. Concernant l'eau, le courant a reconnu les AP comme un élément clé dans la prestation de services liés à l'eau. Les résultats relatifs à la réduction des risques de



Les jeunes ambassadeurs sont montés sur scène pour chanter une version de la chanson The Young People's Pact, un appel à l'action et l'un des résultats du Courant 8.

catastrophe ont mis l'accent sur les actions prioritaires pour faire avancer les solutions naturelles, y compris la science, la gestion et la communication.

Concernant le thème transversal des AP Marines, les leaders du courant ont mis en exergue les travaux préparatoires à l'aide d'un cadre proposant « d'accroître la protection, de renforcer l'implication, et d'augmenter l'investissement », et ont synthétisé les principales recommandations sur: les objectifs et l'efficacité de la gestion des AMP; l'intégration avec le cadre relatif aux changements climatiques pour promouvoir les AP comme une solution; la création et la gestion des AMP qui soutiennent les besoins humains, en soulignant l'importance des services écosystémiques; l'intégration des océans dans les ODD; le travail avec les communautés autochtones et locales; et l'utilisation de nouvelles technologies pour « engager, inspirer et gérer ».

Dans la discussion, les panélistes ont examiné: la gestion et la mise en œuvre de zones en dehors des eaux territoriales; les exemples de promotion du patrimoine culturel; et les moyens d'améliorer la communication sur les parcs et les AP, notamment à travers les médias sociaux, l'adoption d'un langage intelligible aux publics cibles, et le financement de jeunes professionnels pour leur participation à des événements tels que le CMP.

PLÉNIÈRE PARALLÈLE III

Lee White, de l'Agence Nationale des Parcs du Gabon et Mike Wong, de Parcs Canada ont modéré le débat.

Concernant la conciliation des défis du développement, Courant 5, les leaders du courant ont souligné que les investissements dans les AP ont reçu moins de reconnaissance que le développement des infrastructures, et ont souligné la nécessité d'information et de données pertinentes pour les politiques, en particulier sur les PES, et les mécanismes de financement innovants pour les AP. Ils ont recommandé, entre autres: l'intégration des valeurs des AP dans les approches du développement économique; la prévision d'approches pour gérer et connecter les paysages terrestres et marins; l'intégration des AP dans les principaux plans sectoriels, dans les objectifs nationaux de développement durable et dans le cadre des ODD pour l'après 2015; et d'assurer des garanties sociales et environnementales pour mieux comprendre les coûts et les avantages, et les compromis et les risques relatifs aux AP.

Le Courant 7 sur le Respect des connaissances et des cultures autochtones et traditionnelles a signalé que même si beaucoup a été fait depuis le CMP à Durban, les communautés autochtones et locales (CAL) ne sont toujours



(G-D): Leigh Welling, Service des parcs nationaux des États-Unis; Mariana Bellot Rojas, Commission nationale des aires naturelles protégées, Mexique; Nigel Dudley, CMAP de l'IUCN

pas des partenaires à part entière dans la gestion des AP, ils ont recommandé, entre autres: que les droits aux terres collectives et aux ressources des CAL à la terre et aux mers soient reconnus; la pleine participation des femmes et des jeunes autochtones dans le développement et le maintien des AP; que les AP respectent les droits des CAL, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; et que l'IUCN développe une nouvelle catégorie d'AP autochtones. Ils ont également recommandé que: la distinction entre Sites du patrimoine mondial naturel et culturel soit éliminée; des opportunités d'éducation formelle soient créées pour inclure les compétences culturelles autochtones et des voies d'accréditation pour les gardes-parcs et les pisteurs; et des mécanismes de financement innovants soient créés pour soutenir la promotion des économies autochtones.

Concernant le thème transversal du Renforcement des capacités, les leaders du courant ont recommandé: d'intégrer le développement des capacités à tous les niveaux de gestion des AP et aux systèmes nationaux de gouvernance; et de soutenir la vision d'un monde où les institutions et les individus acquièrent des compétences, et mettent en œuvre les meilleures pratiques pour gérer efficacement et régir équitablement tous les types d'AP, y compris les territoires régis par les CAL. Le courant a proposé une Feuille de route sur le développement des capacités pour fournir des orientations pour atteindre les niveaux de développement des capacités nécessaires à la gestion efficace.

Concernant le thème transversal du Nouveau pacte social, des représentants des Premières Nations du Canada et des communautés Maori de Nouvelle-Zélande ont appelé à une réévaluation honnête des injustices historiques perpétrées au nom de la conservation, et à passer de la fragmentation à l'intégration, tant « à l'intérieur qu'à l'extérieur ».

Au cours des discussions, les participants ont indiqué que: le CMP a permis des dialogues et la mise en réseau; les questions de croissance économique étaient « l'éléphant dans la salle », et exigent un examen plus approfondi; et les investissements dans les AP doivent concilier les besoins de l'environnement et des populations.

DIALOGUE AVEC LES LEADERS MONDIAUX

Une question d'équilibre: Comment l'appétit mondial pour les ressources minérales définit le sort des aires protégées: Présentant cette session, le modérateur Thomas Friedman, du New York Times, a souligné la nécessité d'une meilleure compréhension de la nature des compromis



Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'IUCN



(G-D) Anthony Hodge, Président, Conseil international des mines et métaux; Melissa George, Présidente, Comité consultatif autochtone, Australie; Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN; Hery Rajaonarimampianina, Président, Madagascar; Robert Hill, ancien Ministre de l'environnement, Australie; Wang Wenbiao, Chef de la direction, Elion Resources Group; et Thomas Friedman, New York Times

économiques et environnementaux, en notant que les AP « ne sont pas seulement de grands zoos », mais qu'elles constituent des moteurs de développement économique.

Emmanuel de Merode, Chef des gardes-parcs du Parc national des Virunga, en République démocratique du Congo, a fait le contraste entre les taux de mortalité dus au récent conflit et la possibilité de fournir beaucoup de nouveaux emplois dans les secteurs axés sur les ressources naturelles. Il a noté que l'administration du parc a constitué « un îlot de stabilité » dans la région.

Melissa George, Présidente du Comité consultatif autochtone d'Australie, a noté que si les aborigènes d'Australie ont « une place à la table » pour négocier le partage des avantages découlant des activités extractives, tant l'irréversibilité de ces activités que leurs impacts cumulatifs doivent être examinés.

Anthony Hodge, Président du Conseil international des mines et métaux, a demandé comment les projets miniers peuvent être conçus pour assurer tant le bien-être humain que de l'écosystème, ajoutant que, dans de nombreux pays à travers le monde, les responsabilités quant à la gestion des coûts associés aux risques sont actuellement mal définies.

Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, a souligné que les coûts d'une gestion adéquate du réseau mondial d'AP représentent seulement 2,5 % des dépenses militaires mondiales. Notant le rôle des parcs et des AP dans le stockage du carbone, elle a déclaré que les enjeux débattus au Congrès sont étroitement liés aux questions de changements climatiques.

Hery Rajaonarimampianina, Président de Madagascar, a appelé à un développement économique qui cadre dans une approche à long terme et durable, et qui tient compte du bien-

être humain. Il a souligné le besoin de cadres juridiques et réglementaires, et la nécessité que les dirigeants et chefs de gouvernement assurent la compatibilité de l'investissement économique avec la sauvegarde de l'environnement naturel.

Robert Hill, ancien Ministre de l'Environnement de l'Australie, a déclaré que le soutien adéquat des AP nécessite la recherche d'un équilibre, notant qu'il est plus facile pour son pays de placer les valeurs naturelles avant le gain économique, par rapport aux pays en développement.

Wang Wenbiao, Chef de la direction, Elion Resources Group, a décrit sa carrière de 30 ans dans la lutte contre la désertification et la dégradation des terres en Chine. Il a déclaré que, dans sa région natale, le reboisement et la restauration des écosystèmes ont généré des revenus passant de 100 USD par habitant annuellement dans les années 1980 à 5 000 USD aujourd'hui, et ont créé 100 000 emplois, à travers la plantation d'espèces adaptées aux conditions froides et arides, et de plantes utilisées dans la médecine traditionnelle chinoise.

Au cours de la discussion, les participants ont souligné: la difficulté de concilier les avantages immédiats de l'extraction minérale avec un engagement pour les générations futures; le besoin de vivre plus simplement et de réduire les impacts environnementaux; et la valeur de conduire des Évaluations environnementales stratégiques avant de commencer des projets d'extraction.

Les « messages essentiels » des panélistes incluaient: la nécessité d'un consentement préalable, libre et en connaissance de cause en ce qui concerne les projets d'extraction de minéraux; l'introduction d'une forte déclaration de « ne pas avancer » à l'encontre la conservation dans la Promesse de Sydney; de se centrer sur les ODD en 2015; et la nécessité de modèles de gouvernance équitables, justes et impartiaux.

Ce Bulletin est publié avec le soutien de



**PARTENARIAT
FRANCE-UICN
NATURE ET
DÉVELOPPEMENT**



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial





COMPTE-RENDU DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS (CMP) 2014 DE L'UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (UICN): 12-19 NOVEMBRE 2014

Le sixième Congrès mondial sur les aires protégées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), ou Congrès mondial des parcs (CMP), s'est tenu à Sydney, en Australie, du 12 au 19 novembre 2014. Plus de 5000 participants ont assisté à la réunion, représentant des gouvernements et des agences publiques, des organisations internationales, le secteur privé, des institutions universitaires et de recherche, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations communautaires et autochtones. L'UICN organise ce congrès une fois par décennie pour faire le point sur l'état des aires protégées (AP) dans le monde entier, évaluer les progrès réalisés et les reculs constatés, et définir le programme pour la prochaine décennie en ce qui concerne les AP. Le thème du CMP 2014 était « Des parcs, la planète et nous: des solutions sources d'inspiration ».

Au cours des huit jours de plénières et d'ateliers, de manifestations parallèles et d'excursions, les participants ont abordé les moyens: d'atteindre les objectifs de conservation; de réagir aux défis que posent les changements climatiques; d'améliorer la santé et le bien-être; de soutenir la vie humaine; de réconcilier les différents enjeux du développement; d'accroître la diversité et la qualité de la gouvernance; de respecter les connaissances et les cultures autochtones et traditionnelles; et d'inspirer une nouvelle génération afin qu'elle accorde la priorité à la conservation. En outre, des décideurs, des praticiens, des dirigeants du secteur privé, des militants et des dirigeants autochtones se sont centrés sur les questions stratégiques liées aux AP, à la conservation et au développement durable, lors d'une série de sept débats publics modérés intitulés: Les Dialogues avec les leaders mondiaux. Le principal document final du CMP, la « Promesse de Sydney », inclut les principales conclusions du Congrès ainsi que les contributions du dialogue en cours sur internet sur les solutions possibles. L'objectif de la Promesse de Sydney est de démontrer que les AP constituent l'un des meilleurs investissements pour le futur de la planète et des populations, ainsi que pour accélérer la mise en œuvre d'approches novatrices pour assurer que ces investissements s'avèrent fructueux.

Ce rapport résume les réunions et les événements qui ont eu lieu au cours du Congrès.

BREF HISTORIQUE DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS

**PREMIÈRE CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES
PARCS NATIONAUX:** La première Conférence mondiale sur les parcs nationaux (Seattle, États-Unis, 30 juin-7 juillet 1962)



Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN

DANS CE NUMÉRO

| | |
|--|----|
| Bref Historique du Congrès mondial des parcs | 1 |
| Compte-rendu de la réunion | 4 |
| Cérémonie d'ouverture | 4 |
| Plénière d'ouverture | 6 |
| Plénières parallèles: sessions d'ouverture | 11 |
| Introduction aux courants et aux thèmes transversaux | 12 |
| Sélection de sessions de courant | 15 |
| Segment ministériel de haut niveau | 26 |
| Plénières parallèles de clôture | 27 |
| Plénière de clôture | 28 |
| Cérémonie de clôture | 31 |
| Dialogues avec les Leaders Mondiaux | 32 |
| La Promesse de Sydney | 37 |
| Réunions à venir | 38 |
| Glossaire | 42 |

Le *Bulletin du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Camellia Ibrahim, Mari Luomi, Ph.D., Suzi Malan, Dorothy Wanja Nyinyi, Ph.D., et Delia Paul. Édition numérique: Brad Vincelette. Traduction française par Sandra Gagnon, Ph.D. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Ce bulletin est publié avec le soutien de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que celui de ses partenaires français: les ministères des affaires étrangères et du développement international; de l'écologie, du développement durable et de l'énergie; des outre-mer; l'AFD et le FFEM. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial des parcs 2014 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>



Performance visant à inspirer les jeunes à protéger l'environnement

visait à promouvoir la compréhension des parcs nationaux au niveau international et à encourager le développement du mouvement en faveur des parcs nationaux dans le monde entier. Les discussions ont porté sur les effets de l'être humain sur les espèces sauvages, l'extinction des espèces, les retombées économiques du tourisme, et la façon de relever des défis liés à la gestion des parcs.

DEUXIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES PARCS NATIONAUX: La deuxième Conférence mondiale sur les parcs nationaux (Yellowstone, États-Unis, 18-27 septembre 1972) a notamment abordé: les effets du tourisme sur les AP; la planification et la gestion des parcs; et les problèmes sociaux, scientifiques et environnementaux émergeant dans les parcs nationaux dans les régions tropicales humides, arides et montagneuses.

TROISIÈME CONGRÈS MONDIAL SUR LES PARCS NATIONAUX: Le troisième Congrès mondial sur les parcs nationaux (Bali, Indonésie, 11-22 octobre 1982) a porté sur le rôle des AP dans le soutien apporté aux sociétés, et a reconnu 10 principaux sujets de préoccupation, y compris l'insuffisance du réseau global d'AP terrestres existant et la nécessité: d'augmenter le nombre d'AP marines, côtières et d'eau douce; d'améliorer la qualité écologique et la gestion des AP existantes; d'un système cohérent de catégories d'AP de façon à équilibrer les besoins de conservation et de développement; et de liens avec le développement durable.

QUATRIÈME CONGRÈS MONDIAL SUR LES PARCS NATIONAUX ET LES AIRES PROTÉGÉES: Le quatrième Congrès mondial sur les parcs nationaux et les aires protégées, intitulé « Parcs pour la vie » (Caracas, Venezuela, 10-21 février 1992) a souligné la relation entre les populations et les AP, et la nécessité, entre autres, d'identifier les sites d'importance pour la conservation de la biodiversité, et d'une approche régionale de la gestion du territoire. Le Plan d'action de Caracas a synthétisé les actions stratégiques concernant les AP pour la décennie 1992-2002 et a fourni un cadre global pour l'action collective. Le plan visait à étendre le réseau d'AP de façon à couvrir au moins 10 % de chaque biome majeur d'ici 2000.

CINQUIÈME CONGRÈS MONDIAL DES PARCS DE L'UICN: Le cinquième Congrès mondial des parcs de l'UICN (Durban, Afrique du Sud, 8-17 septembre 2003) a porté sur les « Bénéfices de la conservation par-delà les frontières ». Les participants ont abordé les lacunes dans les systèmes d'AP en identifiant les écosystèmes sous-représentés, ont défini des outils pour améliorer l'efficacité de la gestion, cherché de nouvelles provisions juridiques et identifié des partenariats. Le Congrès a produit plusieurs résultats, dont trois consistaient en: l'Accord et le Plan d'action de Durban,



composé d'une déclaration de vision de haut niveau en faveur des AP, et une présentation des mécanismes de mise en œuvre; 32 recommandations, approuvées lors des ateliers au cours du Congrès; et un Message à la Convention sur la diversité biologique (CDB). Les autres résultats comprenaient: la Liste et l'état des aires protégées du monde compilés par les Nations Unies, un rapport global sur les AP du monde; un Réseau d'apprentissage sur les aires protégées (PALNet), un outil de gestion des connaissances sur internet pour les gestionnaires et les intervenants en matière d'AP; des mesures concernant les AP de l'Afrique, y compris une recommandation sur les AP régionales et le Consensus de Durban sur les aires protégées africaines pour le nouveau millénaire; et un manuel sur la Gestion des aires protégées au 21^e siècle, compilant des études de cas, des modèles et des enseignements reçus au cours du Congrès et constituant le « Manuel d'utilisation » de l'Accord de Durban.

CdP à la CDB 2004: La septième réunion de la Conférence des Parties (CdP 7) à la CDB a eu lieu du 9 au 20 février 2004, à Kuala Lumpur, en Malaisie. Les délégués y ont adopté 33 décisions sur, entre autres: la biodiversité et le tourisme; le suivi et les indicateurs; l'approche écosystémique; la biodiversité et les changements climatiques; la biodiversité des montagnes; les écosystèmes des eaux intérieures; la biodiversité marine et côtière; les AP; l'accès et le partage des avantages (APA); le transfert de technologie et la coopération; l'Article 8 (j) (connaissances traditionnelles); et les rapports nationaux.

L'ordre du jour a donné aux Parties à la Convention la possibilité de relever l'un des plus grands défis de la Convention, celui de faire suite, par des mesures concrètes, aux résultats du Sommet mondial de 2002 sur le développement durable (SMDD), incluant les objectifs de réduire de manière significative la perte de biodiversité d'ici 2010, ainsi que de positionner la CDB en tant que cadre politique le plus approprié et efficace pour aborder la biodiversité. Les résultats de la réunion en ce qui concerne l'APA et les AP, soutenus par un cadre pour l'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique de la Convention, ont fourni une base solide pour permettre à la Convention d'aborder ses priorités à moyen et à long termes.

CdP à la CDB 2010: La dixième réunion de la Conférence des Parties (CdP 10) à la CDB a eu lieu du 18 au 29 octobre 2010, à Nagoya, au Japon. La CdP 10 à la CDB a examiné une série de questions stratégiques, de fond, administratives et budgétaires, et a adopté 47 décisions. Les délégués ont également poursuivi les négociations sur un protocole international sur l'APA et examiné: un nouveau plan stratégique, des objectifs et un programme de travail pluriannuel pour la Convention; les questions liées à la coopération avec d'autres conventions, organisations et

initiatives; et les questions de fond, y compris la biodiversité marine et côtière, les changements climatiques, la biodiversité forestière, les biocarburants, et l'Article 8 (j). Suite à des séances tardives et intenses, un « ensemble » de décisions important a été adopté, faisant de la CdP 10 l'une des réunions les plus réussies dans l'histoire de la Convention. Cet ensemble comprenait le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation; le Plan stratégique de la CDB pour la période 2011-2020, y compris une mission, des buts et des objectifs stratégiques visant à inspirer une action à grande échelle par les Parties et les parties prenantes; et une décision sur les activités et indicateurs pour la mise en œuvre de la Stratégie de mobilisation des ressources adoptée à la CdP 9. La réunion a également: adopté une décision constituant de facto un moratoire sur la géo-ingénierie; pris position sur la question de la biologie synthétique, en exhortant les gouvernements à appliquer l'approche de précaution à la dissémination d'organismes synthétiques vivants dans l'environnement et reconnaissant le droit des Parties à la suspendre; affirmé le rôle de la CDB dans la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier (REDD+); adopté le code Tkarihwaï:ri de conduite éthique; et établi des mesures claires pour accroître la coopération entre les Conventions de Rio en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Sommet de Rio+20).

TROISIÈME CONGRÈS IMPAC SUR LES AIRES MARINES: Le troisième Congrès international des aires marines protégées (IMPAC), a eu lieu à Marseille, en France, du 21 au 25 octobre 2013, suivi d'une réunion politique de haut niveau en Corse, du 26 au 27 octobre. IMPAC rassemble des représentants de la gestion publique et des organes de planification, des institutions de recherche, des ONG, des communautés côtières et insulaires, et du secteur privé du monde entier tous les quatre ans pour contribuer à la conservation et au développement durable des océans. L'objectif principal du troisième Congrès IMPAC consistait à délibérer sur les stratégies pour répondre à l'Objectif 11 d'Aichi de la CDB dans le cadre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, qui appelle à la gestion d'au moins 10 % de l'ensemble des zones côtières et marines en tant qu'aires de conservation ou protégées d'ici 2020. Parmi les principales recommandations formulées figuraient: la convergence des approches locales et des stratégies mondiales à travers la mobilisation des réseaux locaux et nationaux, et leur rattachement à un réseau mondial d'aires marines protégées (AMP); l'établissement de partenariats avec le secteur privé pour promouvoir la gouvernance et soutenir les processus d'aménagement du territoire; et l'initiation des négociations pour parvenir à un accord sur la mise en

œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), y compris la provision relative à la création d'AMP en haute mer. Ces recommandations ont alimenté la conférence ministérielle, qui a souligné la nécessité de conserver les hautes mers dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale (ZADJN).

CONGRÈS DES PARCS D'ASIE: Le premier Congrès des Parcs d'Asie a eu lieu à Sendai, au Japon, du 13 au 17 novembre 2013, en tant que première conférence internationale réunissant en Asie des spécialistes des AP. Les participants ont partagé leurs expériences dans la gestion des AP, y compris l'état actuel, les défis et les meilleures pratiques de la gestion des AP en Asie. L'objectif principal de la réunion était de faciliter la mise en place d'un partenariat régional pour atteindre les objectifs d'Aichi et la mise en œuvre du Programme de travail de la CDB sur les aires protégées. Les résultats du Congrès ont été présentés au sixième CMP à Sydney.

QUATRIÈME CONGRÈS DES PARCS DE LA RÉGION MÉSO-AMÉRICAINNE: Le quatrième Congrès des aires protégées de la région méso-américaine s'est tenu à San José, au Costa Rica, du 18 au 21 mars 2014. Cette réunion est convoquée tous les trois ou quatre ans pour discuter, diffuser et échanger des connaissances sur la planification, la gestion, le fonctionnement et le développement de la conservation de la biodiversité dans les AP, les services écosystémiques et la promotion du bien-être humain. Parmi les participants figuraient des universitaires et des intervenants de la région méso-américaine, qui, au cours de huit colloques, ont partagé des expériences et identifié des mesures pour améliorer les AP méso-américaines, notamment par: la gouvernance; la gestion des connaissances; la gestion et la planification; l'utilisation des AP comme un outil de développement social et économique; la mise en œuvre de solutions aux changements climatiques à travers les AP; la coopération et le financement pour la gestion des AP; et le recours aux politiques en tant qu'instruments de consolidation des AP.

DIALOGUE NAMIBIEN DE HAUT NIVEAU: Cet événement de haut niveau sur l'amélioration de la gouvernance des AP au service de la sécurité des moyens de subsistance et de la biodiversité en Afrique australe s'est tenu à Windhoek, en Namibie, les 21 et 22 mai 2014. Au cours des deux jours de bilan sur la gouvernance des AP dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA), les délégués ont: abordé les moyens par lesquels les AP peuvent générer des bénéfices pour les communautés locales et la biodiversité; examiné les priorités pour améliorer la résilience des AP face aux pressions et défis à venir; examiné les défis qui se posent aux AP de la région, y compris les conflits homme-faune, la concurrence pour l'eau, la transmission de maladies de la faune au bétail, et les droits contestés sur la terre et la faune; et identifié des stratégies pour atténuer les effets de ces conflits sur les AP, les communautés et la biodiversité, tout





en reconnaissant que les pressions, comme les changements climatiques et la conversion des terres vers des utilisations non compatibles avec la préservation de la biodiversité, sont susceptibles d'exacerber ces conflits à l'avenir.

CONGRÈS DES PARCS D'AMÉRIQUE DU SUD: Ce Congrès s'est tenu à Bogotà, en Colombie, du 16 au 18 juillet 2014. Convoqué sur le thème « Aires protégées: territoires pour la paix et la vie », le Congrès s'est appuyé sur les engagements pris lors de la première réunion, qui a eu lieu en 2009, y compris la consolidation du système national d'aires protégées dans le cadre du Programme de travail de la CDB sur les aires protégées. Les principaux objectifs du Congrès incluaient: le positionnement des AP, incluant les sous-systèmes et stratégies de conservation complémentaires, comme des territoires de vie et de paix, dans le contexte des nouveaux défis qui se posent à la Colombie en matière de développement économique et social; l'évaluation de la dynamique sociale et environnementale dans les paysages urbains et ruraux, et l'élaboration de stratégies complémentaires pour relever ces défis pour la gestion des AP; et la création d'occasions d'échanges culturels, de partage des connaissances et d'évaluation sociale des AP en Colombie.

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Le Congrès mondial des parcs (CMP) 2014 de l'UICN s'est ouvert mercredi soir, 12 novembre 2014, par une cérémonie autochtone de « bienvenue au pays », aux sons du didgeridoo. Les participants ont assisté à un spectacle de danse autochtone et visionné une vidéo portant sur les merveilles naturelles de l'Australie.

Allen Madden, aîné aborigène, a souhaité la bienvenue aux participants au nom des 29 clans de la Nation Eora, délimitée par les rivières Hawkesbury, Nepean et Georges, en affirmant que cette « terre était, est, et sera toujours aborigène ».

Le Président de l'UICN, Zhang Xinsheng, a souligné que depuis le dernier CMP à Durban, en Afrique du Sud, la couverture des aires protégées (AP) a doublé, les aires marines protégées (AMP) connaissant la croissance la plus spectaculaire. Il a toutefois noté que le but ultime consiste à obtenir « davantage que des chiffres », et a instamment

demandé, à la place, une société qui valorise et conserve la nature, en déclarant que les AP représentent des « stratégies de survie ancestrales ».

Concernant la nécessité d'investir dans les AP isolées, Zhang a indiqué que les AP offrent des avantages qui dépassent leurs limites, prenant la forme de nourriture, d'eau et de médecine, et que « la nature recharge nos esprits et ravive notre sens de l'émerveillement ». Il a souligné que le Congrès de Durban a reconnu les diverses façons dont les AP sont régies dans le monde entier, et le rôle des peuples autochtones en tant que gardiens. Zhang a suggéré que les AP fassent partie de la solution pour lutter contre les changements climatiques, par le stockage du carbone et la promotion de la résilience face aux inondations et aux sécheresses. Soulignant que « l'apprentissage ne se termine jamais », il a exhorté tous les participants à travailler ensemble « pour les parcs, les populations et notre planète ».

Greg Hunt, Ministre de l'environnement de l'Australie, a annoncé que les AP gérées par des autochtones ont permis à son pays d'atteindre les objectifs de l'UICN sur les AP. Il a souligné plusieurs initiatives récentes du gouvernement, y compris l'interdiction des déversements des boues de dragage dans le récif de la Grande barrière, classé au patrimoine mondial de l'humanité.

Robert Stokes, Ministre de l'environnement et Ministre du patrimoine de Nouvelle-Galles-du-Sud, a indiqué que son État abrite le Parc national royal, le deuxième plus grand parc national de l'Australie, et a annoncé la création récente du Parc national Everlasting Swamp.

Présentant un message au nom du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, Irina Bokova, Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a souligné le rôle des AP dans la sauvegarde de l'environnement mondial face à certaines des plus grandes menaces environnementales, et a noté que les AP: sont des outils efficaces pour la conservation des espèces et des habitats naturels; renferment 15 % du stock mondial de carbone terrestre; et soutiennent les moyens de subsistance de plus d'un milliard de personnes. Elle a noté les progrès accomplis depuis le dernier CMP, y compris vers l'atteinte de l'Objectif 11 d'Aichi relatif à la biodiversité (sur l'expansion des AP terrestres et marines) de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Elle a décrit le CMP 2014 comme une occasion de s'appuyer sur les progrès réalisés au cours des dix dernières années et d'établir le programme



Allen Madden (centre), aîné aborigène, de la Nation Eora

des AP pour la prochaine décennie, tout en tenant compte du rôle des AP dans l'atténuation des impacts des changements climatiques et la conservation de la biodiversité. Elle a appelé le Congrès à « travailler à un engagement mondial pour protéger l'une des ressources les plus précieuses de la planète, les aires protégées ».

Notant que onze années se sont écoulées depuis le premier CMP en sol africain, Barbara Thomson, Vice-Ministre aux affaires environnementales de l'Afrique du Sud, a souligné les progrès réalisés dans son pays en matière d'AP et les travaux connexes depuis cette époque, y compris: les efforts visant à assurer la participation des communautés locales à la conservation des AP, et à ce qu'elles en obtiennent des bénéfices; l'adoption de lois relatives à la conservation, qui touchent la gouvernance des aires terrestres, et l'accès et le partage des avantages; et l'expansion du réseau d'AP. Elle a décrit le CMP 2014 comme une occasion d'apprendre les uns des autres, et de travailler en partenariat pour soutenir, protéger et conserver la nature pour les générations futures.

Luvuyo Mandela, arrière-petit-fils de Nelson Mandela et Défenseur du CMP 2014, a remercié les participants pour leur dévouement et leurs efforts passionnés, et a demandé à

la communauté de l'UICN de « continuer à honorer un vieil homme qui vous a laissé la tâche de continuer à inclure les jeunes dans vos efforts ».

Au cours d'un film, le discours de Nelson Mandela au CMP 2003 a été rappelé aux participants, discours dans lequel il

a souligné l'importance d'éduquer les personnes sur l'importance de la nature pour notre avenir, en notant que « l'avenir, après tout, appartient à la jeunesse ».

Quatre jeunes gardes-parcs d'Afrique du Sud et d'Australie se sont réunis pour la remise symbolique du flambeau du CMP.

Ils ont lancé un appel à l'action à l'attention de la jeunesse mondiale, en soulignant qu'elle constitue « l'espoir et les solutions



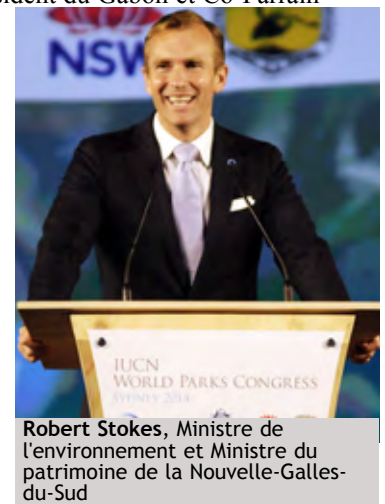
Greg Hunt, Ministre de l'environnement de l'Australie

pour l'avenir » des AP. Suite à cela, les coorganisateur ont officiellement présenté les parrains et les défenseurs du CMP 2014.

Ali Bongo Ondimba, Président du Gabon et Co-Parrain du CMP 2014, a souligné l'importance de la mise en œuvre des engagements pris lors du CMP et dans le cadre des Objectifs d'Aichi de la CDB. Il a donné des exemples de réalisations récentes dans son pays concernant l'expansion de la couverture terrestre du réseau d'AP à 21 % du territoire national, et l'intégration de la biodiversité dans la planification nationale de l'utilisation des terres et la gestion de la zone



Zhang Xinsheng, Président de l'UICN



Robert Stokes, Ministre de l'environnement et Ministre du patrimoine de la Nouvelle-Galles-du-Sud



Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

économique exclusive (ZEE) marine du Gabon. Le Président Ondimba a annoncé la décision du Gabon de créer un réseau d'AMP pour couvrir 23 % de ses eaux territoriales. Il a exhorté les délégués présents à Sydney à s'engager à prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques, et à soutenir les hommes et les femmes travaillant pour les services des parcs nationaux, qui risquent parfois leur vie pour lutter contre la criminalité envers la faune.

Le Co-Président du CMP et Président de la Commission mondiale sur les aires protégées (CMAP), Ernesto Enkerlin Hoeflich, accompagné de Jessica Watson, la plus jeune personne à avoir parcouru le monde à la voile en solitaire et sans assistance, a officiellement ouvert le Congrès. En conclusion, les délégués ont assisté à des spectacles de danse acrobatique dont le thème consistait à inciter la prochaine génération à veiller à l'intégrité de l'environnement et des AP du monde entier, avant de prendre part à une réception de bienvenue.

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

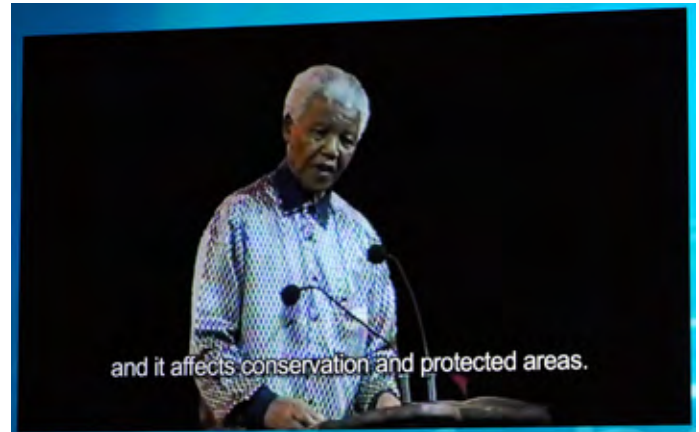
PREMIÈRE PARTIE DE LA SESSION DU MATIN:

Jeudi matin, Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, et Ernesto Enkerlin Hoeflich, Co-Président du CMP, ont accueilli les participants et présenté les conférenciers.

Patrick Dodson, leader aborigène australien et ancien Président du Conseil pour la réconciliation aborigène, a souligné l'interdépendance des humains entre eux et avec la nature. Il a fait observer que ce que nous demandons en matière de « qualité de nos moyens de subsistance » en tout endroit de cette planète est en corrélation directe avec



G-D: Luvuyo Mandela, arrière-petit-fils de Nelson Mandela et Défenseur du CMP, et Barbara Thomson, Ministre adjointe aux affaires environnementales de l'Afrique du Sud



Vidéoclip du discours de feu Nelson Mandela lors du dernier Congrès mondial des parcs à Durban en 2003

notre survie en tant qu'espèce. Soulignant les travaux de 'Alliance pour la gestion des terres et des mers autochtones d'Australie du nord, il a déclaré que le défi est de savoir « si nous affrontons courageusement et en toute sincérité notre situation » et la nécessité de modifier nos façons de fonctionner.

Julie Bishop, Ministre australienne des affaires étrangères, a rappelé la réhabilitation du Parc olympique de Sydney, un site qui abritait auparavant une usine d'armement, un abattoir et huit décharges. Elle a décrit les efforts de son gouvernement dans la gestion des menaces qui pèsent sur le récif de la Grande barrière, en concluant que, « alors que le travail de gardien d'une nation d'une telle superficie – l'Australie est le sixième plus grand pays dans le monde – représente une tâche énorme, nous sommes plus que prêts à relever le défi ».

Dans une « interview sous l'eau » avec un plongeur sur le récif de la Grande barrière, Marton-Lefèvre a soulevé des questions sur les multiples usages qui entraînent des impacts sur le récif et a reçu des informations sur une initiative visant à accroître la compréhension de l'un des écosystèmes les plus menacés de la planète par la participation du public à travers l'application mobile Eye on the Reef.



Ali Bongo Ondimba, Président du Gabon et Co-Parrain du CMP 2014



Jeunes gardes-parcs de l'Afrique du Sud

Achim Steiner, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUE, a présenté les développements intervenus depuis le CMP précédent à Durban et a déclaré que le programme de l'environnement a progressé de « la dernière ligne de défense, à la ligne de front ». Concernant les défis de la décennie, il a souligné la crise financière qui a sapé les ressources financières des pays, et a félicité les pays africains qui ont sensiblement amélioré la couverture de leurs AP en dépit du fait qu'ils figurent parmi les pays les plus pauvres.

Les participants ont accordé une ovation aux équipages de quatre pirogues du Pacifique qui ont navigué 6 000 miles nautiques à travers le Pacifique pour assister au CMP 2014.



Ernesto Enkerlin Hoeflich, Co-Président du CMP et Président de la WCPA

À travers un « haka » traditionnel réalisé par l'équipage et une vidéo documentant le voyage, l'équipage a présenté le Message « Mua », soulignant la valeur et l'importance globale des îles du Pacifique, et appelant à des partenariats mondiaux pour faire avancer les programmes de conservation et de lutte contre les changements climatiques.

La plénière a ensuite entendu des messages prononcés par les dirigeants des États insulaires du Pacifique.

Tommy Remengesau Jr., Président des Palaos, a souligné que les changements climatiques, la pollution, et la surexploitation des ressources naturelles minent l'héritage des populations du Pacifique et affaiblissent la résilience d'une région essentielle pour la stabilité du climat mondial. Il a annoncé la création prochaine du Sanctuaire marin national des Palaos englobant toute la ZEE du pays et la fin de toutes les exportations commerciales de poissons pêchés dans les eaux des Palaos.

Rappelant aux participants que les États insulaires de faible altitude sont les premiers à subir les effets des changements climatiques, Anote Tong, Président de Kiribati, a salué l'annonce faite la veille par les États-Unis et la Chine sur les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Il a expliqué que l'Aire protégée des îles Phoenix de Kiribati, comprenant 11 % de la ZEE du pays, appliquera une interdiction de pêche commerciale à partir de janvier 2015.



Julie Bishop, Ministre australienne des affaires étrangères

Henry Puna, Premier Ministre des Îles Cook, a décrit les efforts de conservation dans la ZEE de son pays, y compris: l'adoption d'une loi; un modèle de gouvernance participative; la création d'un sanctuaire de baleines permettant le passage en toute sécurité des baleines à bosse; et des activités de formation et de recherche avec les pays et organisations du Pacifique.

Sally Jewell, Secrétaire du Département américain de l'intérieur, a souligné que le maintien de la connectivité des espèces et des écosystèmes nécessite une coopération transfrontière. Citant l'accord entre les États-Unis et la Chine sur le climat, elle a noté que la réalisation du développement durable et la réduction des émissions nécessitent des engagements à long terme. Elle a souligné que les AP préservent le patrimoine naturel pour les générations futures,

et a instamment demandé le transfert des connaissances et de la sagesse à la prochaine génération, en déclarant que:

« nous n'héritons pas la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ».

Dans un message vidéo sur les parcs, les populations et le climat, un représentant de la Communauté Zuleta de l'Équateur a parlé des efforts communautaires, ou « mingas », pour conserver les paysages naturels.



Achim Steiner, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUF

DEUXIÈME

PARTIE DE LA SESSION DU MATIN: Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a souligné que les AP jouent un rôle important dans le renforcement de la stabilité des communautés et qu'elles contribuent à la paix et au développement socio-économique. Elle a souligné la nécessité d'une gestion des AP qui permette d'atteindre ces objectifs, citant le cas du Parc national des Virunga de la République démocratique du Congo, où la destruction des écosystèmes et le massacre de gorilles ont entraîné une augmentation de l'insécurité et de la vulnérabilité des communautés.

Naoko Ishii, Présidente et Directrice générale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a présenté des exemples où les travaux du Fonds sont venus appuyer les efforts des pays pour renforcer leurs capacités de gestion des AP par des paiements pour les services écosystémiques, des droits et d'autres instruments, s'appuyant sur le concept « la diversité biologique rapporte », dont les profits sont investis dans l'amélioration des conditions de la biodiversité. Elle a souligné que les parcs peuvent aider à faire face aux changements climatiques, et à renforcer la capacité de résilience et d'adaptation de milliers de communautés dans le monde entier. Notant que les AP ne sont pas isolées, mais qu'elles sont souvent situées dans des paysages terrestres et marins à usage mixte, Ishii a plaidé pour une gestion des AP « de l'extérieur vers l'intérieur » pour assurer leur survie, notamment par des partenariats qui partagent les coûts de gestion avec le secteur privé.

Yolanda Kakabadse Navarro, Présidente du WWF, a noté une tendance au déclassement et à la désaffectation des AP, en soulignant que « nous ne pouvons pas nous permettre de maintenir des parcs 'sur le papier' ». Elle a instamment prié les gouvernements de prioriser les AP en fonction de



Anote Tong, Président de Kiribati

leurs objectifs d'adaptation aux changements climatiques, et a exhorté les participants à faire appel au Sommet du G-20 en cours pour « aborder de manière responsable les risques découlant des changements climatiques ». Elle a salué les nouvelles de la veille concernant l'accord entre les États-Unis et la Chine pour réduire leurs émissions de GES, et a plaidé pour des investissements dans les parcs et les AP pour inspirer les jeunes à se connecter avec la nature, et pour créer de nouveaux parcs là où ils sont les plus nécessaires, les qualifiant de « derniers cadeaux pour la génération à venir ».

Jochen Zeitz, de la Fondation Zeitz et de l'initiative B Team, s'est penché sur la nécessité de changer de discours pour reconnaître le capital naturel et les coûts économiques associés à la perte de la biodiversité. Il a souligné la nécessité d'exploiter le secteur des entreprises dans le mouvement des AP, à la fois pour trouver des solutions et stimuler l'innovation. Soulignant le rôle des AP privées, il a discuté de la protection de 12 millions d'acres de paysages terrestres et marins grâce à l'Initiative mondiale à long terme.



Henry Puna, Premier Ministre des Îles Cook

Chloe Dragon Smith, représentante de la jeunesse et des Premières Nations du Canada, a guidé les participants à travers un voyage virtuel dans son pays natal, en soulignant les liens étroits entre les personnes et la terre. Elle a souligné que la promotion du changement nécessite l'engagement des enfants à un âge précoce, et le changement des systèmes éducatifs pour offrir des expériences authentiques et un apprentissage global.

PREMIÈRE PARTIE DE LA SESSION DE L'APRÈS-MIDI: Kathy MacKinnon, Co-Présidente du CMP et Présidente adjointe de la CMAP, et Taholo Kami, Directeur régional du Bureau régional de l'UICN en Océanie, ont ouvert la plénière de l'après-midi, à la suite de quoi, la poète slam Caroline Harvey a récité un poème s'inspirant de la conservation s'intitulant « Éloge aux sacrifiés ».

Le Président de la CMAP de l'UICN, Ernesto Enkerlin Hoeflich, a présenté un message du Président du Costa Rica, Luis Guillermo Solís, soulignant la nécessité de développer des systèmes de gouvernance qui facilitent la participation directe des peuples autochtones et des communautés locales aux efforts de conservation. Il a affirmé l'engagement du Costa Rica à renforcer l'utilisation durable de ses ressources naturelles et à développer un réseau solide d'AP.



Sally Jewell, Secrétaire du Département américain de l'intérieur



Naoko Ishii, Présidente et Directrice générale du FEM

Une table ronde, intitulée « Faire place à la nature: points de vue régionaux », a été modérée par Sally Ranney, Mairaine de la nature de l'UICN.

Henri Djombo, Ministre des forêts, de l'environnement et du développement durable de la République du Congo, a noté le manque de financement relatif aux changements climatiques accessibles aux AP, signalant que REDD+ exclut les aires forestières protégées. Il a en outre noté que l'imposition d'une interdiction des activités économiques dans les AP les rend encore plus vulnérables à l'empiètement et à davantage de détérioration. Djombo a proposé de délimiter des sections d'AP dédiées à l'utilisation durable.

Fengxue Chen, Directeur adjoint de l'Administration des forêts de Chine, a expliqué les mesures spécifiques prises par son pays pour promouvoir la conservation de la nature, y compris: des lois et règlements; des organes administratifs et des unités chargées du respect des lois à tous les niveaux gouvernementaux; plusieurs grands programmes nationaux de conservation écologique, disposant d'un investissement totalisant jusqu'à 100 milliards USD; l'extension des AP; la participation dans les conventions multilatérales; et la promotion de la participation des organisations de la société civile dans les efforts de conservation. Il a souligné l'annonce de la Chine que son émission nationale de dioxyde de carbone (CO₂) atteindra son point culminant d'ici 2030 et qu'elle augmentera la part d'énergie non fossile à 20 % d'ici 2030, en ajoutant que la Chine visera également une augmentation de la proportion de son territoire couvert par des AP à 20 % de la superficie totale du pays.

Robert Stokes, Ministre de l'environnement et Ministre du patrimoine de la Nouvelle-Galles-du-Sud (NSW) de l'Australie, a indiqué que la couverture des AP dans la NSW a doublé au cours des 20 dernières années. Il a souligné plusieurs mesures prises pour relever les défis liés à la connectivité des



Yolanda Kakabadse Navarro, Présidente du WWF

AP, notamment: la cogestion des AP avec les communautés locales; des partenariats avec le secteur privé et les institutions universitaires et de recherche dans la réintroduction d'espèces localement éteintes; et la participation des propriétaires fonciers dans la promotion de la protection des espèces sauvages et l'expansion des habitats des aires de répartition dans les zones adjacentes aux AP.

Adele Catzim-Sanchez, Ministre des forêts, des pêches et du développement durable du Belize, a souligné la collaboration méso-américaine pour promouvoir la protection des aires de conservation dans la région. Elle a signalé l'élaboration de politiques régionales en matière d'AP et d'un plan stratégique régional sur l'environnement qui devront être approuvés en décembre 2014. Elle a mentionné les activités clés dans la gestion des AP, telles que l'amélioration de la connectivité à travers la création de réseaux et l'utilisation de la technologie pour compléter les contrôles de terrain et les connaissances traditionnelles.

Heremoana Maamaatuaiahutapu, Ministre de l'environnement de la Polynésie française, a fait part de l'intention de son pays d'élargir la couverture de ses AMP à 30 %. Il a souligné que le plus grand défi de son pays est d'équilibrer les besoins de développement économique avec les objectifs de préservation culturelle et naturelle.

Soichiro Seki, Vice-ministre de l'environnement mondial, Ministère de l'environnement du Japon, a décrit l'organisation du Congrès des parcs d'Asie en novembre 2013 à Sendai, au Japon, et a souligné le lancement du Partenariat de l'Asie sur les aires protégées au CMP à Sydney. Il a noté le rôle important joué par les AP dans la restauration des zones touchées par le tremblement de terre de 2011 à l'est du Japon et a annoncé une présentation relative à cette expérience à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai, au Japon, en 2015.

Paula Caballero, Directrice principale du pôle Environnement et ressources naturelles des Pratiques mondiales de la Banque mondiale, a instamment demandé aux participants de se rebeller contre le lent processus de dégradation de la planète. Arguant que les AP devraient être considérées comme un moyen de relever les défis de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, d'une agriculture climatiquement rationnelle et de la restauration des paysages terrestres et marins dégradés, elle a présenté des exemples de projets de la Banque en Tanzanie, en Amazonie et en Indonésie qui ont réussi à faire progresser le développement durable à travers les AP. Elle a appelé tous les participants à se montrer



Chloe Dragon Smith, représentante de la jeunesse et des Premières Nations du Canada

« à la hauteur de la Promesse de Sydney », soulignant qu'en ce qui concerne les populations et la planète, « il n'y a pas de plan B ».

DEUXIÈME PARTIE DE LA SESSION DE L'APRÈS-MIDI: Inger Andersen, Directrice générale désignée de l'UICN, a modéré un panel qui s'est penché sur les réalisations depuis le CMP à Durban, et les défis et les opportunités pour les 10 prochaines années.

Sylvia Earle, Exploratrice en résidence de la société National Geographic et Marraine du CMP, a noté que les océans n'ont pas été suffisamment pris en compte à Durban, et que le monde est loin d'atteindre l'objectif de protéger 10 % des zones marines. Soulignant que « les 10 prochaines années seront les plus importantes pour les 10 000 prochaines années », elle a souligné la nécessité de restaurer et de protéger les systèmes naturels non seulement dans les ZEE, mais aussi en haute mer.

Braulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a expliqué que, bien qu'il ne soit pas encore en fonction, le programme de l'environnement a fait des progrès. Il a souligné les liens entre les programmes relatifs à la biodiversité, au développement et à la lutte contre la pauvreté, et a déclaré que la réalisation des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et du programme de développement durable sont des processus interdépendants. Comme défi majeur, il a souligné la nécessité d'intensifier les actions, passant d'une approche « cloisonnée » à la promotion de partenariats avec d'autres secteurs, et a instamment demandé de nouveaux systèmes de gouvernance qui incluent la participation des communautés autochtones et locales. En réponse au modérateur sur la question de savoir si le CMP de Durban a constitué un tournant dans la relation entre les AP et les peuples autochtones et les communautés locales, Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, a déclaré que les engagements relatifs au respect des droits et des rôles des peuples autochtones ont été honorés dans une certaine mesure. Elle a noté que l'exploitation des ressources minérales situées en territoires autochtones constitue un défi important et une source de conflit, en soulignant l'importance de permettre aux communautés de suivre l'évolution de leurs paysages pour assurer des recommandations réalistes en ce qui concerne leur protection.

Márcio Favilla Lucca de Paula, Directeur général des Programmes opérationnels et relations institutionnelles de l'Organisation mondiale du tourisme, a souligné les impacts actuels et potentiels du tourisme sur les aires de conservation, plus d'un milliard de personnes ayant voyagé à



Paula Caballero, Directrice principale du pôle Environnement et ressources naturelles des Pratiques mondiales de la Banque mondiale



G-D: Sally Ranney, Marraine de la nature de l'UICN; Adele Catzim-Sanchez, Ministre des forêts, des pêches et du développement durable, du Belize; Fengxue Chen, Directeur adjoint de l'Administration des forêts de Chine; Soichiro Seki, Directeur général du Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon; Henri Djombo, Ministre des forêts, de l'environnement et du développement durable de la République du Congo; Heremoana Maamaatuaiahutapu, Ministre de l'environnement de la Polynésie française; et Rob Stokes, Ministre de l'environnement de la Nouvelle-Galles-du-Sud

l'échelle internationale depuis 2012. Il a souligné des impacts tant dommageables que positifs, et a indiqué que bien géré, le tourisme peut constituer un instrument précieux pour le développement durable grâce à l'investissement économique dans les communautés locales.

Jane Goodall, de l'Institut Jane Goodall, a souligné l'importance des AP comme outils de conservation pour les espèces menacées et a présenté les réserves forestières villageoises en Tanzanie où les communautés locales sont dotées de dispositifs mobiles pour rendre compte des tendances en matière de conservation.

Sally Barnes, Directrice de Parks Australia, et Trevor Sandwith, Directeur du Programme mondial sur les aires protégées de l'UICN, ont présenté conjointement le processus pour réaliser la Promesse de Sydney. Ils ont souligné les éléments de la Promesse et invité les participants à formuler des observations: en commentant le projet de vision en ligne; en présentant des solutions innovantes à travers une plateforme internet; et en inscrivant des engagements à travers le formulaire électronique « notre engagement à la Promesse de Sydney ».

Richard Branson, Fondateur du Groupe Virgin, a souligné certaines de ses expériences dans l'exploration de la nature, indiquant que le CMP ne concerne pas seulement les AP, mais concerne le respect de la nature. Il a souligné le rôle important joué par le secteur privé, se référant à l'utilisation, par l'initiative B Team, de compétences entrepreneuriales pour aider à résoudre des problèmes environnementaux critiques.

Paul Rose, Vice-Président de la Société royale de géographie, a présidé une table ronde, intitulée « L'aventure commence! ».

Jessica Watson, marin australienne, a déclaré que des années de fin de semaine de camping et de voile en famille ont constitué la base de son voyage en solitaire autour du monde. Elle a noté que les activités de coopération, telles que la rédaction de lettres et le dialogue avec les bailleurs de fonds, ont constitué une partie importante de l'aventure.

David Stratton, défenseur de l'accès des personnes handicapées aux AP, a raconté son histoire, où il a pu accéder à nouveau à la nature après avoir été atteint de la sclérose en plaques. Stratton a présenté une vidéo montrant son utilisation du TrailRider, un véhicule développé au Canada, qu'il a décrit comme « un croisement à une roue entre un vélo et une chaise à porteurs », et son adoption ultérieure par les Parcs Victoria en Australie.

Sibusiso Vilane, Chef scout, de l'Afrique du Sud, et premier noir africain à atteindre le sommet de l'Everest, a décrit sa motivation en tant que « garde-parc ordinaire » du Swaziland



Jane Goodall, de l'Institut Jane Goodall

qui l'a mené à entreprendre deux ascensions de l'Everest et des randonnées aux pôles Nord et Sud. Il a souligné que « les jeunes sont l'avenir de ce en quoi consiste la conservation », et que les AP offrent de vastes possibilités.

Résumant la session, l'artiste rap canadien Baba Brinkman a interprété des chansons de son nouvel album, « The Rap Guide to Wilderness ».

PLÉNIÈRES PARALLÈLES: SESSIONS D'OUVERTURE

Vendredi matin, trois plénières d'ouverture parallèles se sont tenues sur les thèmes des parcs, des populations et de la planète.

PARCS: Jonathan Baillie, de la Société zoologique de Londres, a modéré la session, et a présenté un exposé sur



G-D: Trevor Sandwith, Directeur du Programme mondial sur les aires protégées de l'UICN, et Sally Barnes, Directrice de Parcs Australie

les priorités futures concernant les AP, en insistant sur l'importance de comprendre les besoins des personnes en relation avec les AP. Il a indiqué que les priorités les plus urgentes sont de décider quelles sont les aires dont l'accès devrait être « interdit », d'améliorer la gestion grâce à des innovations technologiques modernes,

et d'obtenir des financements adéquats pour permettre la gestion des AP.



G-D: Márcio Favilla, Directeur général des Programmes opérationnels et relations institutionnelles de l'OMT; Sylvia Earle, Exploratrice en résidence de la société National Geographic et Marraine du CMP; Inger Andersen, Directrice générale déléguée de l'UICN; Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; et Braulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la CDB



G-D: David Stratton, TrailRider et défenseur de l'accès des personnes handicapées aux AP; Sibusiso Vilane, Chef scout, de l'Afrique du Sud; Paul Rose (modérateur), Vice-Président de la Société royale de géographie; et Jessica Watson, marin australienne

Dans une allocution liminaire, James Watson, de la Société de biologie de la conservation, a partagé sa « vision » de la façon dont les AP peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité, comprenant l'idée qu'au niveau mondial les AP devraient: être « aux bons endroits »; faire partie d'un plan plus vaste de conservation; et augmenter le soutien des communautés et des gouvernements. Il a déploré le fait que les gouvernements soient à la « croisée des chemins » en ce qui concerne la protection des ressources, la plupart étant confinés à des plateformes économiques qui ne tiennent pas compte de la valeur de l'environnement naturel.

Dans une discussion en panel sur les différences que les AP ont créées dans leur vie, Greg Carr, du Parc national Gorongosa, du Mozambique, a partagé son expérience de la restauration récente du parc, en insistant sur l'importance de l'engagement avec les communautés adjacentes aux AP, tout en protégeant l'intégrité des frontières du parc. Il a décrit le processus naturel de rétablissement après 30 ans de guerre et d'épuisement des ressources, en déclarant que « nous ne devons pas renoncer à l'espoir », car la nature a une capacité phénoménale à se « guérir elle-même ».

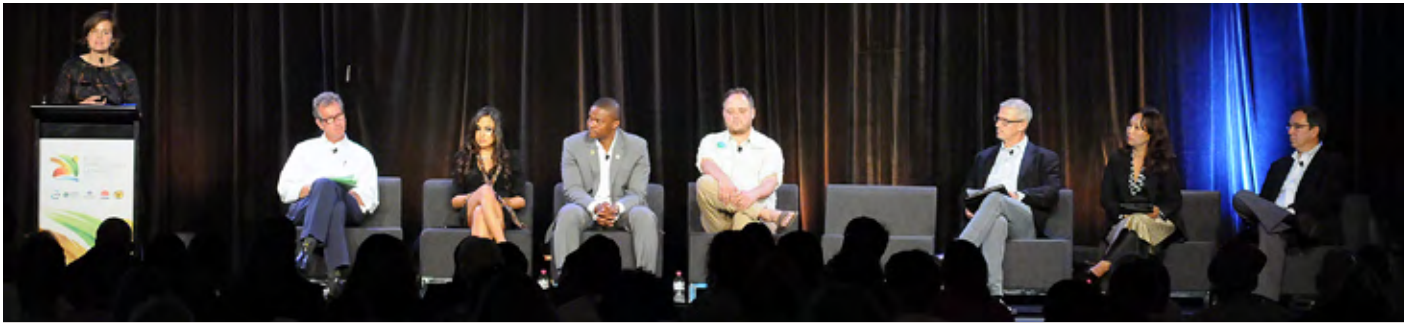
Jorge Viana, Vice-Président du Sénat fédéral du Brésil, a parlé de la restauration de l'État de l'Acre après des décennies d'exploitation forestière illégale et de crimes contre les communautés traditionnelles. Il a souligné le rôle de la participation des mouvements sociaux et de la société civile dans la restauration de 12 millions d'hectares de terres forestières dégradées par la création de « réserves extractives », qui permet une exploitation durable par les populations pratiquant l'extraction traditionnelle.

Russell Mittermeier, de Conservation International, a encouragé les participants à intégrer le programme de conservation au développement durable, et a averti que parmi les plus grandes menaces qui pèsent actuellement sur la conservation figurent le déclassement et la réduction de la taille des AP.

Zuleika Pinzón, du Service des parcs du Panama, a partagé les priorités de conservation de son pays, y compris: la mobilisation de ressources financières par le biais de fonds de dotation; la participation des organisations de la société civile et des médias dans les efforts pour mettre un terme au déclassement des AP; et les mesures en faveur de l'avancée des techniques de suivi des écosystèmes et de la biodiversité.



La session d'ouverture sur les « Parcs » a tenu une discussion en panel sur les futures priorités en matière d'aires protégées



G-D: Alison Fox, de la Fondation pour la Prairie américaine; Simon Balderstone, du Comité international olympique; Leyla Aliyeva, de la Fondation Aliyev et IDEA; Luvuyo Mandela, Défenseur du CMP 2014; Willmore, Président de la Fédération internationale des gardes-parcs; Frank Hugelmeyer, de l'Association Outdoor Industry; Lucky Sherpa, Présidente du Green Forum; et Gil Penalosa, de 8-80 Cities

Gregory Andrews, Commissaire australien aux espèces menacées, a partagé les stratégies de son pays pour aborder la conservation des espèces menacées, notamment par un soutien accru de la communauté; l'accès et la mobilisation de nouveaux modes de financement; et l'élaboration de politiques.

Comme priorités pour les futures PA, Beate Jessel, Présidente de l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature, a souligné les initiatives de renforcement des capacités des individus et des institutions, et l'amélioration de l'efficacité de la gestion des AP.

Le spécialiste de la conservation Harvey Locke a rappelé aux participants que les humains ne devraient pas désespérer au sujet de l'avenir de la conservation, puisque le siècle dernier a vu une augmentation spectaculaire des AP et de la reconnaissance de la valeur de la diversité biologique.

POPULATIONS: Dans une conversation multi-générationnelle, Alan Latourelle, de Parcs Canada, et Daniela Benavides, de conCIENCIA, du Pérou, ont partagé leurs expériences concernant la connexion des personnes avec la nature. Latourelle a discuté du recours à une approche de gestion des AP qui combine la conservation avec des efforts pour inspirer les jeunes à devenir des défenseurs de la nature, en soulignant que la promotion d'une attache personnelle est essentielle pour la viabilité à long terme des AP et de la santé de la société. Benavides a décrit sa génération comme visionnaire, collective, branchée sur le monde, et « entrepreneur ». Elle a instamment demandé au mouvement des AP « de ne pas laisser passer cette énergie collective ».

Simon Balderstone, du Comité international olympique, a déclaré que « le sport est un véhicule de changement transformateur ». Il a souligné ses avantages pour améliorer la santé et la façon dont l'intégration du sport dans les AP peut favoriser une plus grande participation du public dans les activités relatives aux parcs. Luvuyo Mandela, Défenseur du CMP 2014, a parlé de reconnecter les populations urbaines croissantes avec les endroits naturels.

Leyla Aliyeva, de la Fondation Heydar Alyiev et du Dialogue international pour l'action environnementale, de l'Azerbaïdjan, a décrit un éventail de projets, y compris: l'engagement de 8 000 enfants à des projets environnementaux dans 20 villes; la réintroduction d'espèces

sauvages; l'élaboration d'un manuel pour aider à intégrer l'environnement dans les programmes scolaires du pays; et des partenariats avec des artistes pour faire participer le public à une campagne de conservation du léopard du Caucase.

Sean Willmore, de la Fédération internationale des gardes-parcs, s'est penché sur le rôle des agents travaillant en première ligne de la gestion des parcs à l'éducation des jeunes, l'inspiration du public, et, parfois au péril de leur vie, à la protection du patrimoine naturel.

Alison Fox, de la Fondation pour la Prairie américaine, a décrit les efforts pour établir une réserve de 3 millions d'acres abritant un écosystème naturel de prairies tempérées, représentant l'un des projets de conservation les plus ambitieux de l'histoire des États-Unis. Elle a examiné les moyens de construire un soutien solide de la population et de la communauté à travers: des partenariats d'affaires avec les éleveurs qui pratiquent un élevage de bétail sensible aux espèces sauvages; l'engagement d'athlètes d'aventure dans la science citoyenne; et l'élaboration de programmes naturalistes pour les jeunes.

Frank Hugelmeyer, de l'Association Outdoor Industry des États-Unis, a noté deux tendances qui présentent à la fois des défis et des opportunités pour les AP: l'urbanisation rapide de la population; et un monde de plus en plus numérisé. Il a souligné que ceci implique un changement fondamental dans la façon de penser les AP et les approches concernant les AP, y compris: d'élaborer une stratégie pour relier les AP aux marchés urbains; de développer des expériences pratiques; et d'adopter la technologie numérique pour le marketing des AP. Gil Penalosa, de 8-80 Cities, du Canada, a fait valoir qu'avec le vieillissement et l'urbanisation des populations, il est important de penser à la manière d'inclure les parcs dans la planification urbaine, et à la façon dont les systèmes d'AP peuvent être renforcés pour fournir des services liés à la santé.

Lucky Sherpa, de Green Forum, du Népal, s'est penchée sur les parcs favorables à la population, et a discuté des succès obtenus lorsque les AP sont établies par les peuples autochtones et co-gérées avec ceux-ci, en soulignant l'intégration de l'accès et du partage des avantages dans la gestion des parcs. Elle a souligné que la consultation et la participation des communautés sont les outils de conservation les plus efficaces, et a partagé des expériences de promotion de la communication entre les communautés et les parlementaires au Népal.

Cristiana Pasca Palmer, de la Commission européenne, a résumé les principaux messages de la session, et a discuté du soutien financier octroyé par l'UE aux pays en développement à travers l'initiative Biodiversité pour la vie, qui fournit une approche transversale pour aborder la perte de la biodiversité et la pauvreté.



Daniela Benavides, de conCIENCIA, Peru

Alan Latourelle, de Parcs Canada

PLANÈTE: Christopher Briggs, Secrétaire général de la Convention sur les zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar), a décrit le défi de répondre aux besoins fondamentaux en eau dans un contexte de croissance démographique, d'urbanisation et de répartition inéquitable des ressources en eau douce. Il a plaidé pour l'activation de modèles de financement du secteur privé, la promotion de la coopération internationale sur les questions relatives aux bassins versants et à l'utilisation des terres, et la restauration des zones humides dégradées. Briggs a annoncé un partenariat mondial avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) sur la restauration des zones humides, qui sera lancé en 2015.

Edna Molewa, Ministre des affaires environnementales de l'Afrique du Sud, a déclaré que les services rendus par la biodiversité et les écosystèmes sont semblables aux services municipaux, et qu'ils sont indispensables. Elle a souligné que les solutions aux problèmes environnementaux sont réalisables, et a appelé à l'autonomisation des communautés afin qu'elles soient au centre de toutes les initiatives de développement.



Edna Molewa, Ministre des affaires environnementales de l'Afrique du Sud

Jon Jarvis, Directeur du Service des parcs nationaux des États-Unis, a affirmé que les parcs sont « la solution naturelle ultime » à de nombreuses questions, y compris aux problèmes de santé, comme le diabète, les maladies cardiaques et la dépression. Il a exhorté les participants à promouvoir la pertinence des parcs auprès du public.

Kazuhiko Takeuchi, de l'Université des Nations Unies, a examiné le rôle des AP dans l'atténuation des catastrophes. Il a souligné le développement du Parc national Sanriku Fukko au Japon après le tremblement de terre de mars 2011, dans le cadre des efforts de « reconstruction verte » pour renforcer les interconnexions entre les forêts, les rivières, la mer et les « satoyama », définis comme des paysages de production socio-écologiques.

Lawrence Friedl, de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA), a déclaré que la possibilité de voir la terre depuis l'espace fournit l'intelligence environnementale nécessaire à la résolution de problèmes. Il a noté que la NASA dispose d'ensembles de données à la disposition du public provenant de ses 17 satellites qui surveillent la température, le niveau de la mer, les



Enric Sala, de la société National Geographic

précipitations, les incendies et d'autres conditions environnementales.

Enric Sala, de la société National Geographic, a souligné l'importance de raconter des histoires pour inciter les gens à l'action. Il a présenté l'initiative Pristine Seas de la société National Geographic, en expliquant le rôle des AMP dans la restauration des récifs coralliens, des stocks de poissons et des

écosystèmes marins, notant que seuls 2 % des océans sont actuellement protégés.

Kevin Iro, du Parc marin des Îles Cook, a présenté ce parc de grande envergure, aussi connu sous le nom Marae Moana. Il a insisté sur la participation et l'éducation des jeunes comme un moyen pour que « nos futurs dirigeants intègrent les savoirs transmis par nos ancêtres », et a décrit des mesures traditionnelles pour établir des zones où la pêche est « interdite » de façon saisonnière.



Kevin Iro, du Parc marin des Îles Cook

Eduardo Mansur, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a expliqué l'intérêt de l'organisation dans le rôle de soutien des AP à la gestion durable des ressources naturelles pour l'alimentation et l'agriculture. Concernant ces ressources, il a mentionné les contributions des ressources génétiques et des variétés autochtones de plantes cultivées; les approches participatives, et les droits fonciers et d'accès; les montagnes et les bassins versants; et les paiements pour les services écosystémiques (PSE), fondés sur une approche paysage.

Résumant le débat, Monique Barbut, Secrétaire exécutive de la CLD, a déclaré que la conservation doit être « une composante essentielle et fonctionnelle du développement » pour les communautés locales, en ajoutant qu'« il n'y a pas de cadre de développement pour l'après 2015 sans la nature ».

Briggs a fait la lecture des principaux points de la déclaration conjointe de Ramsar et de la CLD, qui stipule que les terres agricoles et les zones humides sont « deux faces d'une même médaille », et a souligné l'engagement des deux organisations à stopper et à inverser la dégradation des terres, y compris la restauration de 500 millions d'hectares de terres agricoles abandonnées.

INTRODUCTION AUX COURANTS ET AUX THÈMES TRANSVERSAUX

COURANT UN: Atteindre les objectifs de conservation: Compte tenu du déclin et de la perte continue des espèces, les intervenants se sont demandé si les AP constituent des aires d'importance pour la biodiversité et les écosystèmes, et si elles sont gérées efficacement et équitablement. Ils ont observé que les AP sont peut-être trop petites, isolées, et sensibles aux menaces que présentent les maladies, les espèces envahissantes et le braconnage. Les intervenants ont rapporté une réalisation mondiale de 15,4 % dans l'atteinte de l'Objectif d'Aichi de 17% concernant les AP terrestres, et une réalisation de 8,4 % dans l'atteinte de l'objectif de 10 % concernant les AMP. Toutefois, ils ont noté que ces dernières couvrent principalement les eaux



Participants durant la Session du courant 1: Atteindre les objectifs de conservation



Courant 2: Réagir au changement climatique

côtières, avec seulement 2,6 % des AMP situées en haute mer, et ont suggéré que les objectifs actuels sont insuffisants pour inverser les tendances en matière de perte de la biodiversité.

COURANT DEUX: Réagir au changement climatique:

Se centrant sur les liens entre les changements climatiques, la biodiversité et les forêts, les panélistes ont discuté, entre autres: des effets des changements environnementaux sur les moyens de subsistance dans les milieux ruraux et la sécurité de l'approvisionnement en eau en milieu urbain; du rôle des jeunes dans les activités de réhabilitation en Afrique; d'un partenariat multipartite pour la gestion d'un bassin versant en Amérique du Sud; de l'utilité des efforts de recherches de fonds axés sur les bénéfices pour la conservation de la biodiversité; et de l'utilisation des parcs dans la sensibilisation sur les impacts des changements climatiques. Un intervenant a expliqué que la restauration des écosystèmes à l'échelle mondiale pourrait aider à éviter 0,5 °C de réchauffement, et d'autres ont souligné l'importance de communiquer dans un langage intelligible les réussites en matière de changements climatiques et de biodiversité.

COURANT TROIS: Améliorer la santé et le bien-être:

Mettant l'accent sur les liens entre la nature et la santé et le bien-être humains, les intervenants ont souligné: le rôle essentiel des partenariats dans l'intégration des AP dans la vie des personnes, le travail avec les communautés et les entreprises, et la gestion des AP; le fait que les gestionnaires des AP ont besoin de meilleurs outils pour devenir des partenaires viables de la communauté médicale et de la santé; et l'importance des AP dans le maintien de la vie. Les autres questions soulevées au cours de la séance ont inclus: les enjeux associés aux maladies liées au mode de vie et à la déconnexion entre l'humain et la nature; les liens entre la santé des écosystèmes et la prévalence des maladies chroniques; et le besoin de se connecter et de communiquer avec les jeunes.

COURANT QUATRE: Soutenir la vie humaine: Les panélistes ont examiné l'importance de protéger les systèmes naturels afin de maintenir les fonctions de la société. Ils ont présenté les sous-thèmes de la réduction des risques de catastrophe, la sécurité de l'approvisionnement en eau et la sécurité alimentaire, et ont présenté: la fonction des zones humides comme systèmes de purification et de filtration des déchets; le rôle des AP dans la réduction des risques posés à la sécurité alimentaire et dans l'éradication de la faim; et la façon dont les solutions basées sur la nature servent à atténuer les catastrophes naturelles et les chocs. Les rôles des petits exploitants agricoles, de la conservation communautaire, et des avancées technologiques et de l'ingénierie ont été déclarés



Courant 6: Renforcer la diversité et la qualité de la gouvernance

cruciaux pour l'avenir des AP. Les panélistes ont également souligné la nécessité d'intégrer la biodiversité dans le débat sur la sécurité de l'approvisionnement en eau, et d'éviter l'expansion des zones agricoles aux dépens des écosystèmes naturels.

COURANT CINQ: Réconcilier les problématiques du développement: Cette session a porté sur une présentation des objectifs et des principaux messages attendus de ce courant, qui ont trait à: reconnaître, tenir compte et évaluer la contribution des AP au développement social et économique; fournir des solutions axées sur les occasions et qui soient transformatrices pour la communauté de la conservation et le programme relatif aux AP; et encourager l'intégration des AP dans les politiques nationales de développement. Les leaders du courant ont identifié cinq messages clés qui devraient constituer les résultats du courant, et qui visent à garantir que les AP soient considérées comme partie prenante de l'économie. Ils portent notamment sur la nécessité: de l'intégration des valeurs des AP dans les cadres de prise de décisions économiques; de financements suffisants pour les AP; et d'investissements responsables et de chaînes de valeur durables.

COURANT SIX: Renforcer la diversité et la qualité de la gouvernance: Le courant sur la gouvernance s'est centré sur les progrès en matière de consolidation et de partage des progrès accomplis sur les engagements pris au CMP à Durban et par la CDB, et a noté la reconnaissance croissante par la CDB et d'autres accords environnementaux multilatéraux (AEM) de la nécessité de tenir compte de la qualité et de



Courant 7: Respecter le savoir et la culture autochtones et traditionnelles

la diversité de la gouvernance. Plusieurs intervenants ont décrit les caractéristiques distinctives de la gestion et de la gouvernance, en soulignant que la gestion concerne « ce qui est fait avec les ressources naturelles », alors que la gouvernance concerne « qui prend les décisions », et la façon dont ces décisions sont prises à différents niveaux. Les participants ont entendu des exemples de gouvernance communautaire, y compris l'expérience de l'Association de pêcheurs Kawawana, au Sénégal avec la mise en place d'aires de conservation comprenant des zones de pêche durable.

COURANT SEPT: Respecter le savoir et la culture autochtones et traditionnelles: Les panélistes ont exploré les questions relatives aux droits des autochtones et aux connaissances traditionnelles, et leur intégration dans des partenariats à long terme qui sous-tendent la gestion des AP et contribuent à la réalisation des objectifs de conservation. Ils ont discuté des questions de justice, y compris de la nécessité de continuer à lutter contre le déplacement des peuples traditionnels et à aborder la criminalisation des activités de subsistance dans les AP. Concernant les droits des peuples autochtones, les panélistes ont souligné l'accès et le partage des avantages, et le consentement préalable libre et en connaissance de cause. Concernant la Promesse de Sydney, les panélistes ont instamment demandé un accent sur la mise en œuvre. Ils ont souligné le rôle des populations autochtones dans les programmes relatifs aux changements climatiques et au développement pour l'après 2015, encourageant les États à mettre en œuvre le Document final de la Conférence mondiale 2014 sur les peuples autochtones.

COURANT HUIT: Inspirer une nouvelle génération: Les participants ont examiné les moyens de communiquer avec les jeunes et d'atteindre les enfants, et ont souligné la nécessité que les jeunes découvrent la nature, que les enfants puissent aller librement en nature, et que les jeunes agissent comme une passerelle entre la jeunesse déconnectée et la communauté de la conservation. Parmi les recommandations issues de cette session figuraient: le soutien d'une évolution dans la quantité et la qualité des possibilités d'emplois et de moyens de subsistance liés à la nature et au monde de la conservation afin d'éviter l'insécurité et le désengagement; la promotion

du contact des populations avec la nature et les parcs; et la pratique du « mentorat inversé » par l'écoute des jeunes.

SÉLECTION DE SESSIONS DE COURANT

Vendredi, samedi, lundi et mardi, des sessions de courant ont eu lieu sur les huit sujets énumérés ci-dessus. Le service de l'information de l'IIDD a couvert une sélection de sessions de courant, qui sont résumées ci-dessous.

COURANT UN: ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE CONSERVATION

Une norme mondiale pour identifier les Zones clés de la biodiversité (KBA): résultats d'une consultation mondiale: Les participants ont examiné les KBA développées en réponse à l'appel de la CDB de conserver les « sites d'importance pour la biodiversité », à l'Objectif 11 d'Aichi, et à la demande de l'UICN et de ses membres de développer des normes mondiales. Les intervenants ont présenté les résultats d'une consultation mondiale pour élaborer ces normes et critères. Les participants se sont répartis en petits groupes pour fournir des commentaires sur: les critères et les seuils; la mise en œuvre de la méthode des KBA; l'utilisation et la finalité des données des KBA; la façon dont les critères relatifs aux Zones importantes pour la conservation des oiseaux et d'autres critères peuvent fournir des renseignements utiles aux KBA; la façon dont les KBA sont liés à des sites désignés par d'autres conventions; et la relation entre les KBA et la planification systématique de la conservation. Lors de la séance de présentation des commentaires, les facilitateurs des groupes ont présenté les vues et les préoccupations des participants. Concernant les aspects spatiaux et temporels des KBA, les participants: se sont demandé si des « KBA mobiles » pourraient être appliquées pour les espèces migratrices; ont mis en évidence le risque de délimiter de grandes zones qui s'avèreraient difficiles à gérer; ont remis en cause la pertinence des KBA dans les sites dynamiques; et ont noté que la taille des KBA peut influencer le niveau de planification de la conservation. Ils ont ajouté que les questions de compétence et de gouvernance des AP sont sensibles, en citant des exemples avec des terres autochtones. Les participants ont noté les limites des KBA dans les milieux marins et d'eau douce et pour les espèces dont on ne dispose



Horizon du patrimoine mondial de l'UICN: Le défi de la Décennie pour la Convention pour la protection du patrimoine mondial. G-D: Cyril Kormos, de la Fondation WILD, des États-Unis; Marc Hockings, Université de Queensland; Feng Jing, du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO; Susan Lieberman, de la Société mondiale de conservation; Stephen Morris, du Service des parcs nationaux des États-Unis; Julia Miranda Londoño, des Parcs nationaux naturels de la Colombie; et Elena Osipova, du Programme du patrimoine mondial de l'UICN

pas de données suffisantes et dont l'aire de distribution est limitée, et ont noté la complémentarité des KBA et de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN.

Horizon du patrimoine mondial de l'UICN: le défi de la Décennie pour la Convention pour la protection du patrimoine mondial: Cyril Kormos, de la Fondation WILD, a modéré la séance, en déclarant que l'Horizon du patrimoine mondial fournit la première évaluation globale de Sites naturels du patrimoine mondial. Elena Osipova, du Programme du patrimoine mondial de l'UICN, a déclaré que les Évaluations des perspectives de conservation sont utilisées pour classer les sites du patrimoine en s'appuyant sur leurs valeurs, les menaces auxquelles ils font face et l'état de leur protection.

Marc Hockings, de l'Université du Queensland, a discuté de la Liste verte de l'UICN des aires protégées bien gérées développée avant l'Horizon, pour partager les réussites des AP dans l'atteinte des standards de bonne gestion. Il a également mentionné le projet « Améliorer notre patrimoine », développé par l'UICN et l'UNESCO pour mesurer le succès des Sites du patrimoine mondial.

Susan Lieberman, de la Société mondiale de conservation (WCS), a déclaré que son organisation a contribué à l'Horizon en fournissant des données scientifiques et techniques sur 32 sites.



Christopher Dean, Parc national de Peak District

Julia Miranda Londoño, des Parcs nationaux naturels de la Colombie, a déclaré que l'Horizon permettra le partage des réussites, et que les données de référence sur les sites constituent un fondement pour la recherche scientifique et la gestion des AP. Stephen Morris, du Service des parcs nationaux des États-Unis, a salué le développement de l'Horizon, en soulignant sa valeur en ce qu'il centre davantage la gestion des

sites du Patrimoine mondial sur les questions de conservation et de durabilité. Feng Jing, du



Paola Fajardo, Université McGill, Canada

Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO, a déclaré que l'outil permettra un engagement avec plusieurs partenaires, notamment la société civile et les peuples autochtones, sur le programme du Patrimoine mondial, et renforcera davantage le travail du Comité du Patrimoine mondial.

Barbara Engels, de l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature, a modéré la séance de discussion. Les participants ont souligné la nécessité de s'assurer que des commentaires soient formulés par d'autres parties prenantes. Ils sont convenus que les effets des changements climatiques ou des guerres ne doivent pas être utilisés comme indicateurs de la performance du site, car ils ne sont pas du ressort des gestionnaires de ces sites, et que l'exclusion de l'information culturelle compromet l'évaluation des sites mixtes.



Sylvie Goyet, Fondation internationale du Banc d'Arguin, de Suisse



Participants durant la session « Restaurer les systèmes naturels pour assurer la résilience aux changements climatiques »

COURANT DEUX: RÉAGIR AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Carbone bleu et vert: une nouvelle opportunité pour les aires protégées?: Tobias Wittman, de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), a modéré cette session, au cours de laquelle le rôle des AP pour assurer le stockage du carbone vert et du carbone bleu a été examiné. Mauricio Sanchez Lopez, de la Commission nationale des aires naturelles protégées du Mexique, a indiqué que son pays a élaboré une stratégie visant à contrer les effets des



Joyce Loza, de Ezemvelo KZN Wildlife

changements climatiques sur les écosystèmes naturels à l'aide des AP. Il a noté que quatre AP de la partie centrale de la Sierra Madre orientale ont été choisies comme aires protégées prioritaires et a signalé que le manque de données à long terme et le coût élevé des mesure, notification et vérification (MRV) des systèmes de carbone constituent des défis pour la mesure du

carbone dans les AP.

Sylvie Goyet, de la Fondation internationale du Banc d'Arguin, de la Suisse, a fait une présentation sur le carbone bleu en tant que source de financement durable des Parcs nationaux de la mangrove de Cacheu et de la forêt de Cantanhez. Elle a fait état d'un fonds fiduciaire pour la conservation visant à soutenir un financement durable de la conservation de ces AP, et a exprimé sa préoccupation concernant la tendance à la baisse des marchés du carbone.



Rajendra Khanal, de l'UICN

Christopher Dean, du Parc national de Peak District, a présenté un exposé sur les tourbières de couverture et leur contribution à la séquestration du carbone, en faisant état des menaces passées dues à la pollution industrielle et aux feux de forêt en période estivale, qui ont entraîné une extrême acidité et une teneur élevée en métaux lourds, et ont épuisé les banques de semences



Erustus Kanga, du Service de la faune du Kenya



Courant trois: Améliorer la santé et le bien-être. Session sur la Politique mondiale de la santé et de l'environnement: un nexus pour le changement. G-D: Suneetha Subramanian, de l'Université des Nations Unies; Bridget Finton, Patrimoine naturel écossais; Matti Tapaninen, du Service du patrimoine naturel de la Finlande; et Keith Martin, du Consortium des universités pour la santé mondiale.

dans ces paysages. Il a souligné les efforts de restauration, y compris l'endiguement des ravines et la réintroduction de la mousse de sphaigne.

Paola Fajardo, de l'Université McGill, du Canada, a indiqué que le système estuarien San Blas au Mexique est peuplé par des communautés tributaires des mangroves qui exploitent durablement les mangroves, exploitation qui ne présente donc aucune menace pour les stocks de carbone. Elle a toutefois fait remarquer que les activités agricoles et les grands barrages en amont étaient responsables d'un apport élevé d'azote et de la réduction des sédiments, qui sont préjudiciables aux mangroves. Elle a proposé de développer des systèmes de PSE, et de mettre en œuvre des politiques nationales et des plans d'action régionaux pour améliorer la gestion des bassins versants.

Cecilia Gore-Birch Gault, du Conseil foncier du Kimberley, a présenté le projet de réduction des incendies de North Kimberley, qui a recours à des méthodes traditionnelles de brûlage. Elle a noté que cette pratique est réalisée d'avril à juin, soit avant la saison sèche, afin de réduire les émissions de GES et de diminuer le risque d'incendie, et a indiqué que les propriétaires fonciers autochtones génèrent des crédits de carbone à travers la gestion des incendies.

Restaurer les systèmes naturels pour assurer la résilience aux changements climatiques: La session a été modérée par Fernando Camacho, de la Commission nationale des aires protégées (CONAP) du Mexique. Mike Wong, de Parcs Canada, a souligné qu'une bonne gestion de la restauration écologique dans les AP est essentielle pour aider les

écosystèmes et les populations à s'adapter aux changements climatiques et pour renforcer les capacités locales à répondre aux défis associés.

Chu Van Cuong, de l'Université du Queensland, a présenté un exposé sur la restauration des zones humides dans la Réserve de biosphère de Kien Giang au Vietnam. Il a décrit une zone menacée par la fragmentation des milieux humides et la conversion à la culture du riz et à l'aquaculture, où les efforts de restauration précédents ont connu un succès limité.

Joyce Loza, de Ezemvelo KZN Wildlife, a décrit la coopération transfrontière entre l'Afrique du Sud et le Lesotho pour assurer l'approvisionnement en eau et renforcer les institutions à travers le projet transfrontière Maloti Drakensberg. Elle a souligné la planification participative dans la réhabilitation réussie des zones humides et des pâturages, et la façon dont ceci a entraîné un soutien accru de la communauté au zonage des différentes utilisations des terres et au pâturage en rotation.

Rajendra Khanal, de l'UICN, a discuté de la Forêt protégée du Panchase au Népal, en notant que l'efficacité de sa conservation a augmenté grâce à la promotion des partenariats entre le public, le privé et les communautés, et au développement d'un système de paiement basé sur le taux de survie des plants plutôt que sur le nombre brut planté.

Erustus Kanga, du Service de la faune du Kenya, a souligné que les réseaux d'AP fonctionnelles et bien connectées constituent une partie essentielle de la réponse mondiale aux changements climatiques. Il a expliqué la façon dont la



Courant trois: Améliorer la santé et le bien-être. Session Pourquoi les parcs urbains sont importants pour la création de villes saines et habitables (Partie 1). G-D: Tobias Volbert, de Playscape Creations; Amber Bill, du Conseil municipal de Wellington; Fran Horsley, des Parcs Victoria; Lee Yi Ling, Conseil de promotion de la santé de Singapour; Vance Martin, de la Fondation WILD; et Gil Penalosa, Directeur Exécutif de 8-80 Cities.



Courant trois: Améliorer la santé et le bien-être. Session Pourquoi les parcs urbains sont importants pour la création de villes saines et habitables (Partie 2). G-D: Robert Moseley, de l'organisation The Nature Conservancy; Richard Fuller, de l'Université Queensland; Noel Corkery, de Corkery Consulting; Bing Wen Low, du Conseil national des parcs de Singapour; Myron Floyd, de l'Université d'État de la Caroline du Nord; Vanessa Trowell, de l'Institut australien d'architectes paysagistes; et Suellen Fitzgerald, du Parramatta Park and Western Sydney Parklands Trust.

restauration de l'habitat dans les AP ou dans leur proximité renforce les capacités de stockage de l'eau, réduit les conflits homme-faune, et fournit des services écosystémiques.

Edna María Carolina Jarro, des Parcs nationaux naturels de la Colombie, a expliqué la façon dont la restauration est suivie grâce à un réseau de parcelles permanentes distribuées à travers l'AP, et la façon dont la Colombie élargit la portée des efforts de restauration pour inclure les récifs coralliens.

Carlos Sifuentes Lugo, de la CONAP, a souligné la valeur des ateliers communautaires dans les efforts pour: sensibiliser les propriétaires fonciers; autonomiser les communautés dans l'identification de leurs préoccupations; et cibler les zones prioritaires pour la restauration et le contrôle des espèces envahissantes.

COURANT TROIS: AMÉLIORER LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

Politique mondiale de la santé et de l'environnement: un nexus pour le changement: Le modérateur Jerril Rechter, de VicHealth, de l'Australie, a présenté l'objet de la séance, à savoir les liens entre la santé humaine et la santé de l'environnement.

Décrivant le lien entre l'environnement et la santé comme l'une des grandes opportunités du 21^e siècle, Keith Martin, du Consortium des universités pour la santé mondiale, a suggéré que la sécurité de l'environnement intègre des solutions pour la sécurité humaine, et a souligné la nécessité de démontrer l'impact économique positif des politiques environnementales sur la santé.

Déplorant que les objectifs des politiques tant gouvernementales qu'internationales, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), soient abordés via des secteurs cloisonnés, le Secrétaire exécutif de la CDB, Bráulio Dias, a exprimé l'espoir que les Objectifs de développement durable



Emily Munroe, de 8-80 Cities

(ODD) et que le programme de développement pour l'après 2015 stimulent une approche intégrée, en particulier en ce qui concerne la santé.

Bridget Finton, du Patrimoine naturel écossais, et Matti Tapaninen, du Service du patrimoine naturel de la Finlande, ont présenté des études de cas sur les politiques et les partenariats, et le passage des politiques à la pratique. Finton a présenté des exemples de l'Écosse où la santé et l'environnement ont été reliés dans le cadre de stratégies gouvernementales et de politiques sectorielles à différents niveaux. Tapaninen a présenté le programme Healthy Parks, Healthy People de la Finlande.

Suneetha Subramanian, de l'Université des Nations Unies, a discuté de la nécessité de conserver les connaissances médicales traditionnelles, et a identifié des liens entre la médecine traditionnelle et la biodiversité, y compris dans les domaines des nouveaux produits pharmaceutiques, des compléments alimentaires et médicaux, et de la santé mentale.

Au cours de la discussion, les participants ont posé des questions, entre autres sur: le suivi des impacts des parcs nationaux et des espaces verts sur la santé; la façon de permettre des interactions entre les différents secteurs et niveaux d'élaboration de politiques pour favoriser l'intégration des politiques; et la façon de « rendre la nature accessible aux populations » en créant des espaces verts dans les villes.

Pourquoi les parcs urbains sont importants pour la création de villes saines et habitables (Partie 1): Le modérateur Guillermo Penalosa, de 8-80 Cities, a indiqué que d'ici 2045, 80 % des personnes vivront dans les villes, et a indiqué que les décisions prises aujourd'hui concernant la planification des villes auront un impact sur des milliards de personnes pour les décennies à venir. Il a instamment demandé une large participation à la « défense » des parcs dans les zones urbaines.

Tobias Volbert, de Playscape Creations, a présenté un exposé sur la Fondation 7 sens qui vise à créer des quartiers plus sains et des collectivités plus saines, et à inclure les personnes handicapées. Il a appelé à: améliorer la conception et la planification des espaces publics; modifier



Robert Mather, de l'UICN



Session de courant sur « Des solutions aux catastrophes fondées sur la nature: Les enseignements des pratiques de terrain ». G-D: Chef Edwin Ogar, de la Forêt communautaire Ekuri du Nigeria; Anu Adhikari, de l'UICN; Xiangying Shi, du Centre de conservation Shanshui, de China; et Mark Smith, de l'UICN.

les règlements et politiques pour étendre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite; et une meilleure prise en considération de la neurodiversité et des handicaps dans la conception des espaces ouverts.

Amber Bill, du Conseil municipal de Wellington, a expliqué les avantages de la « biophilie », ou le besoin humain d'établir des liens avec la nature et d'autres formes de vie. Elle a fait état d'un rétablissement de la biodiversité, de l'amélioration de la qualité de vie, et d'une croissance économique due à l'augmentation de la valeur des propriétés en raison du développement de ceintures vertes dans les villes.

Lee Yi Ling, du Conseil de promotion de la santé de Singapour, a décrit le rôle des parcs dans l'amélioration de la santé, à travers des « points de contact » de la communauté où les gens se rapprochent les uns des autres, et dans la promotion d'habitudes de vie saines. Elle a cité des exemples d'initiatives de santé liées aux parcs dans sa ville, y compris: les « Dimanches au parc » où des groupes font de l'exercice et les familles participent à des jeux; la « Communauté en fleurs », où les résidents créent de petits jardins pour cultiver des légumes et des fleurs; et « l'Exercice est une médecine », consistant en des endroits aménagés pour la remise en forme dans les parcs de la ville.

Vance Martin, de la Fondation WILD, a présenté la vision de son organisation consistant à « rendre les villes plus naturelles » ou à les rendre écologiquement perméables et résilientes. Il a indiqué que la mission de l'organisation consiste à créer un groupe de défenseurs pour faciliter l'échange de stratégies et les partenariats entre 12 villes pour augmenter leurs espaces naturels.

Fran Horsley, de Parcs Victoria, a partagé des informations sur les parcs-nature de Melbourne, en indiquant que les personnes vivant à proximité d'espace ouvert, ont invariablement des profils plus sains. Elle a cité l'amélioration du développement cognitif des enfants et les avantages pour les élèves ayant des troubles d'apprentissage.

Pourquoi les parcs urbains sont importants pour la création de villes saines et habitables (Partie 2): Emily Munroe, de 8-80 Cities, a modéré la séance. Bing Wen Low, du Conseil national des parcs de Singapour, a discuté des projets d'amélioration de l'habitat du Parc Bishan et des trottoirs de la ville visant à augmenter les paysages riches en biodiversité. Il a fait état d'une augmentation de la richesse des espèces, d'une amélioration esthétique et de l'engagement de la communauté dans la conservation de la nature et la science citoyenne.

Noel Corkery, de Corkery Consulting, et Suellen Fitzgerald, du Western Sydney Parklands Trust, ont souligné la nécessité d'une approche multidisciplinaire pour



Courant quatre: Restauration des écosystèmes et des AP: Assurer des avantages socio-économiques et écologiques. G-D: Gretchen Walters, de l'UICN; Agus Utomo, de Burung Indonesia (BirdLife); Mark Webb, du Parc et jardin botanique de Kings, de l'Australie occidentale; Nicholas Hill, de la Société zoologique de Londres; et Roel Posthoorn, de Natuurmonumenten, des Pays-Bas.

intégrer le développement durable et la conservation de la biodiversité dans les parcs urbains, et pour créer des plateformes pour renforcer la cohésion sociale des communautés multiculturelles.

Myron Floyd, de l'Université d'État de la Caroline du Nord, a présenté la campagne « Lève toi, sors et vas » dans le Parc national de Cuyahoga Valley, qui cible les communautés défavorisées, et vise à créer des activités récréatives et physiques saines dans le cadre de visites du parc. Il a souligné la nécessité d'idées novatrices et de possibilités de participation afin que les parcs demeurent pertinents par rapport aux besoins de la communauté.

Richard Fuller, de l'Université du Queensland, a noté que les enfants de Brisbane passent plus de temps à l'intérieur que les détenus de prisons de sécurité maximale. Il a présenté les résultats d'une étude conduite conjointement par des chercheurs en écologie et en santé, et a souligné que la compréhension des obstacles à l'interaction avec la nature est plus importante que la construction de nouveaux parcs à Brisbane, en déclarant que, pour les personnes à faible revenu, la phobie de la nature est un obstacle majeur.

Robert Moseley, de l'organisation The Nature Conservancy, a présenté les succès obtenus par l'organisation Wilderness Chicago dans leurs efforts pour connecter les personnes avec la nature, en présentant les programmes qui reconnectent les enfants à la nature. Il a souligné le développement du « Plan d'action climatique de Chicago Wilderness pour la nature » pour conseiller la ville sur l'intégration de la conservation de la nature et des personnes.

Vanessa Trowell, de l'Institut australien des architectes paysagistes, a déclaré que les parcs urbains sont en train d'évoluer d'un usage simple à des fonctions multiples, et que l'architecture du paysage fournit des possibilités novatrices pour un usage multiple des espaces publics, y compris des aires de jeux, des aires de promenade de chiens et d'autres services récréatifs.



Ben Boer, de la Commission mondiale sur le droit de l'environnement

COURANT QUATRE: SOUTENIR LA VIE HUMAINE

Des solutions aux catastrophes fondées sur la nature: les enseignements des pratiques de terrain:

Lors d'une séance modérée par Robert Mather, de l'UICN, les participants ont partagé leurs expériences de la façon dont les synergies entre une gouvernance

solide, la participation communautaire, la conservation des bassins versants et les AP offrent des solutions en matière de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience.

Mark Smith, de l'UICN, a parlé de l'Initiative eau et nature de l'UICN au Guatemala, qui permet de réduire les risques d'inondation par des réformes de

la gouvernance, la restauration des bassins versants, la diversification des systèmes de production et le développement



Lydia Slobodian, du Centre du droit de l'environnement de l'UICN

des entreprises, et le travail avec les communautés sur la préparation aux catastrophes et la détection précoce. Il a souligné qu'une forte gouvernance, une coordination entre les différents niveaux de gouvernement et un leadership renforcé sont essentiels.

Xiangying Shi, du Centre de conservation Shanshui, de la Chine, a présenté le Programme Forest for Water. Elle a décrit la façon dont le programme a facilité l'accès de 10 villages à l'eau par la sensibilisation sur les services rendus par les écosystèmes forestiers et le travail avec les communautés locales visant: à réhabiliter les zones riveraines; à investir dans l'agroforesterie; et à utiliser les règles et coutumes traditionnelles pour régir intelligemment l'utilisation de l'eau. Elle a mis en exergue le renforcement de la coopération entre les communautés et les AP, par exemple par le biais de la cogestion.

Anu Adhikari, de l'UICN, a abordé les risques liés à la construction de routes de piètre qualité au Népal, y compris l'érosion des sols et le lessivage. Elle a décrit un projet de travail avec les populations locales pour recouvrir de végétation et stabiliser les pentes, et réaliser une cartographie des risques pour la communauté. Elle a noté la possibilité de s'appuyer sur les connaissances scientifiques locales et traditionnelles.

Edwin Ogar, de la Forêt communautaire Ekuri, du Nigeria, a partagé les enseignements reçus de la gouvernance de la plus grande forêt tropicale sous



Norbu Wangchuk, du Bhoutan

contrôle communautaire du pays. Il a expliqué comment, pour faire face à l'insécurité alimentaire, à la dégradation des forêts, à la perte de la biodiversité et à la sécheresse, la communauté a élaboré un plan d'utilisation des terres et a délimité une zone de protection totale couvrant 50 % du territoire, le reste étant dédié à l'utilisation des ressources. Ogar a souligné comment les régimes traditionnels de partage des

avantages sont utilisés pour soutenir la bonne gouvernance et promouvoir l'appropriation par la communauté. Il a décrit comment certains membres de la communauté ont volontairement opté pour des peines de prison pour protéger la forêt de la coupe illégale de bois.

Restauration des écosystèmes et des AP: assurer des avantages socio-économiques et écologiques: Kyran Thelen, de l'UICN, a présenté la session.

Se référant au « Défi de Bonn » consistant à restaurer 150 millions d'hectares de terres dégradées et déboisées dans le monde entier, Gretchen Walters, de l'UICN, a souligné les possibilités d'obtenir des bénéfices rapides des efforts de restauration des paysages et des écosystèmes. Elle a indiqué



Jamison Ervin, du PNUD



Nagulendran Kangayatkarasu, de la Malaisie

que dans les pays densément peuplés, la restauration joue un rôle important dans le maintien de couloirs de biodiversité, les forêts riveraines assurant la connectivité.

Concernant le redressement après les catastrophes naturelles, Nicholas Hill, de la Société zoologique de Londres, a présenté une recherche montrant que les efforts de replantation de mangroves visant à accroître la résilience ont souvent été inefficaces, en raison d'une implantation et d'une sélection de plantes inappropriées, et de l'augmentation continue des étangs pour l'aquaculture. Il a recommandé de: prioriser la protection des mangroves en cours de récupération et naturelles; restaurer d'anciens habitats de mangroves convertis en étangs; et d'appliquer les meilleures normes scientifiques disponibles pour toute replantation.

Mark Webb, du Parc et jardin botanique de Kings, de l'Australie occidentale, a présenté un projet de restauration dans les terres arides de la zone naturelle Al Hisseya au nord de Riyad, en Arabie Saoudite. Il a décrit les « vergers à graines » comme une approche de la restauration des paysages.

Agus Utomo, de Burung Indonesia (BirdLife), a présenté les accords de gestion villageoise des ressources conclus par les communautés locales.

Il a noté que la gestion de sites sur le terrain fait souvent défaut en Indonésie, et que le travail avec les groupes communautaires tels que les coopératives et les syndicats d'agriculteurs est essentiel pour le succès des efforts de conservation.

Roel Posthoorn, de Natuurmonumenten, des Pays-Bas, a présenté un projet de récupération de sols pour créer une réserve insulaire, Marker Wadden, dans le Markermeer, l'un des plus grands lacs d'eau douce d'Europe. Il a décrit l'aménagement paysager sous-marin redirigeant le limon pour son utilisation dans le processus de remblaiement, en notant que les bénéfices éventuels consisteront en la restauration de la pêche et de la vie aviaire, ainsi qu'en des possibilités de loisirs.

Les participants sont convenus qu'il est nécessaire de changer la portée des récits racontant la capacité humaine à modifier l'environnement, et ont plaidé pour des « récits de terrain inspirants sur des restaurations écologiques de grande échelle ».

Écosystèmes d'eau douce dans les aires protégées: une protection efficace conférée par le droit de la conservation: Ben Boer, de la Commission mondiale sur le droit de l'environnement, a fait remarquer que même si la

protection légale des zones humides est souvent controversée, les conventions telles que la Convention du patrimoine mondial, la CDB, la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, la Convention de Ramsar et la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau ont permis la réglementation des lois nationales pour les écosystèmes d'eau douce. Il a donné l'exemple du cas de la Cour fédérale de 2004 du *Ministre australien de l'environnement et du patrimoine contre Greentree* concernant le site Ramsar de Windella, dans lequel une amende de 450 000 AUD a été imposée à un agriculteur et son entreprise pour le défrichage de zones humides protégées pour leur conversion à l'agriculture.

Lydia Slobodian, du Centre du droit de l'environnement de l'UICN, a discuté de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau et des obligations des Parties en ce qui concerne les AP. Elle a noté que, même si la définition d'un cours d'eau selon la Convention fait strictement référence à l'eau elle-même, les questions relatives aux bassins versants sont traitées dans le cadre de la « protection des écosystèmes », obligeant les États, individuellement et collectivement, à protéger et à préserver les écosystèmes des cours d'eau internationaux.

Volker Mauerhofer, de l'Université d'Autriche, a présenté l'activité « Contrôle des Conventions », entreprise en Autriche pour encourager une meilleure mise en œuvre des AEM liés à la conservation. Il a indiqué que l'évaluation de la mise en œuvre a montré que la méthode Contrôle des Conventions permet une évaluation fiable et que la Direction autrichienne des AP a mis en œuvre 20 % des recommandations de l'outil.

Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont souligné la nécessité d'augmenter: la sensibilisation sur les obligations et les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau; et les interactions entre les écologistes des eaux douces et les tribunaux pour fournir des preuves scientifiques dans les cas affectant l'environnement.

COURANT CINQ: RÉCONCILIER LES PROBLÉMATIQUES DU DÉVELOPPEMENT

Les Aires protégées et les Objectifs de développement durable (Partie 1): Jamison Ervin, du PNUD, a modéré la session. Elle a déploré que la société ne se soucie pas suffisamment de la nature, et que la trajectoire du développement soit criblée d'échecs des marchés et des politiques.

Norbu Wangchuk, du Bhoutan, s'est penché sur la contribution des AP à l'augmentation du bonheur national brut fondé sur les quatre piliers du développement durable, incluant la dimension culturelle. Il a souligné l'importance de la préservation de la culture, de la conservation de l'environnement et de la bonne gouvernance à travers une résistance au développement effréné.



Aggrey Rwetsiba, de l'Ouganda



Session de courant sur la « Réconciliation des problématiques du développement: Bon pour les affaires: Offrir des solutions par un approvisionnement et des chaînes d'approvisionnement durables ». G-D: Brian Jones, de Blue Ventures; Adriana Moreira, de la Banque Mondiale; James Deutsch, de Société mondiale de conservation; Petrus Gunarso, de l'entreprise Asia Pacific Resources International Limited; et Helen Crowley, du Groupe Kering.

Nagulendran Kangayatkarasu, de la Malaisie, a partagé l'objectif de son pays de devenir une nation entièrement développée d'ici 2020 et a discuté du rôle des AP dans la réalisation de cet objectif. Il a souligné la diversification des usages de la biodiversité dans d'autres domaines, y compris la bioprospection, les loisirs et l'écotourisme. Pour atteindre cet objectif, il a proposé: la gestion renforcée des AP par le développement d'instruments économiques novateurs; et l'amélioration de l'attitude envers la conservation.

Krishna Prasad Acharya, du Népal, a partagé les expériences de son pays avec les AP et a décrit certains défis, y compris la dépendance aux ressources, les conflits homme-faune, la perte et la fragmentation des habitats et le faible niveau d'appropriation locale.

Tarun Kathula, de l'Inde, a présenté un programme visant l'intégration de la conservation de la biodiversité marine et côtière dans le secteur agricole, en déclarant que sa région comprend un écosystème complexe, compromis par les activités agricoles, l'urbanisation accélérée, l'exploration pétrolière, l'aquaculture et le tourisme.

Aggrey Rwetsiba, de l'Ouganda, a décrit plusieurs cas où les AP sont profitables aux communautés locales, notamment parce qu'elles: préservent le patrimoine culturel; constituent la base des ressources alimentaires; constituent un espace pour les loisirs, l'éducation et la recherche; et fournissent des opportunités locales pour les affaires et l'emploi à travers les hôtels, les restaurants, et le développement des infrastructures.

Concernant les défis qui ont émergé à la suite du passage de typhons dans le bassin supérieur du fleuve Marikina, Angelito Fontanillo, des Philippines, a mis en exergue l'effondrement des infrastructures, les espèces exotiques envahissantes, l'érosion des sols et la perte de la biodiversité. Il a décrit la stratégie du gouvernement pour éviter des situations similaires par le développement de nouvelles politiques et de nouveaux plans de gestion, des consultations et des partenariats avec diverses parties prenantes, et l'engagement des communautés pour réhabiliter le bassin de la rivière.

Manuel Benedicto Lucas, du Guatemala, a décrit deux modèles de gestion appliqués dans son pays, et a souligné l'importance d'établir des ponts avec les communautés locales, initialement considérées comme « envahisseuses ». Il a déclaré que la collaboration avec les communautés offre de nombreuses possibilités pour améliorer les conditions environnementales.

Les Aires protégées et les Objectifs de développement durable (Partie 2): Jamison Ervin, du PNUD, a présenté la deuxième partie de la session, en invitant les participants à former de petits groupes pour identifier et aborder les deux ou trois aspects les plus importants du développement durable pour les AP dans leurs propres contextes. Des représentants de chaque groupe ont ensuite présenté un résumé de leurs discussions à l'ensemble du groupe.



Session du courant 6: La gouvernance, l'utilisation durable des ressources naturelles et la lutte contre la criminalité envers les espèces sauvages

Les participants ont soulevé des questions liées à la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau, aux moyens de subsistance et à la nécessité d'établir des relations avec les communautés locales au sein des parcs et des AP et dans leur voisinage. Ils ont noté que les populations locales confrontées à des problèmes de pénurie des ressources peuvent éprouver du ressentiment face à la mise en place des AP.



Duan Biggs, de l'Université du Queensland, Australie

Un groupe a recommandé que les parcs et les AP réservent certaines zones où les communautés locales peuvent accéder aux ressources de manière durable, en notant qu'« elles devraient être traitées comme une catégorie à part parce qu'elles comprennent ceux qui sont le plus à même de nous aider à gérer les AP ».

Un autre groupe a décrit le besoin de « partager le pouvoir avec la communauté » dans la gestion des parcs et des AP, citant des recherches au Bangladesh qui suggèrent que, malgré les efforts de zonage dans les AP, les plans de gestion sont souvent absents ou réduits au minimum.



Melissa Vivacqua Rodrigues, de l'Université fédérale de São Paulo, du Brésil

Le groupe a souligné la nécessité d'inclure véritablement les communautés dans la consultation et la participation, et la valeur de « l'apprentissage et du travail communs ».

Un groupe a mis en contraste les questions de gestion dans les pays développés, cherchant à « attirer les visiteurs dans les parcs » pour en maintenir la viabilité, avec celles des pays en développement, cherchant plutôt à « expulser les gens des parcs » où ils chassent ou cueillent. Le groupe a conclu que la question n'est pas tant d'attirer les gens « à l'intérieur » ou de les « expulser », mais de créer « les bonnes connexions avec les parcs », en soulignant qu'il est nécessaire que les communautés s'approprient les parcs et qu'elles soient soutenues dans l'atteinte de leurs objectifs et dans leurs efforts de mise en œuvre.

D'autres ont suggéré les PSE comme un moyen de faire parvenir les avantages aux communautés locales, et ont souligné la nécessité de reconnaître et d'appliquer les connaissances traditionnelles, en plus de la science, à la gestion des parcs.



G-D: Hugh Govan, de LMMA, et Purificació Canals, de MedPAN

Bon pour les affaires: offrir des solutions par un approvisionnement et des chaînes d'approvisionnement durables: Cette session a présenté des exemples d'initiatives et de

pratiques relatives aux chaînes d'approvisionnement durables à travers le monde, et leur relation avec la conservation de la biodiversité et les AP.

Le modérateur de la session, Joshua Bishop, de WWF-Australie, a présenté les travaux de l'organisation pour protéger le récif de la Grande barrière en encourageant la production durable de canne à sucre, notamment par des conseils techniques aux agriculteurs et le partenariat avec les entreprises. Il a déploré qu'après cinq ans, les quantités d'azote dans la zone n'aient diminué que de 10 % par rapport au niveau requis estimé à 80 %.

Petrus Gunarso, de l'entreprise Asie Pacific Resources International Limited, a présenté les politiques de gestion forestière durable de son entreprise en Indonésie, qui incluent l'objectif d'un hectare de terres conservées par hectare planté.

Helen Crowley, du Groupe Kering, a suggéré que la comptabilisation du capital naturel: aide les entreprises à mesurer et à localiser les impacts environnementaux; permet la comparabilité entre les types d'impacts; et fournit « un contexte commun » à différents groupes de parties prenantes pour la recherche de solutions.

Présentant une initiative dans la vallée de Luangwa, en Zambie, James Deutsch, de l'organisation Community Markets for Conservation, a expliqué comment un modèle combinant l'agriculture de conservation et l'accès aux marchés a augmenté le revenu moyen, amélioré la sécurité alimentaire, fourni des emplois alternatifs aux braconniers et a abouti à une « renaissance » des espèces sauvages dans la vallée.

Brian Jones, de Blue Ventures, a partagé ses expériences de travail avec les communautés côtières de Madagascar pour restaurer les stocks de poissons, y compris par la création d'aires marines gérées localement et la création de sources de revenu alternatives.

Adriana Moreira, de la Banque mondiale, a décrit les facteurs qui ont soutenu la réduction de la déforestation en Amazonie brésilienne, y compris la gestion intégrée des ressources, l'application de la loi, et les interventions dans les chaînes d'approvisionnement. Elle a indiqué qu'une amélioration simultanée de l'efficacité dans le domaine de l'agriculture a conduit à la croissance économique dans la région.

Au cours d'une discussion en panel et tout au long de la session, les intervenants ont mis en évidence quelques outils utiles et facteurs de succès concernant les chaînes de valeur durables, y compris: les partenariats multipartites; les évaluations permettant de démontrer les impacts; les certifications; les normes de marché volontaires; les signaux du marché; l'objectif interne des entreprises de parvenir à la durabilité; et la hiérarchisation des besoins locaux.

COURANT SIX: RENFORCER LA DIVERSITÉ ET LA QUALITÉ DE LA GOUVERNANCE:

La gouvernance, l'utilisation durable des ressources naturelles et la lutte contre la criminalité envers les espèces sauvages: Les panélistes ont entendu des exemples d'action communautaire du Pérou, du Ghana, de la Namibie, de l'Inde, de l'Ouganda, et du Costa Rica sur ces questions.

Duan Biggs, de l'Université du Queensland, de l'Australie, a présenté un exposé sur les principes de gouvernance concernant la gestion communautaire durable des ressources naturelles. Il a souligné les besoins: d'une définition claire des limites reconnues de fait et de droit par les populations locales; de niveaux élevés de capital social, de confiance et de cohérence au niveau de la communauté dans la prise de décisions et de mesures; d'un pilotage local de l'élaboration des règles, de l'application des sanctions et de l'application des lois, en ce qui concerne l'exploitation et la conservation; de normes sociales qui favorisent la collaboration; d'une perception des résultats équitables comme étant probables; et de capacités à partager les expériences et les idées au sein des groupes communautaires et entre ceux-ci.

Melissa Vivacqua Rodrigues, de l'Université fédérale de São Paulo, du Brésil, a décrit les modèles contradictoires de développement dans la région amazonienne. Elle a souligné l'émergence de nouveaux acteurs sociaux ces derniers temps, tels que les ONG et le secteur privé, en notant le défi que représente la construction d'un cadre juridique qui réponde aux exigences de la décentralisation du pouvoir.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont soulevé des questions sur: les risques que pose la lutte contre le braconnage armé pour les communautés; la façon d'obtenir la reconnaissance de certains modèles de gouvernance locale par l'État; le point de savoir si l'action communautaire se poursuit une fois le soutien des ONG terminé; et la façon de procéder lorsque la communauté est divisée sur les objectifs de conservation.

Concernant le braconnage, certains ont suggéré de maintenir la confidentialité des informateurs. En ce qui concerne la responsabilité du gouvernement face aux collectivités locales, il a été suggéré que la pression de la communauté



Nigel Crawhall, du Comité de coordination des peuples autochtones de l'Afrique

est « la seule mesure qui fonctionne ». Concernant la nécessité de l'appui des ONG, les participants ont noté que, si certains pays ont une tradition d'action locale, d'autres ne sauraient entreprendre un processus sans aide extérieure. Lorsque la communauté est divisée sur les objectifs, un participant a recommandé d'être patient et de laisser les gens résoudre leurs différents



Courant sept, Session sur les Systèmes traditionnels de gestion pour la réalisation des objectifs politiques nationaux et internationaux. G-D: Wend Wendland, de WIPO; Iara Vasco Ferreira, de l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité; Sonia Guajajara, de l'APIB; Natalie Stoianoff, de l'Université des technologies, de Sydney, Australie; Yiching Song, du Centre chinois de politiques agricoles; Alejandro Argumedo, de l'Association ANDES, du Pérou; et Claudio Chiarolla, de l'IDDRI.

eux-mêmes, tandis qu'un autre a déclaré que le conflit devrait être négocié de façon explicite à travers un processus de résolution.

Des solutions sources d'inspiration: paysages marins mieux gérés comme modèles de vie durable:



Friedrich Alpers, de l'organisation Integrated Rural Development and Nature Conservation, de Namibie

Hugh Govan, du Réseau d'aires marines gérées localement (LMMA) a modéré la session, en demandant aux intervenants de réfléchir sur: des solutions pour développer une gouvernance efficace et la relier à plusieurs échelles spatiales, notamment en encourageant les décideurs à tenir compte des solutions locales

de gouvernance des ressources; ce qui peut être appris des modèles traditionnels et locaux de gouvernance; et les solutions les plus inspirantes pour plusieurs secteurs touchant la planification durable des zones côtières et marines. Il a présenté des exemples d'application d'une approche LMMA aux Fidji, en notant que les premiers résultats ont indiqué que cette méthodologie ascendante de planification de la conservation des réseaux marins place les Fidji sur la voie de l'atteinte de l'Objectif 11 d'Aichi.

Jesse Hastings, de l'Université nationale de Singapour, a partagé un exemple du Cambodge où une aire de gestion de la pêche maritime a été mise en place à travers une approche participative qui réunit les communautés, les pêcheurs, les différents niveaux de gouvernement et le secteur privé, favorisant ainsi la gouvernance partagée. Il a noté que cela représente un changement par rapport à la planification descendante habituelle.

Brian Jones, de Blue Ventures, a décrit la façon dont des communautés de Madagascar ont institué des fermetures volontaires de la pêche au poulpe, et, en partenariat avec le secteur privé, ont produit et commercialisé des concombres de mer. Il a noté que ce système a permis une augmentation des stocks, a fourni des incitations à la bonne gestion, et s'est révélé une approche plus populaire que les AMP, qui sont souvent considérées comme « restrictives ».

Sutej Hugu, de la Fondation Tao, a illustré la gestion des pêches à travers des normes et des tabous traditionnels qui régissent quelles espèces sont pêchées, où et quand. Il a expliqué qu'un « éco-calendrier » dicte la fin de la pêche aux poissons volants, coïncidant avec le début de la saison de reproduction.

Purificació Canals, du Réseau de gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée (MedPAN), a présenté le processus participatif multipartite qui a conduit à la Feuille de route pour un réseau d'AMP en Méditerranée en 2020. Elle a souligné la façon dont un processus collectif, tel que la création d'un fonds fiduciaire régional pour la protection marine dans la région, permet d'atteindre des résultats concrets.

Les participants ont discuté de leurs expériences, y compris de la façon dont les Aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC) ont recours à des modèles de gouvernance coutumière pour atteindre les Objectifs d'Aichi, et du fait que le lobbying en faveur de la conservation doit être intégré dans les initiatives de planification de l'espace marin.



G-D: Crista Valentino, de la CoalitionWILD, des États-Unis, et Bruno Monteferrri, de Conservamos por Naturaleza, du Pérou

COURANT SEPT: RESPECTER LE SAVOIR ET LA CULTURE AUTOCHTONES ET TRADITIONNELS

Les systèmes traditionnels de gestion pour la réalisation des objectifs politiques nationaux et internationaux:

Claudio Chiarolla, de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), a modéré une séance explorant la façon dont les systèmes de gestion traditionnelle peuvent contribuer aux objectifs et cibles relatifs aux changements climatiques et à la biodiversité, et la façon dont les politiques nationales et mondiales peuvent empiéter sur les droits de la communauté.

Alejandro Argumedo, de l'Association ANDES, du Pérou, a déploré la marginalisation des connaissances des peuples autochtones dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, fondée sur la science. Il a présenté un aperçu de l'Initiative des peuples autochtones sur l'évaluation bioculturelle des changements climatiques (IPCCA), qui évalue les impacts des changements climatiques et les réponses traditionnelles en matière d'adaptation de la gestion des ressources dans 10 sites à travers le monde. Argumedo a expliqué que l'évaluation: conduit des études de base; évalue les tendances et les scénarios; et identifie les innovations locales en matière de planification de l'adaptation.

Yiching Song, du Centre chinois de politiques agricoles, a discuté des enseignements tirés de Seed Park in Stone Village, une étude de cas de l'IPCCA. Elle a noté que les changements climatiques ont un impact sur la disparition des variétés locales de cultures. Pour relever ce défi, Song a déclaré qu'une coopérative a été créée pour produire des semences de variétés locales cultivées et pour gérer un réseau d'échange de semences entre les agriculteurs à l'échelle nationale.



La session s'est achevée par des discussions interactives en petits groupes

Elle a souligné la façon dont cette initiative a contribué à la législation nationale sur les semences en prônant les droits des agriculteurs à conserver et à vendre leurs semences.

Natalie Stoianoff, de l'Université de technologies de Sydney, a présenté un aperçu du changement intervenu dans la politique australienne, d'une position tournée vers l'extérieur vers une concentration sur l'intérieur, en indiquant que ce changement a été influencé par la transition au niveau international des OMD aux ODD, qui requièrent une attention portant sur les indicateurs nationaux de durabilité. Présentant une série de programmes nationaux, elle a discuté de la façon dont les connaissances bioculturelles sont analysées et évaluées, et la façon dont le partage des avantages est abordé.

Iara Vasco Ferreira, de l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité, du Brésil, s'est penchée sur la politique nationale en matière de biodiversité, et sur la façon dont les conflits surgissent lorsque les AP chevauchent les AP gérées par des autochtones. Sonia Guajajara, de Articulação dos Povos Indígenas do Brasil, a décrit les actions entreprises pour la défense des droits territoriaux et les efforts visant à renforcer et à mettre en œuvre la loi brésilienne existante. Elle a déclaré que « sans territoires, nous ne pouvons pas être des peuples autochtones ».

Wend Wendland, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a abordé les négociations actuellement menées par les pays en développement sur un instrument juridique international pour la protection des connaissances traditionnelles visant à aborder les aspects liés à la propriété intellectuelle de l'accès et du partage des avantages en matière de ressources génétiques.

Évaluer et certifier les connaissances autochtones relatives au pistage dans le contexte de la conservation et des aires protégées en Afrique: Le modérateur Nigel Crawhall, du Comité de coordination des peuples autochtones de l'Afrique, a présenté Alfred Chedau, aîné Khwe et pisteur, et Thaddeus Chadau, tous deux issus du peuple Bwabwata de la Namibie. Ils ont présenté leurs expériences avec les méthodes traditionnelles de pistage d'animaux sauvages, en insistant sur l'importance du transfert des connaissances traditionnelles entre les générations, tout en déplorant que ces connaissances ne soient pas considérées comme une qualification sérieuse par le gouvernement, et que par conséquent, les jeunes ne souhaitent pas acquérir l'ensemble de ces compétences.

Friedrich Alpers, de l'organisation Integrated Rural Development and Nature Conservation, de la Namibie, a présenté ses expériences de travail avec les pisteurs autochtones pour enseigner à la nouvelle génération les connaissances traditionnelles et accréditer les pisteurs expérimentés. Il a souligné l'efficacité du projet à restaurer la dignité de l'ancienne génération et à aborder la fragmentation sociale et l'alcoolisme.

Concernant l'acceptation par la Namibie de la chasse commerciale, Crawhall a noté que si une partie du produit est allouée aux infrastructures communautaires telles que les écoles et les cliniques, il n'y a pas eu d'efforts équivalents pour créer des moyens de subsistance alternatifs, liés à la chasse commerciale. Il a noté que les compagnies de safari plaident pour l'évaluation et l'accréditation des pisteurs qualifiés, tandis que de nombreux détenteurs de savoirs traditionnels sont exclus des parcs, et ceux qui sont dotés d'une éducation formelle et qui obtiennent des emplois dans les parcs « ne peuvent distinguer un arbre d'un autre ».

Un participant a demandé si la scolarisation des jeunes autochtones est recommandée, car elle érode les connaissances autochtones. Chadau a déclaré que tant l'éducation formelle

que les savoirs autochtones sont nécessaires. Crawhall a indiqué qu'un dictionnaire Khwe a été développé, et que les connaissances traditionnelles pourraient faire partie du programme scolaire.

COURANT HUIT: INSPIRER UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

Repousser les frontières: le défi des jeunes sur les aires protégées:

Les organisateurs de la session, Crista Valentino, de CoalitionWILD, des États-Unis, et Bruno Monteferri, de l'organisation Conservamos por Natureza, du Pérou, ont présenté la compétition « Défi repousser les frontières », qui a invité les jeunes à présenter leur travail de conservation dans et par-delà les AP à travers le monde. Il a ensuite donné la parole à trois gagnants, dont les projets ont été sélectionnés sur la base de leur capacité d'innovation et de leurs potentiels d'application à plus large échelle, d'impact et de reproductibilité.

Vedharajan Balaji, de la Fondation OMCAR, de l'Inde, a raconté son histoire personnelle en tant que militant écologiste dans les zones côtières en Inde, et a présenté son organisation de conservation communautaire, OMCAR, qui travaille, entre autres, sur: la restauration des mangroves; l'éducation environnementale à travers un centre interactif pour les enfants; et la cartographie d'herbiers marins à l'aide des systèmes d'information géographique (SIG) pour la conservation du dugong, notamment par la formation des pêcheurs locaux.

Harmony Patricio, de FISHBIO, des États-Unis, a partagé son expérience avec la conservation des poissons dans la République démocratique populaire lao, en soulignant l'importance de fonder les activités de conservation sur les connaissances et les priorités des populations locales. Présentant ses travaux dans les zones locales de conservation de poissons (ZCP), elle a expliqué comment le marquage et le suivi des poissons ont aidé à fournir la preuve concrète que l'impact des ZCP dépasse leurs limites, et la façon dont le partage d'information sur les espèces de la Liste rouge de l'UICN, par le biais de consultations locales, a motivé les communautés à créer de nouvelles ZCP.

Andrew Reid, de la Fondation Sustainable Livelihoods, de l'Afrique du Sud, a présenté un projet de jardin médicinal de rue en libre accès au Cap, en Afrique du Sud. Il a expliqué comment son travail a été motivé par le conflit fondamental entre les responsables de la conservation et les « médecins de brousse », ces derniers gagnant leur vie à partir de plantes médicinales traditionnelles, mais offrant aussi des soins aux gens. S'appuyant sur son expérience avec le développement



Peter Cochrane, Ambassadeur du Congrès mondial des parcs de l'Australie



G-D: Foad Mohadji, Vice-Président, des Comores, et Zhang Xinsheng, Président de l'UICN

des « jardins de rue », il a identifié trois facteurs de réussite, à savoir: le travail avec les défenseurs du jardinage au niveau local; l'application des principes de libre accès aux jardins; et l'utilisation des jardins comme un véhicule pour rassembler les gens.

La séance s'est terminée par une discussion interactive en petits groupes autour de thèmes ayant trait à l'action, y compris: la motivation personnelle; la définition d'une vision et d'objectifs clairs; la création d'un environnement motivant; et la communication et la formulation de messages.

La passerelle urbaine: susciter un intérêt pour la nature parmi les citoyens du monde: David Ainsworth, du Secrétariat de la CDB a modéré la session. Après de brèves interventions, chaque intervenant a conduit des discussions en tables rondes où les participants ont fait part de leurs expériences sur chacun des huit thèmes.

Kathy Eyles, de l'Université nationale australienne, et Jasmine Foxlee, du Service de la conservation et des parcs du Territoire de la capitale australienne, se sont penchées sur: l'engagement des bénévoles dans le cadre du Programme ParkCare; le recrutement de jeunes bénévoles; et la façon dont le bénévolat permet de créer un sentiment de communauté.

Marcia Pradines, du Service américain de la pêche et de la faune sauvage (FWS), a présenté un exposé sur les refuges fauniques urbains, y compris la façon dont le FWS met en œuvre huit normes d'excellence, et des mesures d'évaluation et des partenariats avec les municipalités pour attirer de nouveaux publics et développer des « circoncriptions de conservation ».

Ellen Bertrand, de Parcs Canada, a parlé de la création du Parc national urbain de la Rouge, accessible en seulement une heure par 20 % de la population du Canada, en déclarant que le parc est prévu comme une passerelle pour inspirer les nouvelles générations à se connecter avec la nature et le système élargi d'AP. Elle a dirigé une table ronde avec Daniel Raven-Ellison, de la société National Geographic, qui a parlé de « libérer le potentiel des villes à travers le monde ». Raven-Ellison a expliqué que 80 organisations se sont réunies pour développer le Parc national du grand Londres pour capitaliser sur la « trame verte » de la ville et pour trouver des façons créatives de développer des relations avec la nature « à la portée des populations ».

Alexander MacDonald, de Nature Canada, a mené une discussion sur: les moyens de lever les obstacles perçus par les visiteurs en ce qui concerne les parcs; l'importance de mettre l'accent sur la gestion responsable à l'échelle du quartier; la programmation multilingue; et de recours aux Zones importantes pour la conservation des oiseaux pour éduquer les jeunes et promouvoir la science citoyenne sur les espèces migratrices.

Collin O'Mara-Green, de l'Autorité des activités récréatives et de la conservation des montagnes, s'est penché sur les efforts de sensibilisation déployés par les musées d'histoire naturelle et les moyens créatifs pour « créer un premier contact » avec la population et la jeunesse urbaines.

Mark Graham, du Musée canadien de la nature, a présenté Nature nocturne, un événement populaire festif du musée qui cible les 19-35 ans et les invite à découvrir le musée et à partager cette expérience sur les médias sociaux. Il a dirigé une table ronde sur le potentiel de grandes cartes au sol pour orienter vers les espaces verts environnants.

Tiago Pinto-Pereira, de l'Association mondiale des zoos et aquariums, a mené une discussion sur la façon de sensibiliser l'opinion pour produire des changements dans les choix de consommation et de comportements.



G-D: Vinod Mathur, de l'Institut de la vie sauvage de l'Inde, et Julia Miranda Londoño, des Parcs nationaux naturels de la Colombie

SEGMENT MINISTÉRIEL DE HAUT NIVEAU

Une table ronde de haut niveau s'est tenue mardi matin, le Président de l'UICN, Zhan Xinsheng, inaugurant l'événement. Il a déclaré que les leaders de l'environnement doivent « relever la barre » de la performance des pays en ce qui concerne les AP du monde entier, et a indiqué que la Promesse de Sydney aura pour objectif de présenter les meilleures pratiques à travers le partage des expériences et de la sagesse du monde entier.

Le Co-Présidents de la session, Peter Cochrane, Ambassadeur du Congrès mondial des parcs de l'Australie, et Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, ont invité les délégués à présenter leurs apports et suggestions afin de contribuer à définir la vision et les actions nécessaires, qui figureront dans le document final de la Promesse de Sydney.

Simon Birmingham, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'environnement de l'Australie, a noté que malgré une énorme croissance des AP terrestres et marines, des défis importants persistent, qui doivent être abordés au cours de la prochaine décennie par la création de partenariats efficaces entre les gouvernements, les collectivités locales, les entreprises et le secteur privé.

Robert Stokes, Ministre de l'environnement et Ministre du patrimoine de Nouvelle-Galles-du-Sud, de l'Australie, a suggéré que la Promesse de Sydney soit l'occasion de recadrer le débat sur la conservation d'un « débat fondé sur les conflits à un débat fondé sur la conversation ».

Au cours de la discussion qui a suivi sur les perspectives des pays à inclure dans la vision de la Promesse de Sydney, plusieurs délégués ont souligné la nécessité de sensibiliser l'opinion et de convaincre tant les dirigeants que les populations des avantages de la biodiversité. De nombreux participants ont suggéré la formation d'un groupe de dirigeants de haut niveau qui pourraient diffuser le message auprès de leurs pairs à l'échelle mondiale.

Les participants ont également souligné, entre autres: la centralité de la conservation pour le bien-être humain et pour l'économie; la nécessité de travailler « sans cloisons », y compris celles des trois Conventions de Rio; les partenariats à différents niveaux; la reconnaissance des avantages que procurent les AP, et l'importance de s'assurer que ceux-ci parviennent aux communautés locales et aux gardiens locaux; la création de sources de revenus pour les communautés vivant dans les AP, notamment par l'écotourisme; l'éducation et la communication; les couloirs écologiques et les efforts pour éviter la fragmentation des AP; l'importance de mettre un terme au commerce illégal d'espèces sauvages; la mesure du bien-être au-delà du produit intérieur brut (PIB); et la promotion de mécanismes financiers qui permettront aux secteurs public et privé de contribuer à la conservation.

Un délégué a souligné la nécessité « d'inviter à la table de négociations des personnes non issues du domaine de la conservation », et de changer la perception que la « conservation est contre le développement » pour une conception selon laquelle « la conservation a pour objet le développement ».



L'estrade durant la plénière parallèle II. G-D: Ignace Schops, de la Fondation EUROPARC; Charlotte Karibuhoye, Fondation Internationale du Banc d'Arguin, et de la CMAP; Leigh Welling, du Service des parcs nationaux des États-Unis; Mariana Bellot Rojas, Commission nationale des aires protégées du Mexique; Nigel Dudley, de la CMAP de l'UICN; Devin Bartley, Département des pêches et de l'Aquaculture de la FAO; Jonathan Patz, de l'Institut de Santé mondiale de l'Université du Wisconsin-Madison; Bill Jackson, de Parcs Victoria; Dan Laffoley, de la CMAP marines de l'UICN; et Lauren Wenzel, Centre des aires marines protégées de l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), des États-Unis.

Un participant a souligné la nécessité non seulement de s'engager à établir des AP et à en augmenter l'étendue, mais aussi d'en assurer le financement et la bonne gestion.

Un délégué a suggéré d'inclure dans la vision de la Promesse de Sydney: une référence aux ODD; l'utilisation durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures; le principe de la « conservation comme un point central » du développement; la qualité des AP aussi bien que leur quantité; et les partenariats régionaux permettant de soutenir le CMP.

Un participant a souligné la nécessité de mettre un terme aux « activités illégales touchant notre biodiversité », en soulignant que l'éducation et l'évolution des perceptions relatives aux ressources naturelles sont essentielles pour lutter contre leur surexploitation. Un délégué a rappelé à tous l'importance du rôle des hommes et des femmes qui consacrent leur vie à la protection des ressources naturelles et des écosystèmes, et a instamment demandé la sélection d'un ambassadeur des Nations Unies sur les crimes envers la faune sauvage ainsi que l'adoption d'une résolution connexe des Nations Unies. Un ministre a plaidé pour des interactions et intégrations renforcées entre les différentes AEM.

Concernant les engagements des pays au cours de la prochaine décennie, un participant a fait part des engagements de son gouvernement concernant la mise en place de nouveaux parcs marins pour la protection des mangroves, et l'autonomisation de comités locaux afin qu'ils soient des « yeux sur le terrain ». Plusieurs représentants de gouvernements se sont engagés à accroître la couverture de leurs AP, y compris un ministre qui s'est engagé à accroître le nombre d'AP de son pays de 27, et d'étendre le territoire de AP pour augmenter l'ensemble du territoire couvert par des AP durant la prochaine décennie. Un délégué a réitéré la promesse de son pays formulée au CMP 2014 d'augmenter la part du territoire de son pays couvert par des AP à 20 % d'ici 2020.

Une déléguée a souligné les initiatives de son pays pour transformer le secteur de l'environnement, notamment par l'établissement d'une économie fondée sur les espèces sauvages qui soit viable et qui profite à toutes les parties prenantes, et la croissance de l'économie bleue à travers la libération du potentiel des océans sans les « vider ».

Un autre ministre a promis que son pays continuerait notamment à investir dans la conservation de la biodiversité, à sensibiliser les jeunes et les communautés locales, et à enrayer le braconnage. Un ministre adjoint a annoncé qu'au cours de la prochaine décennie, son pays, entre autres: créerait 60 000 emplois durables et conférerait le statut de terres conservées à deux millions d'hectares; assurait 1 milliard USD en capitaux

propres aux peuples autochtones; et soutiendrait plus d'un million de bénéficiaires qui vivent actuellement dans la pauvreté.

Clôturant la session, Birmingham a remercié les participants pour leur passion et leur engagement, et les a assurés de l'engagement de l'Australie à garantir des résultats positifs pour les AP aux échelles mondiale, régionale et nationale.

PLÉNIÈRES PARALLÈLES DE CLÔTURE

Trois plénières parallèles de clôture se sont tenues mardi après-midi pour entendre les résumés et les recommandations des leaders des huit sessions de courant et des thèmes transversaux.

PARTIE I: Concernant l'Atteinte des objectifs de conservation, Courant 1, les leaders du courant ont mis en exergue le rapport Planète protégée 2014 et la Liste verte des aires protégées de l'UICN récemment publiés. Ils ont présenté les principales recommandations du courant, y compris: d'aller au-delà des objectifs chiffrés; de centrer l'action « là où se trouve la biodiversité et là où elle est menacée »; de relever le défi relatif au fait que seulement 24 % des aires protégées sont considérées comme bien gérées; de mettre l'accent sur la provision de ressources adéquates; de lutter contre le déclassement et la désaffectation des AP; et d'approuver de nouveaux types de gouvernance tels que les APAC et les AP privées. Ils ont souligné l'importance de dépasser l'Objectif 11 d'Aichi (Aires protégées), en notant que certains participants au courant ont recommandé de fixer des objectifs ambitieux de gestion durable touchant jusqu'à 50 % des paysages terrestres et marins.

Concernant le thème transversal sur le Patrimoine mondial, les leaders du courant ont mis en exergue: la restauration des sites menacés; la prévention des activités industrielles extractives dans les Sites du patrimoine mondial; le développement de critères ayant trait au caractère sauvage pour les Sites du patrimoine mondial; l'accent renforcé sur la connectivité entre les sites; l'assurance du respect des droits des peuples autochtones et de leur participation pleine et effective dans la gestion équitable des Sites du patrimoine mondial; et le partage des avantages. Ils ont noté l'Horizon du patrimoine mondial 2014 de l'UICN comme un outil pour engager les partenaires à la gestion responsable des sites, de pair avec le modèle COMPACT d'initiatives communautaires et le programme des petites subventions du FEM.

Concernant le Renforcement de la diversité et de la qualité de la gouvernance, Courant 6, les leaders du courant ont recommandé: de « mettre un terme au négoce » de la criminalité transnationale envers les espèces sauvages, y compris à travers la gouvernance décentralisée des espèces



Les leaders des courants ont présenté à la plénière parallèle III les recommandations des Courants 5 & 7 et des thèmes transversaux

sauvages, des mécanismes de traçabilité et la coopération transfrontière; de passer du modèle de gouvernance descendante à une gouvernance partagée assortie d'une base juridique solide; d'approfondir la compréhension des questions de gouvernance grâce à des évaluations propres à chaque pays; et d'élaborer des normes et des directives en matière de gouvernance. Ils ont également noté l'importance de la mise en œuvre de politiques relatives à la gouvernance, telles que les stratégies et les plans d'action nationaux relatifs à la biodiversité, et le respect des droits de l'homme consacrés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

À propos d'Inspirer une nouvelle génération, Courant 8, les leaders du courant ont souligné que les nouvelles façons de relever les défis de longue date concernant les AP devraient inclure la promotion du mentorat entre les générations, et le recours aux plateformes en ligne et aux réseaux sociaux pour connecter les populations urbaines à la nature. Ils ont souligné la manière dont la promotion des interactions particulières avec la nature à un âge précoce conduit à des expériences transformatives et engendre une culture de gestion responsable. Ils ont signalé une recommandation visant à organiser un rassemblement de jeunes tous les deux ans pour autonomiser les dirigeants actuels et futurs, et ont présenté la contribution du courant à la Promesse de Sydney: le Pacte des Jeunes, qui décrit des engagements, des principes et des actions.

PARTIE II: Ignace Schops, de la Fédération EUROPARC, et Charlotte Karibuhoye, de la CMAP de l'UICN, ont modéré cette session. Faisant rapport sur la Réponse aux changements climatiques, Courant 2, les leaders du courant ont décrit les principaux messages, y compris la nécessité: que les communautés mènent les efforts d'adaptation pour assurer l'appropriation et la durabilité des initiatives; de renforcer les capacités de gestion des AP; de planifier les objectifs de conservation en tenant compte des changements climatiques; et d'une communication efficace.

Concernant les recommandations, ils ont mentionné, entre autres: un appel à ce que le résultat de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2015, à Paris, reconnaisse pleinement que la biodiversité, les écosystèmes et les AP constituent des facteurs clés de l'adaptation aux changements climatiques; le positionnement des AP comme des solutions aux changements climatiques; l'engagement dans une nouvelle façon de penser la planification et la gestion des AP; et l'établissement de partenariats nouveaux et renforcés pour l'adaptation aux changements climatiques de façon à protéger les paysages terrestres et marins.

Présentant les résultats sur l'Amélioration de la santé et du bien-être, les leaders du Courant 3 ont souligné que la valorisation des parcs et des AP, tout en préservant la biodiversité, constitue une recommandation clé pour améliorer la santé et le bien-être. Ils ont également mentionné: l'acquisition de connaissances et la recherche; l'accès

des communautés autochtones à leurs sites d'importance; l'intégration de la santé préventive dans les processus de planification; le renforcement des compétences de façon à ce que le secteur de la santé et du bien-être bénéficie des possibilités des AP; le renforcement des politiques pour promouvoir le rôle de la nature dans la santé et le bien-être; et l'assurance que chaque enfant ait la possibilité de nouer des liens avec la nature.

Concernant le Soutien à la vie humaine, Courant 4, les leaders du courant ont présenté les conclusions et recommandations, organisées autour de trois thèmes. Les recommandations sur la sécurité alimentaire ont inclus: des solutions locales qui placent les personnes au centre de la gestion; une approche de la conservation fondée sur les droits de l'homme; et la reconnaissance de la contribution des AP à la sécurité alimentaire. Concernant l'eau, le courant a reconnu les AP comme un élément clé dans la prestation de services liés à l'eau. Les résultats relatifs à la réduction des risques de catastrophe étaient centrés sur les actions prioritaires pour favoriser les solutions naturelles, y compris la science, la gestion et la communication.

Concernant le thème transversal du Milieu marin, les leaders du courant ont mis en exergue les travaux préparatoires à l'aide d'un cadre proposant « d'accroître la protection, de renforcer l'implication, et d'augmenter l'investissement », et ont synthétisé les principales recommandations sur: les objectifs et l'efficacité de la gestion des AMP; l'intégration avec le cadre relatif aux changements climatiques pour promouvoir les AP comme une composante de la solution; la création et la gestion d'AMP qui soutiennent les besoins humains, en soulignant l'importance des services écosystémiques; l'intégration des océans dans les ODD; le travail avec les communautés autochtones et locales; et l'utilisation de nouvelles technologies pour « engager, inspirer et gérer ».

Dans la discussion, les panélistes ont examiné: la gestion et la mise en œuvre de zones situées au-delà des eaux territoriales; les exemples de promotion du patrimoine culturel; et les moyens d'améliorer la communication concernant les parcs et les AP, notamment à travers les médias sociaux, l'adoption d'un langage intelligible aux publics cibles, et le financement de la participation de jeunes professionnels à des événements tels que le CMP.

PARTIE III: Lee White, de l'Agence nationale des parcs du Gabon et Mike Wong, de Parcs Canada, ont modéré le débat.

Concernant la Réconciliation des problématiques du développement, Courant 5, les leaders du courant ont souligné que les investissements dans les AP ont été moins reconnus que le développement des infrastructures, et ont souligné la nécessité d'information et de données pertinentes pour les politiques, en particulier sur les PSE, et de mécanismes de financement novateurs pour les AP. Ils ont notamment recommandé: l'intégration des valeurs des AP dans les

approches du développement économique; des approches pour gérer et connecter les paysages terrestres et marins; l'intégration des AP dans les principaux plans sectoriels, dans les objectifs nationaux de développement durable et dans le cadre du programme de développement pour l'après 2015; et l'assurance de garanties sociales et environnementales pour mieux comprendre les coûts et les avantages, et les compromis et les risques associés aux AP.

Les participants au Courant 7 sur le Respect du savoir et de la culture autochtones et traditionnels ont indiqué que même si beaucoup a été accompli depuis le CMP à Durban, les peuples autochtones et les communautés locales ne sont toujours pas des partenaires à part entière dans la gestion des AP. Ils ont recommandé, entre autres: que les droits collectifs des peuples autochtones et des communautés locales sur les terres et les mers et leurs ressources soient reconnus; que la pleine participation des femmes et des jeunes autochtones dans le développement et la gestion des AP soit réalisée; que les AP respectent les droits des peuples autochtones et des communautés locales, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; et que l'UICN développe une nouvelle catégorie d'AP autochtones. Ils ont également recommandé: que la distinction entre les Sites du patrimoine mondial naturel et culturel soit éliminée; que des opportunités d'éducation formelle soient créées pour inclure les compétences culturelles autochtones et des voies d'accréditation pour les gardes-parcs et les pisteurs; et que des mécanismes de financement novateurs soient établis pour soutenir la promotion des économies autochtones.

Concernant le thème transversal du Renforcement des capacités, les leaders du courant ont recommandé: d'intégrer le développement des capacités à tous les niveaux de gestion des AP ainsi qu'aux systèmes nationaux de gouvernance; et de soutenir la vision d'un monde où les institutions et les individus acquièrent des connaissances et des compétences, et mettent en œuvre les meilleures pratiques pour gérer efficacement et régir équitablement tous les types d'AP, y compris les territoires régis par les peuples autochtones et les communautés locales. Le courant a proposé une Feuille de route sur le renforcement des capacités fournissant des orientations pour atteindre les niveaux de développement des capacités nécessaires à une gestion efficace.

Concernant le thème transversal du Nouveau pacte social, les représentants des Premières Nations du Canada et des communautés maories de Nouvelle-Zélande ont demandé une réévaluation honnête des injustices historiques perpétrées au nom de la conservation, et de passer de la fragmentation à l'intégration, tant « à l'intérieur qu'à l'extérieur ».

Au cours des discussions, les participants ont indiqué: que le CMP a permis des dialogues et la mise en réseau; les questions de croissance économique constituaient la « pierre

d'achoppement », et exigent un examen plus approfondi; et que les investissements dans les AP doivent concilier les besoins de l'environnement et des populations.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

PARTIE I: Lors de la plénière de clôture, mercredi matin, la Directrice générale de l'UICN, Julia Marton-Lefèvre, a noté que près de 100 engagements de mesures concrètes avaient été formulés en faveur de la Promesse de Sydney par les gouvernements, les organisations et les individus du monde entier.

Soulignant le rôle que la biodiversité et les AP jouent dans « notre avenir », Hery Rajaonarimampianina, Président de Madagascar, a annoncé que la conservation serait au cœur de la stratégie de développement durable de son pays, et s'est notamment engagé à: tripler le nombre d'AMP à Madagascar; adopter une politique de tolérance zéro sur le commerce illégal de ressources naturelles; et s'assurer que les AP établies dans le cadre des engagements du pays envers la « Vision de Durban » se voient accorder un statut définitif de protection d'ici mai 2015.

Fouad Mohadji, Vice-Président des Comores, s'est engagé à transformer, d'ici 2017, 22 % des terres du pays et 5 % de sa ZEE en AP. Il a exprimé son intention de développer sept nouvelles AP, et de réaliser des progrès sur les projets de Site du patrimoine mondial et de Réserves de biosphère en cours. Se référant à des contraintes de capacité, il a invité les ONG mondiales liées à la conservation et aux AP à soutenir les efforts des Comores, et a envisagé un fonds de fiducie national pour la gestion des AP.

Greg Hunt, Ministre de l'environnement de l'Australie, a présenté des engagements sur trois niveaux. Il a annoncé la nomination de Melissa George, du Comité consultatif autochtone, pour diriger un groupe de travail sur l'élaboration d'un plan national par des gestionnaires autochtones des terres et des mers, et l'engagement de former 1 000 jeunes autochtones australiens comme gardes-parcs. À l'échelle régionale, il a promis de mettre un terme à la déforestation d'ici 2030, et s'est engagé à fournir des « fonds importants » pour l'Initiative du Triangle de corail. Au plan international, il a déclaré que l'Australie soutiendrait les résolutions des Nations Unies visant à mettre un terme au trafic des espèces sauvages et à protéger les océans du monde, et a annoncé que l'Australie et la Chine s'étaient engagées pour une interdiction permanente de l'exploitation minière dans l'Antarctique.

Sergey Donskoy, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement de la Fédération de Russie, a annoncé qu'au cours de la prochaine décennie, son pays créerait 27 réserves fédérales, et élargirait l'étendue de 12 réserves existantes. Il a également déclaré que son pays augmenterait la superficie totale des aires protégées dans le cadre du système



G-D: Beth Foster, Vice-Présidente des Communications de la Société National Geographic; Thomas Friedmann, du journal The New York Times; Adrian Steirn, photographe de la faune, gagnant de prix; et Jeff Koinange, animateur de talk-show, du réseau de télévision du Kenya

de protection fédéral de 22 % et celle des AMP à 17 millions d'hectares, et protégerait les habitats critiques des principales espèces menacées. Il a en outre annoncé la volonté de la Fédération de Russie d'accueillir le septième CMP en 2024.

Barbara Thomson, Ministre adjointe aux affaires environnementales de l'Afrique du Sud, a déclaré que d'ici 2024, son pays créerait au moins 60 000 nouveaux emplois durables et dédierait deux millions d'hectares de terres additionnelles à la conservation, et soutiendrait plus d'un million de personnes frappées par la pauvreté. Elle a annoncé l'engagement de l'Afrique du Sud à tripler la protection des océans par la création d'un réseau d'AMP dans sa ZEE, et de soutenir la création d'un réseau régional d'AMP.

Xavier Sticker, Ambassadeur à l'environnement, de la France, a annoncé des engagements à: soutenir les efforts de ses partenaires du Sud dans la conservation des AP avec 160 millions USD par an; mobiliser les forces nécessaires pour établir, d'ici la fin 2015, un instrument international pour la protection des océans; et chercher à positionner les AP comme partie intégrante de la solution aux changements climatiques dans le cadre de la présidence de la France à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015. Il a également annoncé la promesse de protéger 35 000 hectares de mangroves d'ici la fin de 2015.

Les déclarations ont été suivies par une performance musicale exécutée par Rako Pasefika, un groupe d'artistes des Fidji.

Penelope Figgis, Directrice du Comité national australien de l'UICN, a présenté un résumé des messages clés de chaque courant et thème transversal du CMP 2014. Ils sont inclus dans la synthèse de la Promesse de Sydney ci-dessous.

PARTIE II: Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, a présenté le panel et a modéré les discussions portant sur le thème « Des solutions sources d'inspiration: communiquer le message et les récits des aires protégées ». Beth Foster, Vice-Présidente des Communications de la Société National Geographic, a fait remarquer que les « récits sont des moyens de montrer aux gens ce qui compte pour eux ». Elle a déclaré qu'en 2016, son organisation se centrera davantage sur les histoires individuelles, en ajoutant que « nous ne voulons pas être une organisation qui documente la disparition des ressources naturelles du monde », mais une organisation qui

raconte les réussites de personnes actives dans la conservation de la nature. Elle a ajouté que la narration est personnelle, et doit être pertinente pour les individus composant chaque public.

Thomas Friedman, journaliste et auteur, du New York Times, a déclaré que la détérioration de la santé environnementale va affecter la sécurité nationale plus que tout autre facteur de conflits. À titre d'exemple, il a indiqué que la révolution syrienne en 2010 a été précédée par une sécheresse de quatre ans qui a provoqué la migration vers la ville de paysans mécontents et désespérés, qui se sont facilement joints à la révolution quand l'occasion s'est présentée. Il a souligné que les histoires diffusent des messages plus rapidement et plus loin parce que les gens se réfèrent aux récits, et que les livres les plus vendus dans l'histoire du monde sont ceux qui racontent les récits de personnes.

Adrian Steirn, photographe de la faune, a suggéré qu'un « récit représente tout ». Grâce à une série de photos, il a montré comment la narration peut modifier les points de vue des populations concernant un sujet, permettant la sensibilisation et obligeant les gens à se soucier davantage d'une question. Notant que la conservation à elle seule n'est plus suffisamment convaincante, il a souligné la possibilité de changer le paradigme de la société par un message d'auto-préservation et de traduire cette sensibilisation en action. Il a indiqué que dans 100 ans, les générations futures seront aussi choquées par notre destruction de la nature que nous le sommes aujourd'hui par les bûchers de sorcières d'il y a 500 ans.

Jeff Koinange, animateur de talk show, du réseau de télévision du Kenya, a déclaré que « tout se résume aux individus » et à ce qu'ils sont prêts à accomplir après un congrès de cette nature. Il a félicité le CMP 2014 pour avoir impliqué la jeunesse en notant qu'il y a 10 ou 20 ans, le message adressé aux jeunes, était qu'ils devraient attendre leur temps pour pouvoir s'impliquer. Il a invité les participants à partager leurs histoires par des actions et campagnes de restauration à petite échelle plutôt que d'attendre l'action des gouvernements.

PARTIE III: La plénière a observé une minute de silence à la mémoire des gardes-parcs qui ont sacrifié leur vie sur la ligne de front de la lutte anti-braconnage, et en mémoire de deux collègues de l'UICN: l'ancien Directeur général de l'UICN, Kenton Miller; et le premier Directeur général de l'UICN, Gerardo Budowski.



G-D: Sean Willmore, de l'organisation Thin Green Line; Jean Pierre Jobogo Mirindi, du Parc national des Virunga, de la République Démocratique du Congo (RDC); Tiwonge Mzumara-Gawa, des Musées du Malawi; Max Jenes, de la Fondation PAMS, de la Tanzanie; Luigi Eybrecht, du Parc marin Bonaire; Bill Jackson, de Parcs Victoria; Natasha Miller, de l'organisation The Nature Conservancy; Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN; et Ernesto Enkerlin Hoeflich, de la CMAP de l'UICN

Bill Jackson, Directeur général des Parcs Victoria, a présenté des remarques d'ouverture et a fait l'éloge des hommes et des femmes qui mettent leur vie en danger pour la préservation de la nature. Jackson a raconté l'histoire d'un garde-parc du Gabon qui a récemment perdu trois amis aux mains des braconniers, et qui pleurait alors qu'il déclarait « J'ai trouvé ma famille » parmi les gardes-parcs présents au CMP 2014.

À travers une vidéo, Jane Goodall, de l'Institut Jane Goodall, a applaudi les gardes-parcs du monde entier qui, avec peu de matériel et en temps de conflit, alors qu'ils ne perçoivent pas nécessairement de salaire, continue à protéger les aires de conservation. Elle a fait l'éloge de leur courage face aux dangers et aux difficultés, et a exprimé sa sympathie aux familles endeuillées de gardes-parcs tués dans l'exercice de leurs fonctions. Elle a appelé tous les participants au CMP à penser à des façons de soutenir les gardes-parcs et leurs familles.

Goodall a annoncé que Luigi Eybrecht, garde-parc du Parc national marin de Bonaire, est le premier lauréat du Prix Jane Goodall, en notant qu'il a surmonté de nombreux défis, y compris l'itinérance, pour assurer l'enseignement des merveilles du monde naturel aux jeunes.

Jackson Willmore a annoncé que Maximilian Jenés, coordonnateur du projet Ruvuma Elephant, de Pams Tanzanie, est l'un des deux lauréats du Prix international des jeunes conservateurs, soutenu par les Parcs Victoria, en reconnaissance pour son travail de formation de gardes-parcs et pour ses activités communautaires anti-braconnage pour protéger les éléphants, qui ont entraîné de nombreuses arrestations et la saisie d'armes à feu. Le Co-Président du CMP, Ernesto Enkerlin Hoeflich, a présenté l'autre lauréate, Tiwonge Mzumara-Gawa, du Malawi, reconnue pour ses recherches ornithologiques sur les espèces de préoccupation écologique et pour inspirer les communautés locales à s'engager dans le bénévolat, en notant qu'il est rare qu'une femme travaille dans la conservation au Malawi.

Sean Willmore, Directeur de la Fondation Thin Green Line, a présenté le Prix de la Fédération internationale des gardes-parcs récompensant l'accomplissement de toute une vie à Jean Pierre Jobogo Mirindi, de la RDC, pour son travail dans la protection des populations de gorilles dans la région frontalière entre la RDC et le Rwanda, y compris en temps de conflit.

Natasha Miller, de Global Conservation Initiatives et fille de Kenton R. Miller, a remis le prix du même nom récompensant les approches novatrices en matière de conservation. Elle a décerné le prix à Sukianto Lusli, Agus Budi Utomo et Yusup Cahyadin, de l'Indonésie, pour leurs défense et leadership dans la protection des forêts de basse altitude, activité qui a entraîné un changement dans la politique nationale pour permettre la gestion communautaire d'environ un demi-million d'hectares de forêt de production à Sumatra, accordée sur un bail de 95 ans.

Enkerlin-Hoeflich a présenté le Prix Fred M. Packard du mérite international pour les parcs à sept lauréats pour leur leadership dans le domaine de la conservation, à savoir: les gardes-parcs du Parc national des Virunga, en RDC; Grazia Borrini-Feyerabend, du Programme de l'UICN sur les politiques sociales; Alan Latourelle, de Parcs Canada; Cláudio C. Maretti, de la Commission mondiale de l'UICN sur les AP; Harvey Locke, écologiste canadien; Peter Cochrane, de Parks Australia; et Widodo Sukohadi Ramono, du Parc national de Ujung Kulon de l'Indonésie.

Sally Barnes, de Parks Australia, Trevor Sandwith, du Programme mondial de l'UICN sur les aires protégées, et Michael Wright, du Service des parcs nationaux et de la vie

sauvage de la Nouvelle-Galles-du-Sud, ont présenté la vision de la Promesse de Sydney, qui souligne que les menaces qui pèsent sur la biodiversité et les AP ont atteint leur maximum en raison des modes de consommation de l'homme, de la croissance démographique et de l'activité industrielle.

Concernant la promesse d'insuffler un dynamisme, ils ont souligné, entre autres: la multiplication de la protection de paysages terrestres et marins représentatifs; la promotion de la diversité et de la qualité des systèmes de gouvernance et de gestion; la reconnaissance des zones conservées par les peuples autochtones et les communautés locales; l'élimination du commerce illégal d'espèces sauvages; et la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Concernant la promesse d'inspirer la nouvelle génération, ils ont souligné, entre autres: l'engagement d'une nouvelle génération de communautés urbaines et rurales dans les AP; le fait que les AP sont des investissements essentiels à la durabilité future; la reconnaissance des droits et responsabilités collectifs des peuples autochtones et des communautés locales à la terre, aux ressources naturelles, et à la culture; et la recherche d'une réparation des injustices passées et en cours.

Concernant la promesse d'investir dans les solutions inspirées de la nature, ils ont souligné, entre autres: les politiques publiques, les incitations, les outils, et les garanties pour mettre fin à la perte de la biodiversité; les services permettant de réagir aux changements climatiques, réduire les effets des catastrophes, et améliorer la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau; et la promotion d'une augmentation des incitations et des financements directs. Ils ont conclu en encourageant les partenariats favorisant des économies durables qui respectent les limites planétaires et la justice sociale.

Le Président de l'UICN Zhang Xinsheng a clos la plénière en déclarant que la Promesse de Sydney a été le résultat de délibérations riches et restera un document dynamique. Il a noté que l'UICN veillera, d'une façon amicale mais ferme, à la mise en œuvre des engagements pris par les pays, et a invité les participants à mettre en valeur, lors du Congrès mondial de l'UICN à Hawaii en 2016, les actions réalisées relatives à la Promesse de Sydney.

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

La Directrice générale de l'UICN, Julia Marton-Lefèvre, s'est dite reconnaissante des années passées à la tête de l'UICN, et a promis de maintenir l'esprit de la mission de l'UICN dans son cœur, son esprit et ses actions. Elle a noté que son engagement personnel consiste à lutter pour un monde plus équitable, dans lequel la valeur de la nature est entièrement comprise et appréciée.

Le Co-Président du CMP, Ernesto Enkerlin Hoeflich, a déclaré que la fin du CMP 2014 « constitue le début de la Promesse de Sydney ». Il a noté l'importance de la CDB en tant que partenaire dans le plan de travail sur les AP à la suite du CMP de Durban, et a exhorté les participants à « aller au-delà » de leurs plans et à viser l'atteinte des ODD.

Greg Hunt, Ministre de l'environnement de l'Australie, a remercié tous les participants d'avoir fait du CMP un succès. Rob Stokes, Ministre de l'environnement et du patrimoine de la Nouvelle-Galles-du-Sud, de l'Australie, a appelé à « la



Jessica Watson, marin australienne et Défenseure du CMP 2014

connexion sociale de nos parcs et de nos communautés », afin d'inclure ceux qui ont été exclus en raison d'un handicap, de la pauvreté et d'un manque d'information, soulignant la nécessité de « remodeler le discours de la conservation ».

Agus Budi Utomo a présenté un exposé, au nom de deux autres co-lauréats du Prix Miller Kenton, Sukianto Lusli et Yusup Cahyadin, de Burung, en Indonésie, mis à l'honneur pour la mise en œuvre d'approches novatrices de la conservation des forêts en Indonésie. Il a indiqué que la forêt tropicale Harapan sur l'île de Sumatra est la première et seule concession dédiée à la restauration en Indonésie, ayant pour but de rétablir les services de l'écosystème, et a noté que leur travail a conduit à une législation nationale visant à soutenir le développement de concessions non forestières.

Jeffery Lee, du clan Djok et propriétaire traditionnel, a été honoré pour ses 30 années de lutte visant à s'assurer que son territoire traditionnel Koongarra soit protégé contre l'exploitation de l'uranium. Il a remercié l'UNESCO d'avoir modifié les frontières du Parc national et Site du patrimoine mondial de Kakadu pour intégrer cette terre. Il a indiqué que les coutumes, la nature et les traditions de son peuple sont maintenant préservées et que les peintures rupestres présentes dans l'AP continueront à raconter l'histoire de ses ancêtres.

Duane Fraser, propriétaire autochtone et membre du Programme de participation traditionnel, a remercié l'UNESCO pour la reconnaissance du récif de la Grande barrière en tant que Site du patrimoine mondial, et a demandé la reconnaissance qu'une gestion collaborative à long terme impliquant le gouvernement, les propriétaires traditionnels, et d'autres organismes est nécessaire. Il a également instamment demandé la reconnaissance de l'authenticité des pratiques traditionnelles de gestion et la protection de l'intégrité culturelle et naturelle du récif de la Grande barrière. Il a plaidé pour que les propriétaires traditionnels soient autorisés à conduire une gestion efficace des paysages et pour l'interruption de tout développement à grande échelle et de toute activité industrielle extractive qui menacent les ressources naturelles.

Jessica Watson, marin australienne et défenseuse du CMP 2014, a mené la dernière partie de la cérémonie de clôture.

Daniela Benavides, Fondatrice de conCIENCIA, a expliqué comment son ONG a impliqué plus de 100 personnes en tirant parti de la puissance de la technologie, en déclarant que, « les jeunes génèrent une quantité incalculable d'énergie ».

Les participants ont assisté à deux spectacles de musique, notamment présenté par Ta'Kaiya Blaney et Corrina Kelling, et ont visionné une vidéo préparée pendant le Congrès montrant les engagements de la jeunesse à l'action, qui s'est terminée par l'appel suivant: « Nous nous engageons à devenir les leaders de demain. À quoi vous engagez-vous ? ».

Marton-Lefèvre a remercié les gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Galles-du-Sud, les Parrains, les Défenseurs et les Comités directeurs du CMP 2014, les leaders des courants et des thèmes transversaux, les partenaires du Congrès, la CMAP de l'UICN, l'UICN et le personnel et les volontaires australiens, et la population australienne, en particulier les peuples autochtones et les jeunes, d'avoir fait du Congrès un succès. Elle a clos le CMP 2014 de l'UICN à 13h44.

« Le futur qui nous attend: comment les parcs peuvent aider à construire un futur plus résilient », a été modéré par Jeff Horowitz, Fondateur de l'organisation Avoided Deforestation Partners. Précisant sa définition de la résilience comme « une occasion de créer un monde meilleur », Horowitz a expliqué que la nécessité de chaînes d'approvisionnement résilientes a conduit les grandes entreprises mondiales à prendre un engagement au Sommet sur le climat 2014 pour mettre fin à la déforestation mondiale d'ici 2030.

Le Président de l'UICN, Zhang Xinsheng, a défini la résilience comme la préparation à l'incertitude dans un monde qui devient de plus en plus petit, plus uniforme, plus chaud et plus peuplé. Paula Caballero, Directrice principale du pôle Environnement et ressources naturelles des Pratiques mondiales de la Banque mondiale, a souligné la nécessité de garder à l'esprit la relation symbiotique entre les changements climatiques et les êtres humains. Elle a également souligné le rôle des maires et des responsables municipaux dans les efforts pour établir cette connexion.

Répondant à la demande de partager des expériences personnelles dans la reconnaissance du lien entre la protection de l'environnement et les changements climatiques, Tommy Remengesau Jr., Président des Palaos, a expliqué comment le blanchissement du corail dans son pays, et la prise de conscience que la nature peut être résiliente s'il lui est permis de se régénérer, a conduit à la désignation des récifs coralliens des Palaos comme AMP.

Discutant de la façon dont les changements environnementaux ont forcé le changement sociétal, Remengesau a indiqué que le mode de vie de son pays est menacé, et a noté qu'en raison de l'élévation du niveau de la mer, certaines îles achètent actuellement des terres en Nouvelle-Zélande pour relocaliser leurs populations. Margareta Wahlström, Secrétaire générale du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR), a exprimé sa préoccupation quant à l'impact de l'augmentation des taux d'urbanisation à l'échelle mondiale sur les AP, « si la nature demeure un produit exotique ». Caballero a suggéré qu'un « point positif » réside dans les récits de résilience, en tant que résultat de l'interdépendance entre la nature et l'homme, et a appelé la « Promesse de Sydney » à inclure des messages sur la façon dont la nature a contribué à protéger les êtres humains.

Concernant le rôle des jeunes dans le renforcement de la résilience, Sally Jewell, Secrétaire de l'intérieur des États-Unis, a présenté des exemples de jeunes habitants des milieux urbains reconstruisant le paysage dans le sillage de l'ouragan Sandy, et de jeunes « horticulteurs citoyens » rétablissant les habitats naturels en réintroduisant des plants d'armoise suite aux incendies de forêt dans l'Idaho, aux États-Unis.

Exprimant leurs points de vue sur la récente annonce des États-Unis et de la Chine de réduire leurs GES, Jewell et Zhang se sont dits fiers de l'esprit de collaboration des deux pays et ont affirmé que les objectifs seraient réalisables. Jewell a décrit l'accord comme un « grand pas en avant », et Zhang a indiqué qu'il ouvrirait la voie aux prochaines conférences des Nations Unies sur les changements climatiques à Lima et à Paris.

Répondant à une question reçue via Twitter sur l'autonomisation des femmes pour renforcer la résilience, Wahlström a expliqué qu'un grand nombre de groupes de femmes qu'elle a rencontrés ont exprimé le désir d'être considérés comme des acteurs de la communauté, et elle a lancé un appel à « faire nôtre la mission de rendre visible le travail effectué par les femmes ».

DIALOGUES AVEC LES LEADERS MONDIAUX

Le futur qui nous attend – Comment les parcs peuvent aider à construire un futur plus résilient: Jeudi soir, le premier Dialogue avec les leaders du monde, portant sur



G-D: Jo Confino, Directeur exécutif du journal The Guardian; Mark Burrows, Vice-Président du Crédit Suisse; Guillermo Zúñiga, ancien Ministre des finances du Costa Rica; Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE; Naoko Ishii, Présidente et Directrice générale du FEM; Simon Birmingham, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'environnement de l'Australie; Inger Andersen, Directrice générale désignée de l'UICN; et Jochen Zeitz, Fondateur de la Fondation Zeitz et Co-Fondateur de B Team

L'argent, ça compte! La valeur des parcs: Ce dialogue s'est tenu vendredi soir. La séance a débuté par une vidéo du Conseil mondial des entreprises sur le développement durable expliquant que les ressources naturelles doivent être prises en considération dans les bilans des entreprises. Le modérateur Jo Confino, Directeur exécutif du journal The Guardian, a invité les panélistes à présenter leurs commentaires.

Inge Andersen, Directrice générale désignée de l'UICN, a déclaré qu'en dépit des progrès du mouvement de la conservation dans le monde entier, les investissements financiers sont encore insuffisants pour stopper la dégradation de l'environnement.

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a déclaré qu'il était en désaccord avec l'opinion prévalant dans la communauté de la conservation que l'évaluation financière amoindrit la valeur spirituelle de la nature.

Naoko Ishii, Présidente et Directrice générale du FEM, a noté qu'une approche fragmentée par projet pour aborder les défis environnementaux s'avère coûteuse, et a demandé une approche systémique de la gestion des parcs et des AP au niveau national.

Jochen Zeitz, de la Fondation Zeitz et de B Team, a souligné l'importance d'inclure les entreprises dans le dialogue, estimant que les 3 000 entreprises les plus importantes au monde sont responsables du tiers des impacts négatifs sur l'environnement. Il a demandé des outils et des incitations qui permettraient aux entreprises de choisir des voies plus durables, y compris l'inclusion des effets sur l'environnement relatifs aux matières premières, comme le caoutchouc, le cuir et le coton, auxquels, a-t-il indiqué, un prix bien moindre est attribué par rapport à leurs alternatives synthétiques.

Mark Burrows, Vice-Président du Crédit Suisse, a déclaré qu'une recherche entreprise conjointement par son entreprise et le WWF a indiqué qu'il existe une demande pour des instruments financiers permettant d'investir dans l'environnement. Il a recommandé la mobilisation des fonds de pension et d'autres fonds avec une vision à long terme de l'investissement, en comparant le potentiel actuel des investissements verts avec la croissance initiale de la Silicon Valley, qui, a-t-il indiqué, a commencé à prospérer lorsque les règles régissant les fonds de pension ont permis l'investissement dans les technologies de l'information.

Simon Birmingham, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'environnement de l'Australie, a exprimé sa fierté concernant l'approche de la gestion des ressources en eau de son pays, par laquelle « un modèle durable de prélèvement d'eau est attribué aux usages qui présentent le plus de valeur ». Il a appelé à une

plus grande implication du secteur privé dans la gestion des parcs, et à une tarification appropriée des produits bruts à la source.

Guillermo Zúñiga, ancien Ministre des finances du Costa Rica, a mis en garde contre le fait de considérer l'environnement comme « une boîte noire séparée du développement ». Il a souligné l'Initiative sur le financement de la biodiversité du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et a déclaré que la recherche montre que de nombreuses entreprises sont prêtes à investir dans les objectifs environnementaux, tels que la gestion des déchets, une meilleure utilisation des ressources en eau et la gestion des AP.

Dans la perspective du prochain Congrès mondial des parcs dans 10 ans, les panélistes ont dit espérer un monde qui fait un plus grand usage de la technologie, dépense moins à des fins militaires, et dans lequel le capital naturel est la clé de la croissance verte. Steiner a conclu que les commentaires des panélistes ont indiqué qu'une telle vision est « parfaitement réalisable, et parfaitement finançable », et a noté que la même logique consistant à accorder un prix à la matière première pour tenir compte des effets sur l'environnement requerrait également la monétisation de carbone.

Battez-vous pour vos droits – les parcs et l'équité sociale: Le dialogue, qui s'est tenu samedi soir, a commencé par un poème sur les droits de la personne et l'importance de l'identité culturelle par la poète hawaïenne, Jamaica Osorio.

La facilitatrice Patsy Doerr, de Thomson Reuters, a souligné que son entreprise a augmenté sa reconnaissance des nouvelles possibilités de combiner la responsabilité des entreprises, la diversité et la durabilité. Les panélistes ont discuté, entre autres: du rôle de l'éducation et de la sensibilisation pour améliorer les droits des communautés; des facteurs qui ont conduit à la marginalisation des droits des communautés aux ressources naturelles; et le rôle des entreprises opérant sur des terres communautaires dans la marginalisation et l'exclusion des communautés.

Ricardo Rozzi, du Programme de conservation bio-culturelle subantarctique, a souligné une diminution de la valeur des langues et des traditions autochtones au cours de la période de dictature au Chili. Il a souligné que le respect des droits des communautés à leurs patrimoines naturel et culturel dépend de la capacité des gouvernements et d'autres acteurs à surveiller et sanctionner les entreprises qui excluent les communautés et qui sont impliquées dans l'accapement des terres, la pollution et d'autres activités destructrices.



G-D: Patsy Doerr, Chef de la diversité et de l'inclusion et de la responsabilité d'entreprise, de Thomson Reuters; Myrna Cunningham Kain, ex-Présidente de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones; Luvuyo Mandela, Conseiller principal, Tyathumzi Advisory; Lucky Sherpa, Présidente de Green Forum du Népal; Ricardo Rozzi, du Programme de conservation bio-culturelle subantarctique, de l'Université du Nord du Texas; et Sally Ranney, Présidente et Co-Fondatrice de l'Institut américain des énergies renouvelables

Sally Ranney, de l'Institut américain des énergies renouvelables, a fait remarquer que l'exclusion des Amérindiens de leurs territoires et l'éducation formelle imposée les ont privés de leurs droits. Elle a souligné que le respect de ces droits par rapport aux parcs et aux AP actuels est compromis parce que leur gouvernance a été « achetée par des compagnies » qui contrôlent également la politique dans de nombreux pays.

Luvuyo Mandela, de Tyathumzi Advisory, a déclaré que les sociétés rurales d'Afrique du Sud ont appris que « tout ce qui est à l'extérieur des villes ne vaut pas la peine », ce qui a entraîné un exode rural et a compromis les emplois dans la conservation de la nature. Il a ajouté que les jeunes ne considèrent pas les emplois de garde-parc comme des « vraies carrières ». Mandela a déclaré que les sociétés opérant sur des terres communautaires considèrent souvent les communautés comme des sources de main-d'œuvre bon marché, en ajoutant que ceci les appauvrit davantage. Il a noté que les communautés devraient être habilitées à négocier de meilleurs contrats, et a appelé à un changement de paradigme dans la façon dont les communautés locales participent à la prise de décision.

Myrna Cunningham Kain, ex-Présidente de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, a souligné que la pauvreté n'est pas une condition naturelle des communautés autochtones, mais un état causé par la perte de leurs ressources. Kain a souligné que dans la structure actuelle, l'expansion des AP marginalisera davantage les communautés. Soutenant l'appel de Mandela à un changement de paradigme, elle a appelé le CMP à promouvoir des mécanismes de participation des communautés dans la gouvernance et la gestion des ressources naturelles.

Lucky Sherpa, de Green Forum, du Népal, a déclaré que même si les entreprises ont commencé à reconnaître les droits des communautés aux ressources naturelles et culturelles, la compréhension des enjeux leur fait toujours défaut, ajoutant que les communautés doivent également connaître leurs droits.

Pensez-y! Nourrir neuf milliards de personnes en respectant les limites de notre planète: Le dialogue, qui a eu lieu dimanche après-midi, s'est ouvert avec une salutation traditionnelle et une déclaration par Reza Saleh, de la Confédération tribale Abdhlasan, de l'Iran et le Centre Ghanimat Azhdari pour le développement durable et l'environnement, de l'Iran, s'exprimant au nom des populations autochtones et nomades. Ils ont appelé le Congrès à soutenir le droit des communautés à gérer leurs propres terres et ressources, à s'adapter aux défis naturels, et à parvenir à la sécurité alimentaire.

La facilitatrice Randa Fouad, Présidente du Forum des médias arabes pour l'environnement et le développement, a indiqué que le modèle actuel basé sur la consommation des

pays développés, qui comprend un régime à base de viande et de produits laitiers, est ce qui a fait payer le plus lourd tribut aux ressources de la terre depuis des siècles, et qu'il ne peut plus être soutenu.

Jason Clay, Vice-Président, du secteur Transformation du marché, du WWF États-Unis, a présenté un aperçu de l'état de la production alimentaire dans le monde, et a déclaré que le défi immédiat au cours des 40 prochaines années est de fournir autant de nourriture que pendant les derniers 8 000 ans, sans recourir à davantage de ressources. Il a instamment demandé une augmentation de la productivité et de l'efficacité et une réduction des déchets de façon à éliminer les effets de deux milliards de personnes qui consomment plus qu'ils ne le devraient.

Sylvia Earle, de la société National Geographic, et Marraine du CMP 2014, a averti que depuis le milieu du 20^e siècle, 90 % des espèces de poissons ont disparu, et a indiqué que les humains ont tendance à sur-pêcher les espèces océaniques occupant le sommet de la chaîne alimentaire, qui comprend également des espèces de poissons ayant de longs cycles de reproduction, ce qui réduit leur capacité de reproduction.

Concernant le rôle des AP dans la sécurisation de la production alimentaire, Thomas Lovejoy, de la Fondation des Nations Unies et de l'Université George Mason, a souligné que les AP ne devraient pas être considérées uniquement comme source de ressources, mais qu'elles devraient également être reconnues pour les services écosystémiques essentiels qu'elles fournissent.

Guillermo Castilleja, Chef de programme, de l'organisation Environmental Conservation, et de la Fondation Gordon et Betty Moore, a noté que l'augmentation significative des AP au cours des 50 dernières années semble avoir freiné, et a averti que de nombreuses aires sont actuellement déclassées. En ce qui concerne une question sur la difficulté de trouver un équilibre entre la conservation et le développement, il a souligné la nécessité de trouver des solutions rapidement, et de les appliquer à grande échelle et « de concert », tout en tenant également compte des compromis.

Monique Barbut, Secrétaire exécutive de la CLD, a indiqué qu'au cours des 40 dernières années, l'apport calorique quotidien de plus d'un tiers de la population mondiale a augmenté de 200 calories par jour et que la production alimentaire a doublé quatre fois. Présentant les statistiques concernant le gaspillage mondial d'eau et d'aliments, elle a souligné l'importance d'accroître la productivité et la restauration des terres dégradées, et a indiqué que la réhabilitation de cinq millions d'hectares de terres sera suffisante pour nourrir le monde en 2050.

Alcinda Abreu, Ministre de la coordination des affaires environnementales du Mozambique, a souligné la nécessité d'institutionnaliser le droit humain à une alimentation et à

une nutrition adéquates et d'intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les programmes de réduction de la pauvreté. Elle a déploré les nombreuses pratiques culturelles en Afrique qui conduisent à de mauvaises habitudes alimentaires, et a exhorté la participation communautaire et la sensibilisation des communautés, en visant en particulier les femmes qui, a-t-elle indiqué, sont la clé de l'évolution des habitudes.

Suseno Sukoyono, Directeur général de l'Agence de développement et de la formation des ressources humaines du Ministère des affaires maritimes et de la pêche de l'Indonésie, a souligné l'importance du renforcement des capacités et de l'engagement avec les communautés locales dans les initiatives environnementales de son pays, y compris la formation de plus de 2 000 gardes-parcs et l'imposition d'un moratoire sur les navires de pêche.

La santé, naturellement – Gérer des parcs sains pour des populations en bonne santé: Cette session de dialogue s'est tenue dimanche soir. Modérant la session, Nik Sekhran, du PNUD, a noté que l'Organisation mondiale de la Santé estime que 23 à 25 % de la charge mondiale de morbidité pourrait être évitée grâce à une meilleure gestion de l'environnement.

Julia Duncan Cassell, Ministre du genre et du développement du Libéria, a prononcé une allocution vidéo, dans laquelle elle a souligné les liens entre l'environnement, le développement et la santé. Se référant à l'épidémie d'Ebola, elle a souligné que cette crise de santé mondiale et humanitaire requiert une action collective.

Concernant les liens entre la perturbation écologique et l'augmentation de l'incidence des maladies et des populations de vecteurs, Jonathan Patz, de l'Université de Wisconsin-Madison, a présenté des exemples, incluant la façon dont les changements climatiques affectent la propagation du paludisme, et des études montrant comment la conservation de forêts intactes augmente la diversité biologique et réduit l'incidence de la maladie de Lyme. Il a déclaré que « les biologistes de la conservation peuvent sauver plus de vies et prévenir plus de maladies que le secteur de la santé ».

Au sujet de la façon dont les AP peuvent fournir des solutions en matière de santé, Bill Jackson, de Parks Victoria, a déploré que la tendance croissante des populations urbanisées s'isolant de la nature s'accompagne d'une croissance des maladies liées au mode de vie, y compris certains cancers, le diabète, les lésions articulaires, les maladies mentales et le stress. Il a mis en exergue le développement de partenariats entre les parcs et le secteur de la santé, en soulignant le programme Actif dans les parcs et le Programme « Prescriptions vertes », par lequel les médecins prescrivent aux patients des visites d'AP pour traiter certaines maladies

chroniques et pour des soins de rétablissement. Frank Hugelmeyer, de l'Association Outdoor Industry, des États-Unis, a noté le nombre croissant de recherches soutenant la création de parcs dans les zones urbaines. Concernant l'économie du secteur de la santé, il a souligné que la proximité d'infrastructures de parcs a entraîné une réduction du coût des soins de santé chez les personnes actives, expliquant qu'à Los Angeles, 32 % des adolescents sont moins susceptibles de prendre de l'embonpoint s'ils vivent à moins de 10 minutes à pied d'un parc.

Concernant les liens entre la conservation, la santé publique et le développement, Fouad Mohadji, Vice-Président des Comores a souligné le rôle des AMP dans l'amélioration de la sécurité alimentaire, la multiplication des services environnementaux, et comme outils pour réduire l'incidence de maladies non transmissibles. Mettant l'accent sur les services écosystémiques, il a noté l'importance des liens entre les AMP et les zones terrestres. Christopher Golden, de la Société mondiale de conservation, a plaidé pour recadrer les récits politiques afin de tenir compte des avantages partagés entre les secteurs. Il a noté que la malnutrition est le principal facteur de risque de mortalité et est débilitante du point de vue du développement. Il a appelé à la promotion des AMP comme un outil pour la gestion durable de la santé.

Au sujet des parcs et des villes, les participants ont indiqué qu'il est nécessaire que les praticiens de la santé et de l'environnement développent des arguments politiques en faveur des espaces verts, et qu'ils communiquent mieux que l'investissement dans la prévention de la santé s'appuyant sur la nature produit des bénéfices partagés pour les AP et les populations. Guillermo Penalosa, de 8-80 Cities, a déclaré qu'une pour les 30 prochaines années pour construire des villes saines conçues de manière appropriée. Hugelmeyer a souligné les avantages économiques des parcs, en notant que les consommateurs dépensent 646 milliards USD par an pour les loisirs aux États-Unis, et que 6,1 millions d'emplois sont liés à l'industrie du plein air, générant 80 milliards USD en taxes du gouvernement fédéral, des États, et des localités.

La nature du crime – l'étude et l'impact du commerce illégal d'espèces sauvages: L'événement, qui s'est tenu lundi soir, a été modéré par Paul Rose, Vice-Président de la Société royale de géographie, qui a décrit les crimes contre les espèces sauvages comme « une bataille sur tous les fronts ».



G-D: Fouad Mohadji, Vice-Président, des Comores; Christopher Golden, Directeur du département Santé et écosystèmes - Analyse des liens, de la Société mondiale de conservation; Gil Penalosa, Directeur exécutif de 8-80 Cities; Jonathan Patz, Directeur de l'Institut de Santé mondiale de l'Université du Wisconsin-Madison; Bill Jackson, Directeur général des Parcs Victoria; et Frank Hugelmeyer, Président et Directeur général de l'Association Outdoor Industry des États-Unis

Notant la dimension internationale du crime organisé entourant les espèces sauvages, et soulignant qu'il n'y a « pas de solution miracle », le Directeur général du WWF, Marco Lambertini, a décrit, comme solutions, l'arrêt de l'achat, du trafic et du braconnage.

Lee White, Directeur du Service des parcs nationaux du Gabon, a décrit comment le passage du braconnage aux groupes criminels organisés a transformé la criminalité envers les espèces sauvages en une question de politique nationale prioritaire, en raison des impacts économiques et liés à la sécurité.

Greg Hunt, Ministre de l'environnement de l'Australie, a décrit les mesures de son pays pour enrayer le braconnage au niveau national, et pour soutenir les efforts internationaux, y compris par la surveillance par satellite.

Edna Molewa, Ministre de l'environnement de l'Afrique du Sud, a souligné l'importance que les communautés considèrent « qu'un animal a plus de valeur vivant que mort », et a souligné l'importance des stratégies intégrées qui combinent la répression et l'engagement communautaire.

Mary Rice, Chef de l'Agence de recherche sur l'environnement, a souligné la nécessité d'une coopération entre les ministères et les agences qui soit fondée sur une compréhension commune que la criminalité envers la faune est un problème national.

Sean Willmore, Président de la Fédération internationale des gardes-parcs, a appelé à une formation adéquate et à la fourniture d'équipements pour les gardes-parcs, et a souligné la nécessité de protéger les gardes-parcs et d'accroître leur respect de soi, y compris en tant que stratégie de lutte contre la corruption.

Concernant la lutte contre la corruption, Widodo Ramono, Directeur exécutif de la Fondation Rhino of Indonesia, a suggéré de travailler avec les communautés locales, et d'utiliser la presse comme moyen de communiquer au sujet des poursuites à l'encontre des malfaiteurs s'attaquant aux espèces sauvages.

John Scanlon, Secrétaire général de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), a souligné la nécessité d'appliquer des techniques et des technologies similaires à celles qui sont utilisées pour lutter contre d'autres

formes de criminalité, telles que la méthode de « livraison surveillée » et l'utilisation des outils modernes de la criminalistique.

Rosie Cooney, Présidente du Groupe de spécialistes de l'UICN sur l'utilisation durable et les moyens de subsistance, a mis en exergue l'évolution des droits des peuples autochtones et le rôle des communautés locales dans la protection et la gestion responsable des ressources naturelles. Concernant le commerce légal, elle a noté que « le marché noir saigne l'Afrique de son ivoire » pour satisfaire la demande stimulée par les marchés nationaux réglementés.

Nadya Hutagalung, Co-fondatrice de l'organisation Let Elephants Be Elephants, et Lambertini ont souligné la nécessité de messages ciblés, notamment destinés aux « personnes non converties » et aux auditoires de consommateurs spécifiques, et d'un travail sur l'acceptabilité sociale.

Concernant les commentaires sur la « Promesse de Sydney », les panélistes ont mentionné, entre autres: l'importance du soutien politique au plus haut niveau; la gouvernance; l'application des lois et la mise en œuvre des politiques; la défense et le soutien des gardes-parcs; la mobilisation des ressources pour la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages; la coordination à tous les niveaux, du niveau infranational au niveau international; l'accent sur l'engagement communautaire et le positionnement des espèces sauvages comme une composante importante de l'utilisation des terres; le soutien et des fonds pour l'éducation dans les pays moteurs de la demande, en particulier en Asie; et la collaboration à travers les Nations Unies.

Subtil équilibre à trouver – Comment l'appétit mondial pour les ressources minérales influe sur le sort des aires protégées: Présentant cette session, qui a eu lieu mardi soir, le modérateur Thomas Friedman, du New York Times, a souligné la nécessité d'une meilleure compréhension de la nature des compromis économiques et environnementaux, en notant que les AP « ne sont pas seulement de grands zoos », mais qu'elles constituent des moteurs de développement économique.

Emmanuel de Merode, Chef des gardes-parcs du Parc national des Virunga, de RDC, a établi un contraste entre les taux de mortalité dus au récent conflit et la possibilité de fournir de nombreux emplois nouveaux dans les secteurs axés sur les ressources naturelles. Il a noté que l'administration du parc a constitué « un îlot de stabilité » dans la région.



G-D: Widodo Ramono, Directeur exécutif de la Fondation Rhino of Indonesia; Lee White, Directeur de l'Agence nationale des parcs du Gabon; Rosie Cooney, Présidente du Groupe de spécialistes de l'UICN sur l'utilisation durable et les moyens de subsistance; Mary Rice, Chef de l'Agence de recherche sur l'environnement; Sean Willmore, Président de la Fédération internationale des gardes-parcs; Paul Rose, Vice-Président de la Société royale de géographie, et Leader des expéditions Pristine Seas de la société National Geographic; Nadya Hutagalung, Co-fondatrice de l'organisation Let Elephants Be Elephants; Marco Lambertini, Directeur Général du WWF; Edna Molewa, Ministre des affaires environnementales de l'Afrique du Sud; John Scanlon, Secrétaire général de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES); et Greg Hunt, Ministre de l'environnement de l'Australie

Melissa George, Présidente du Comité consultatif autochtone d'Australie, a noté que si les aborigènes d'Australie ont « une place à la table » pour négocier le partage des avantages découlant des activités extractives, tant l'irréversibilité de ces activités que leurs impacts cumulatifs doivent être examinés.

Anthony Hodge, Président du Conseil international des mines et métaux, a demandé comment les projets miniers peuvent être conçus pour assurer le bien-être humain et de l'écosystème, en ajoutant que, dans de nombreuses juridictions à travers le monde, les responsabilités quant à la gestion des coûts associés aux risques sont actuellement mal définies.

Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, a souligné que les coûts d'une gestion adéquate du réseau mondial d'AP représentent seulement 2,5 % des dépenses militaires mondiales. Notant le rôle des parcs et des AP dans le stockage du carbone, elle a déclaré que les enjeux débattus au Congrès sont étroitement liés aux questions de changements climatiques.

Hery Rajaonarimampianina, Président de Madagascar, a appelé à un développement économique qui cadre dans une approche à long terme et durable, et qui tienne compte du bien-être humain. Il a souligné le besoin de cadres juridiques et réglementaires, et qu'il est nécessaire que les dirigeants et les chefs de gouvernement assurent la compatibilité de l'investissement économique avec la sauvegarde de l'environnement naturel.

Robert Hill, ancien Ministre de l'environnement de l'Australie, a déclaré que le soutien adéquat des AP nécessite la recherche d'un équilibre, en notant qu'il est plus facile pour son pays de placer les valeurs naturelles avant le gain économique, par rapport aux pays en développement.

Wang Wenbiao, Président et Directeur général, du Groupe Elion Resources, a décrit ses 30 années de lutte contre la désertification et la dégradation des terres en Chine. Il a déclaré que dans sa région natale, le reboisement et la restauration des écosystèmes ont généré des revenus passant de 100 USD par habitant annuellement dans les années 1980 à 5 000 USD aujourd'hui, et ont créé 100 000 emplois, à travers la plantation d'espèces adaptées aux conditions froides et arides, et de plantes utilisées dans la médecine traditionnelle chinoise.

Au cours de la discussion, les participants ont souligné: la difficulté de concilier les avantages immédiats de l'extraction minérale avec un engagement pour les générations futures; le besoin de vivre plus simplement et de réduire les impacts environnementaux; et l'opportunité de conduire des Évaluations environnementales stratégiques avant de commencer des projets d'extraction.

Les « messages essentiels » des panélistes incluaient: la nécessité d'un consentement préalable, libre et en connaissance de cause en ce qui concerne les projets d'extraction de minéraux; l'introduction d'une forte déclaration de « ne pas avancer » à l'encontre de la conservation dans la Promesse de Sydney; le ciblage des ODD en 2015; et la nécessité d'une gouvernance équitable, juste et impartiale.

Le document final du CMP 2014 de l'UICN, intitulé « La Promesse de Sydney », établit un programme pour la protection du patrimoine naturel de la planète au cours de la décennie à venir, reposant sur quatre piliers: une vision de base reflétant les aspirations de haut niveau et les recommandations; douze approches novatrices pour des changements transformateurs, représentant les résultats des huit courants et des quatre thèmes transversaux du Congrès; un portail internet rassemblant des études de cas sur la façon dont les AP fournissent des solutions aux défis mondiaux; et les promesses des pays, des groupes de pays, des bailleurs de fonds, des organisations et des autres partenaires sur la promotion des mesures et du soutien relatif aux AP.

LA PROMESSE DE SYDNEY

La Promesse de Sydney aspire à établir une nouvelle direction, et à lancer un appel à davantage d'efforts et de progrès, en positionnant les AP en tant que solutions efficaces et efficientes pour réaliser certains des objectifs de développement les plus difficiles à atteindre au monde. Elle décrit également une voie pour atteindre l'Objectif d'Aichi relatif à la protection d'au moins 17 % des terres et 10 % des océans d'ici 2020.

La Vision: Le document de vision, entre autres, reconnaît que l'existence humaine dépend des écosystèmes, et qu'il est essentiel de rééquilibrer la relation entre la société humaine et la nature. Il célèbre l'expansion et l'amélioration de la gouvernance des aires protégées et conservées et la création de nouvelles AMP dans le monde entier. Il note que, malgré les progrès réalisés, de nombreuses aires protégées et conservées sont menacées, et il souligne la nécessité d'une



G-D: Melissa George, Présidente du Comité consultatif autochtone d'Australie; Anthony Hodge, Président du Conseil international des mines et métaux; Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN; Hery Rajaonarimampianina, Président de Madagascar; Robert Hill, ancien Ministre de l'environnement de l'Australie; Wang Wenbiao, Président et Directeur général, du Groupe Elion Resources; Emmanuel de Merode, Chef des gardes-parcs du Parc national des Virunga, de République Démocratique du Congo (écran vidéo); et Thomas Friedman, du journal The New York Times



Représentants de haut niveau après avoir présenté les engagements de leur pays à la Promesse de Sydney

vision audacieuse et d'une action concertée pour répondre aux objectifs de conservation et aux aspirations des générations présentes et futures. La vision engage à :

- Dynamiser les efforts pour assurer que les AP ne régressent pas, mais plutôt qu'elles progressent;
- Inspirer toutes les populations à expérimenter les merveilles de la nature à travers les AP; et
- Investir dans des solutions naturelles à la perte de la biodiversité, aux changements climatiques, aux risques et aux impacts des catastrophes, à la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau, et à la santé humaine par le biais de politiques publiques, d'incitations, d'outils et de garanties.

Approches novatrices pour des changements

transformateurs: les principaux messages des courants et des thèmes transversaux du Congrès, résumés au cours de la plénière de clôture du CMP 2014, sont les suivants :

- Le Courant 1, sur l'Atteinte des objectifs de conservation, souligne un besoin urgent de mesures concrètes pour éviter la perte de la biodiversité, y compris par des AP plus nombreuses et mieux gérées, et d'objectifs ambitieux.
- Le Courant 2, sur la Réponse au changement climatique, souligne les impacts des changements climatiques sur les AP et le fait que les AP sont des solutions naturelles aux changements climatiques, en mettant l'accent sur la protection des régions polaires.
- Le Courant 3, sur l'Amélioration de la santé et du bien-être, stipule que la conservation et la bonne gestion des aires protégées permettront de sauver plus de vies et de combattre plus de maladies que le secteur de la santé.
- Le Courant 4, sur le Soutien à la vie humaine, souligne que les AP représentent le meilleur investissement dans les services écosystémiques et fournissent d'importantes contributions à la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau.
- Le Courant 5, sur la Réconciliation des problématiques du développement, décrit la bonne gouvernance comme étant le bon développement, et appelle les pays à maintenir leur capital naturel, et à intégrer les AP dans la planification et le développement.
- Le Courant 6, sur le Renforcement de la diversité et de la qualité de la gouvernance, appelle à reconnaître: qu'une plus grande diversité de gouvernance reflète une richesse culturelle; les APAC; et la valeur des AP privées et des aires gérées localement.
- Le Courant 7, sur le Respect du savoir et de la culture autochtones et traditionnels, souligne, entre autres choses, l'inclusion et la facilitation de la diversité des connaissances, des compétences et des capacités, et la reconnaissance des droits et responsabilités envers la terre.

- Le Courant 8, sur le fait d'inspirer une nouvelle génération, souligne la nécessité d'« amener les enfants dans la nature! » et souligne les expériences directes, le mentorat, l'inclusion et l'autonomisation.

- Le thème du Patrimoine mondial appelle à « maintenir l'exceptionnel unique » et à conserver l'intégrité du processus relatif au Patrimoine mondial.

- Notant que la vie sur terre dépend des océans, le thème Milieu marin décrit les AMP comme une « lueur d'espoir », et souligne comme domaines prioritaires: la haute mer; et les océans arctique, antarctique et Austral ainsi que la mer des Sargasses.

- Le thème du Renforcement des capacités souligne la nécessité de la professionnalisation des gestionnaires d'AP, de nouveaux partenariats et d'initiatives d'apprentissage, et l'appui sur les compétences et les connaissances traditionnelles.

- Le thème du Nouveau pacte social met l'accent sur des questions telles qu'une conservation juste et efficace et une connectivité sociale et écologique.

Solutions sources d'inspiration: Un portail de l'UICN en ligne, intitulé Panorama, permet aux praticiens de partager leurs approches pour résoudre les problèmes relatifs aux AP à travers le monde, dans le but de soutenir l'apprentissage à partir des réussites obtenues dans différentes régions géographiques, secteurs et échelles, et d'établir de nouveaux réseaux d'apprentissage. Parallèlement au premier prototype du portail internet, un ensemble initial d'études de cas a été lancé au cours du CMP 2014. Panorama peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.panorama.solutions/>

Promesses: Les gouvernements, les organisations internationales, les dirigeants autochtones et les groupes communautaires, les entreprises et les particuliers ont pris des engagements à l'appui de la Promesse de Sydney. Parmi les principaux engagements des pays figurent ceux: de l'Australie, de dédier 14 millions AUD pour la conservation; du Bangladesh, de créer la première AMP du pays; du Brésil, de protéger 5 % de ses eaux marines; de la Chine, d'accroître sa couverture d'AP d'au moins 20 %; de la Polynésie française, d'établir une initiative à grande échelle concernant les AMP; du Gabon, de créer un réseau de nouvelles AMP couvrant 23 % de ses eaux marines; de Kiribati et des États-Unis, de conserver conjointement près de 490 000 miles nautiques carrés d'océan; de Madagascar, de tripler ses AMP; de la Russie, de créer 27 nouvelles aires protégées fédérales et d'en élargir 12 autres; et de l'Afrique du Sud, de tripler la protection de l'océan au cours de la prochaine décennie. Les engagements pris par d'autres organisations incluent ceux: du Service national des parcs des États-Unis, de mettre en place un programme pour engager 100 000 jeunes dans les AP des États-Unis; de la CLD et de la Fondation Elion, sur un partenariat public-privé afin de réduire la dégradation des terres et d'accroître la restauration des terres dégradées; et du PNUD, de mobiliser au moins 100 millions USD pour soutenir la diversité et la qualité de la gouvernance des AP.

RÉUNIONS À VENIR

Réunion régionale préparatoire pour l'Afrique à la CdP à la Convention Ramsar: La réunion préparatoire régionale à la Conférence des Parties (CdP) à la Convention de Ramsar sur les zones humides pour la région de l'Afrique se tiendra en vue de la préparation à la CdP à la Convention sur les zones humides qui se tiendra en juin 2015, à Punta del Este, en Uruguay. **dates:** 17-21 novembre 2014 **lieu:** Hammamet, Nabeul, Tunisie **contact:** Secrétariat de Ramsar **téléphone:**

+41 22 999 0170 **fax:** +41 22 999 0169 **courriel:** ramsar@ramsar.org **www:** <http://www.ramsar.org/event/regional-pre-cop-meeting-africa>

Deuxième Conférence internationale sur la recherche océanographique (IORC): L'IORC réunira la communauté scientifique mondiale pour planifier les travaux de la prochaine décennie en matière de collaboration internationale en sciences et technologies marines. L'IORC mettra également l'accent sur l'amélioration de la gouvernance des océans. L'événement comprend 16 sessions thématiques. La Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO-COI) et la Société océanographique organisent la conférence. **dates:** 17-21 novembre 2014 **site:** Centre de conférence international de Barcelone (CCIB), Plaça de Willy Brandt, 11-14 08019 **lieu:** Barcelone, Catalogne, Espagne **contact:** Secrétariat technique **téléphone:** +34 932 374 988 **courriel:** secretariatiorc@fnob.org **www:** <http://backendunesco.fnob.org/>

Atelier conjoint de la CDB et de la CLD sur les Synergies SPANB - PAN: Les secrétariats de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) organisent conjointement un atelier sur les synergies en matière de conception, de développement et de mise en œuvre des Stratégies et plans d'action nationaux de la CDB pour la biodiversité (SPANB) et les Programmes d'action nationaux (PAN) de la CLD. Les intervenants directement responsables de l'élaboration, de la mise à jour et/ou de la mise en œuvre des SPANB et des PAN participeront à l'atelier. **dates:** 21-22 novembre 2014 **lieu:** Le Caire, Al Qāhirah, Égypte **contact:** Secrétariat **fax:** +1 514 288 6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/doc/?meeting=005421>

Réunion du Comité de la conformité et de l'application environnementales d'INTERPOL: INTERPOL sera l'hôte de la réunion du Comité de la conformité et de l'application environnementales, ainsi que des Groupes de travail sur la criminalité envers la faune, les pêches et la pollution. Ces réunions rassembleront les organisations intergouvernementales, les agents responsables de l'application de la loi et les fonctionnaires gouvernementaux désignés par les Bureaux centraux nationaux à travers les 190 pays membres d'INTERPOL. L'Initiative Douanes vertes, composée des secrétariats des principaux accords multilatéraux sur l'environnement et des organisations inter-gouvernementales, profitera également de cette occasion pour tenir sa réunion annuelle. **dates:** 24-28 novembre 2014 **lieu:** Lyon, Rhône-Alpes, France **contact:** Secrétariat d'INTERPOL – Département des crimes environnementaux **courriel:** environmentalcrime@interpol.int **www:** <http://www.interpol.int/Crime-areas/Environmental-crime/Environmental-Compliance-and-Enforcement-Committee>

CdP 20 à la CCNUCC: La 20^e session de la Conférence des Parties et 10^e session de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CCNUCC) aura lieu en décembre 2014 au Pérou. **dates:** 1-12 décembre 2014 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** + 49-228 815-1000 **fax:** + 49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://www.unfccc.int>

Congrès sur la biodiversité de l'Arctique: Organisé par le groupe de travail sur la conservation de la flore et de la faune de l'Arctique (CAFF) du Conseil de l'Arctique,

cet événement visera la promotion de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité de l'Arctique par le dialogue entre les scientifiques, les décideurs, les représentants du gouvernement, l'industrie, la société civile et les peuples autochtones. Il est étroitement lié aux conclusions et recommandations de la première évaluation de la biodiversité de l'Arctique (ABA) publiée en mai 2013. **dates:** 2-4 décembre 2014 **lieu:** Trondheim, Sør-Trøndelag, Norvège **contact:** Secrétariat du Congrès **courriel:** caff@caff.is **www:** <http://www.arcticbiodiversity.is/congress>

Atelier d'experts de la CDB visant à préparer des Orientations pratiques sur la prévention et l'atténuation des impacts adverses significatifs des débris marins sur la biodiversité et les habitats côtiers et marins: Cet atelier est organisé par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) avec le soutien de la Commission européenne. Il rassemblera des experts nommés pour discuter des impacts des débris marins sur la diversité biologique et les habitats marins et côtiers. **dates:** 2-4 décembre 2014 **lieu:** Baltimore, MD, États-Unis **contact:** Secrétariat de la CBD **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/doc/notifications/2014/ntf-2014-059-marine-en.pdf>

Première Conférence mondiale sur la diversité biologique des sols: L'Initiative sur la biodiversité mondiale des sols (GSBI) et EcoFINDERS organisent cette conférence. Tenue sur le thème « Évaluer la biodiversité des sols et son rôle pour les services écosystémiques » cette conférence fera le point sur l'état actuel des connaissances et des réalisations récentes dans le domaine de la science de la biodiversité des sols. Les sujets abordés comprennent: la découverte et l'observation; le suivi et la surveillance; l'évaluation des pressions et des menaces; les stratégies de gestion et de conversation; l'éducation sur l'écologie du sol; et l'harmonisation mondiale des méthodes de mesure de la diversité structurelle et fonctionnelle des organismes présents dans le sol. **dates:** 2-5 décembre 2014 **site:** Palais des Congrès **lieu:** Dijon, Bourgogne, France **contact:** Institut national français de la recherche agronomique (INRA) **courriel:** gsbi1@dijon.inra.fr **www:** <http://www.gsbiconference.elsevier.com/index.html>

Atelier pratique de l'OMPI sur la propriété intellectuelle et les savoirs traditionnels à l'intention des peuples autochtones et des communautés locales: Organisé par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), cet atelier comprendra environ 14 participants de chacune des sept régions géoculturelles reconnues par l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Il vise à: transmettre des connaissances de base sur les grands principes du système de propriété intellectuelle du point de vue des savoirs traditionnels; expliquer les négociations qui sont menées dans le cadre du Comité intergouvernemental sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore (IGC); et sensibiliser le public aux outils de propriété intellectuelle disponibles et aux documents de l'OMPI qui présentent un intérêt pour la protection des savoirs traditionnels. **dates:** 3-5 décembre 2014 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat de l'OMPI **fax:** + 41-22-338-8120 **courriel:** grtkf@wipo.int **www:** <http://www.wipo.int/tk/fr/indigenous/workshop.html>

Lancement de l'Année internationale des sols (AIS) 2015: La 68^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a déclaré l'année 2015 AIS. L'AIS sera officiellement lancée lors d'un événement organisé lors de la

69^e session de l'AGNU. Des événements simultanés marquant le lancement auront lieu au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, en Italie, ainsi qu'à Bangkok, en Thaïlande et ailleurs dans le monde. La date du lancement coïncide avec la Journée mondiale des sols. L'AIA 2015 encouragera la sensibilisation et la compréhension de l'importance des sols pour la sécurité alimentaire et les fonctions essentielles des écosystèmes. **date:** 5 décembre 2014 **lieu:** New York, États-Unis; Rome, Italie; Bangkok, Thaïlande (plusieurs villes) **contact:** Secrétariat du Partenariat mondial sur les sols **courriel:** GSP-Secretariat@fao.org **www:** <http://www.fao.org/soils-2015/fr/>

Deuxième Forum mondial sur les paysages (FMP):

Le deuxième FMP sera convoqué en marge de la 20^e session de la Conférence des Parties à la CCNUCC par le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR) du Consortium GCRAI, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Gouvernement du Pérou. Le Forum mettra l'accent sur l'intégration de l'approche paysage dans les programmes relatifs au climat et au développement pour l'après 2015. Le programme comprendra une grande variété de sessions portant sur des sujets tels que REDD+, une agriculture climatiquement rationnelle, des instruments fiscaux et des politiques commerciales, la restauration des terres et l'économie forestière. **dates:** 6-7 décembre 2014 **site:** Hôtel Westin et Centre des Congrès **lieu:** Lima, Pérou **www:** <http://www.landscapes.org/>

Troisième Sommet sur les législations forestières:

L'Organisation mondiale des parlementaires (GLOBE International) organise le Troisième Sommet sur les législations forestières en marge de la 20^e session de la Conférence des Parties à la CCNUCC (CdP 20). Les législateurs de plus de 20 pays sont attendus pour participer au Sommet, qui présentera des événements secondaires sur la législation climatique, le capital naturel et les progrès réalisés en 2014. Dans le cadre du Sommet, GLOBE a convoqué des réunions ministérielles pour les législateurs des pays clés. **date:** 7 décembre 2014 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Secrétariat international de GLOBE **courriel:** secretariat@globelegislators.org **www:** <http://www.globeinternational.org/summits/upcoming-events/forward-programme>

Journée internationale de la montagne 2014: Organisée sur le thème « Agriculture de montagne », la Journée internationale de la montagne 2014 se centrera sur la transformation rapide de l'agriculture familiale dans les régions de montagne, poussée par la croissance de la population et la mondialisation économique, entre autres facteurs. La Journée vise à fournir des occasions de: sensibiliser l'opinion sur l'importance des montagnes pour la vie; mettre en évidence les opportunités et les contraintes en matière de développement des montagnes; et établir des partenariats visant des changements positifs dans les montagnes et les hauts plateaux, à l'échelle mondiale. **date:** 11 décembre 2014 **lieu:** à travers le monde **contact:** Thomas Hofer **courriel:** thomas.hofer@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/internationalmountainday/fr/>

Troisième session de la Plénière de la Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES-3): La plénière de cette session examinera les progrès accomplis sur le programme de travail de l'IPBES pour la période 2014-2018, y compris le budget correspondant et les arrangements institutionnels pour sa mise en œuvre. En outre, la troisième session de la plénière

de l'IPBES sélectionnera les membres du Groupe d'experts multidisciplinaire (GEM) sur la base des candidatures présentées par les gouvernements. L'événement sera précédé par des consultations et la Journée des parties prenantes les 10 et 11 janvier. **dates:** 12-17 janvier 2015 **lieu:** Bonn, Nordrhein-Westfalen, Allemagne **contact:** Secrétariat de l'IPBES **courriel:** secretariat@ipbes.net **www:** <http://www.ipbes.net/>

Journée des parties prenantes précédent l'IPBES-3: La journée des parties prenantes aura lieu avant le début de la troisième réunion de la Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES-3). **date:** 11 janvier 2015 **lieu:** Bonn, Nordrhein-Westfalen, Allemagne **contact:** Secrétariat de l'IPBES **courriel:** secretariat@ipbes.net **www:** <http://www.ipbes.net/news/607-stakeholder-day-prior-to-ipbes-3.html>

Deuxième réunion du Groupe spécial d'experts intergouvernemental à composition non limitée sur l'Arrangement international sur les forêts (AHEG2): La deuxième réunion du AHEG du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) tiendra sa deuxième réunion pour examiner l'Arrangement international sur les forêts (AIF). Les résultats attendus comprennent les recommandations de l'AHEG2 sur un AIF au-delà de 2015 élaborées sur la base des contributions des parties prenantes et d'un examen indépendant du programme de travail pluriannuel de l'AIF. Afin de faciliter ses travaux, l'AHEG2 tiendra compte des commentaires sur l'avenir de l'AIF fournis par les États membres et les autres parties prenantes, dans la mesure où ces commentaires sont reçus avant le 5 décembre 2014. **dates:** 12-16 janvier 2015 **site:** Siège des Nations Unies **lieu:** New York, États-Unis **téléphone:** + 1-212-963-3401 **courriel:** unff@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/forests/adhoc.html>

Neuvième Groupe de travail spécial informel à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la BADJN: Cette réunion pour étudier les questions relatives à la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction nationale (BADJN) est la troisième de trois réunions (avril 2014, juin 2014 et janvier 2015) demandées par l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Les réunions ont pour but de faire des recommandations à l'AGNU sur la portée, les paramètres et la faisabilité d'un instrument international en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). **dates:** 20-23 janvier 2015 **site:** Siège des Nations Unies **lieu:** New York, États-Unis **contact:** Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies **courriel:** doalos@un.org **www:** <http://www.un.org/Depts/los/biodiversityworkinggroup/biodiversityworkinggroup.htm>

48^e réunion du Comité permanent de la Convention de Ramsar sur les zones humides: La 48^e réunion du Comité permanent de la Convention de Ramsar relative aux zones humides aura lieu du 26 au 30 janvier. **dates:** 26-30 janvier, 2015 **lieu:** Gland, Vaud, Suisse **contact:** Secrétariat de Ramsar **téléphone:** +41 22 999 0170 **fax:** +41 22 999 0169 **courriel:** ramsar@ramsar.org **www:** <http://www.ramsar.org/event/48th-meeting-of-the-ramsar-standing-committee>

Réunion d'experts sur un Protocole facultatif à la DDDPA: Ce groupe examinera une étude sur la possibilité d'adopter un protocole facultatif à la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA), en se centrant sur les terres, les territoires et les droits sur les ressources, ainsi

que le droit à l'autodétermination, à l'auto-gouvernement et à l'autonomie. Les résultats de la réunion seront présentés à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (IPQA) à sa quatorzième session, en mai 2015. **dates:** 27-29 janvier 2015 **site:** Salle de conférence 5, North Lawn Building, Siège des Nations Unies **lieu:** New York, États-Unis **contact:** Secrétariat de l'IPQA **téléphone:** +1 917 367 5100 **fax:** +1 917 367 5102 **courriel:** indigenous_un@un.org **www:** <http://undesadspd.org/indigenouspeoples.aspx>

INTERLAKEN + 10: Gouverner les paysages forestiers:

Les gouvernements de l'Indonésie, du Mexique, de l'Afrique du Sud, de la Suisse et de l'Ukraine organiseront l'Initiative menée par les pays (IMP) à l'appui du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF). Le thème de cette IMP, qui mettra l'accent sur la gouvernance forestière, est: « les enseignements de dix années d'expérience et la voie à suivre pour l'après 2015 ». La réunion a pour but de générer des recommandations sur la façon d'intégrer la gouvernance forestière dans le FNUF et le programme de développement pour l'après 2015. **dates:** 3-6 février, 2015 **site:** Centre des congrès Kursaal **lieu:** Interlaken, Berne, Suisse **contact:** Christoph Duerr **courriel:** christoph.duerr@bafu.admin.ch **www:** <http://unff-interlaken10.org>

Atelier de renforcement des capacités pour l'Amérique du Sud sur l'Initiative pour un océan durable: L'atelier mettra l'accent sur le partage des expériences régionales, et l'apprentissage à partir de ces expériences portant sur la gestion intégrée des zones maritimes et côtières, dans le but d'atteindre de manière holistique les Objectifs 6 et 11 d'Aichi relatifs à la biodiversité. Les participants discuteront également des outils scientifiques et techniques pour soutenir les Objectifs d'Aichi, y compris la description des Zones marines importante sur le plan écologique ou biologique (ZIEB). Le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB), le ministère de l'Environnement du Pérou et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organisent la réunion. **dates:** 23-27 février 2015 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Secrétariat de la CBD **téléphone:** +1 514 288 2220 **fax:** +1 514 288 6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/doc/?meeting=5406>

Initiative menée par les Grands groupes à l'appui du

FNUF: Les Grands groupes participant au Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) organisent un atelier sur la gestion durable des forêts (GDF), sur le thème « Concevoir des façons de garantir les moyens de mise en œuvre ». Les résultats attendus de la réunion sont des recommandations qui seront soumises à la onzième réunion du FNUF (FNUF11). L'atelier est soutenu par les Gouvernements du Népal et de l'Allemagne en collaboration avec le Partenariat des Grands groupes sur les forêts (PGGF), le Secrétariat du FNUF et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). **dates:** 2-6 mars 2015 **lieu:** Katmandou, Bagmati, Népal **contact:** Lambert Okrah **courriel:** info@mgp-forests.org **www:** <http://www.mgp-forests.org/>

3^e Conférence scientifique de la CLD: La 3^e Conférence scientifique de la CLD aura lieu du 9 au 12 mars 2015 au Mexique, et abordera le thème de la « Lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable – contribution de la science, de la technologie, des connaissances et pratiques traditionnelles ». La conférence se tiendra au

cours de la quatrième session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie (CLD S-4) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) et est organisée par le Secrétariat de la CLD et le Consortium sur les connaissances scientifiques et traditionnelles pour le développement durable (STK4SD). **dates:** 9-12 mars 2015 **lieu:** Cancún, Quintana Roo, Mexique **contact:** Consortium STK4SD **courriel:** 3sc.unccd@agropolis.fr **www:** <http://3sc.unccd.int/>

IV^e Semaine des forêts méditerranéennes: La quatrième Semaine des forêts méditerranéennes est convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le gouvernement de l'Espagne, FOREST EUROPE et d'autres partenaires afin d'explorer le rôle des forêts méditerranéennes dans l'économie verte. La Semaine rassemblera des parties prenantes pour explorer les considérations politiques de la Déclaration de Tlemcen et du Cadre stratégique sur les forêts méditerranéennes (CSFM), promouvoir des forêts résilientes, envisager l'intégration d'autres secteurs dans les programmes forestiers nationaux et développer une vision globale pour l'avenir des forêts et des terres boisées méditerranéennes. **dates:** 17-20 mars 2015 **site:** Hôpital de Santa Creu **lieu:** Barcelone, Catalogne, Espagne **contact:** David Solano **courriel:** david.solano@ctfc.es **www:** <http://med.forestweek.org/>

Troisième Semaine mondiale sur les sols: Cette semaine, fournira une plate-forme de discussions sur les questions liées aux sols et aux terres, et facilitera l'émergence de nouvelles initiatives et renforcera les initiatives existantes. La Semaine sera composée d'ateliers sur des sujets qui ont émergé depuis la 1^{ère} Semaine mondiale sur les sols: la gestion du carbone terrestre; les sols et l'eau; la restauration des terres; les villes; la gouvernance des terres; les aspects économiques des terres et de la dégradation des terres; un monde neutre en dégradation des terres (MNDT); les sols et la biomasse à des fins non alimentaires; et les sols et la sécurité alimentaire. L'événement est organisé par le Forum mondial des sols à l'Institut d'études sur la durabilité (IASS), en partenariat avec plusieurs agences des Nations Unies et d'autres partenaires. **dates:** 19-23 avril 2015 **lieu:** Berlin, Allemagne **contact:** IASS Potsdam **téléphone:** + 49-331-28822-374 **courriel:** globalsoilweek@iass-potsdam.de **www:** <http://globalsoilweek.org/>

14^e session de l'Instance permanente des Nations

Unies sur les questions autochtones (IPQA 14): L'Instance permanente sur les questions autochtones (IPQA) reviendra sur les résultats de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones (CMPA) et discutera du programme de développement pour l'après 2015. La 14^e session comprendra des discussions sur l'automutilation et le suicide chez les jeunes, les questions autochtones dans la région du Pacifique, et la possibilité d'un protocole facultatif à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA). Les autres questions à examiner comprennent la mise en œuvre de la DDPA, et les travaux futurs de l'IPQA. **dates:** 20 avril-1^{er} mai 2015 **site:** Siège des Nations Unies **lieu:** New York, États-Unis **contact:** Secrétariat de l'IPQA **téléphone:** +1 917 367 5100 **fax:** +1 917 367 5102 **courriel:** indigenous_un@un.org **www:** <http://undesadspd.org/indigenouspeoples.aspx>

Réunion ministérielle 2015 du Conseil de l'Arctique:

Cette réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique réunira des ministres des États de l'Arctique et des représentants de haut niveau des organisations autochtones ayant qualité de

participants permanents pour définir les objectifs du Conseil pour les deux prochaines années. La réunion ministérielle de 2015 marquera la conclusion de la présidence du Canada et le début de celle des États-Unis, qui s'étendra de 2015 à 2017. La réunion d'avril 2015 sera précédée par un événement à Ottawa, au Canada, le 23 avril 2015 pour mettre en valeur les réalisations du Conseil au cours de la présidence du Canada. **dates:** 24-25 avril 2015 **lieu:** Iqaluit, Nunavut, Canada **contact:** Secrétariat du Conseil de l'Arctique **téléphone:** + 47-77-75-01-40 **courriel:** acs@arctic-council.org **www:** <http://www.arctic-council.org/index.php/en/events/2013-02-22-11-47-54/calendar-view>

Onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF11): La onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF11) examinera l'avenir de l'arrangement international sur les forêts, en s'appuyant sur ses défis et son efficacité. La réunion examinera également les progrès concernant la mise en œuvre des objectifs mondiaux sur les forêts et de l'instrument juridiquement non contraignant sur tous les types de forêts. Les questions thématiques à l'étude comprendront la gestion durable des forêts et l'application des lois forestières ainsi que la coopération et la coordination. **dates:** 4-15 mai 2015 **lieu:** New York, États-Unis **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** + 1-212-963-3401 **fax:** + 1-917-367-3186 **courriel:** unff@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/forests/session.html>

Forum mondial de la terre 2015: Le Forum mondial de la terre 2015 aura lieu sur le thème « Une gouvernance foncière inclusive et juste pour un développement durable: le temps de l'action ». L'événement rassemblera des praticiens, des utilisateurs des terres, des militants, des décideurs et des chercheurs du monde. Les participants débattront, partageront et planifieront des actions conjointes visant une gouvernance foncière centrée sur les personnes, dans le but de contribuer aux objectifs plus larges de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire, de durabilité environnementale et de bien-être humain et de dignité humaine, y compris dans le contexte du cadre de développement pour l'après 2015. La Coalition internationale pour l'accès à la terre organise l'événement en collaboration avec l'Institut panafricain pour la citoyenneté, les consommateurs et le développement, et d'autres. **dates:** 11-17 mai 2015 **lieu:** Dakar, Kaolack, Sénégal **contact:** Secrétariat de la coalition internationale pour l'accès à la terre **téléphone:** + 39-06-5459-2445 **courriel:** dakar2015@landcoalition.org **www:** <http://www.landcoalition.org/fr/node/2490>

CdP 12 de Ramsar: La 12^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar relative aux zones humides (CdP 12) se tiendra en juin 2015, à Punta del Este, en Uruguay. **dates:** 1^{er}-9 juin 2015 **site:** Conrad Resort et Casino **lieu:** Punta del Este, Maldonado, Uruguay **contact:** Secrétariat de Ramsar **téléphone:** + 41-22-999-0170 **fax:** + 41-22-999-0169 **courriel:** ramsar@ramsar.org **www:** <http://www.ramsar.org/about/next-cop>

Quatorzième Congrès forestier mondial: Le Congrès forestier mondial 2015, le premier à se tenir en Afrique, se réunira sur le thème « Les forêts et les populations: investir dans un avenir durable ». Le Congrès, organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Gouvernement de l'Afrique du Sud, examinera la façon dont les forêts peuvent être intégrées aux discussions mondiales sur le développement durable et facilitera le développement de partenariats pour aborder

les questions forestières mondiales. **dates:** 7-11 septembre 2015 **lieu:** Durban, KwaZulu-Natal, Afrique du Sud **contact:** Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche de l'Afrique du Sud **courriel:** WFC-XIV-Info@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/wfc/fr/>

Sommet des Nations Unies pour l'adoption du Programme de développement pour l'après 2015: Le Sommet des Nations Unies pour l'adoption du programme de développement pour l'après 2015 a été mandaté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2013 (Résolution 68/6). Dans le cadre des consultations sur les modalités d'organisation du Sommet, les États membres envisagent la tenue du sommet du 28 au 30 septembre 2015, selon un projet de résolution révisé distribué par le Président de l'AGNU Sam Kutesa le 30 octobre 2014. **dates:** 28-30 septembre [provisoire] 2015 **site:** Siège des Nations Unies **lieu:** New York, États-Unis **contact:** Bureau du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies **www:** <http://www.un.org/millenniumgoals/beyond2015-overview.shtml>

29^e session de la Commission des forêts pour l'Amérique latine et les Caraïbes: L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) convoquera cette réunion afin de réunir les experts forestiers et les décideurs de la région. La réunion est l'une des six réunions régionales spécifiques qui se tiennent tous les deux ans, à l'appui des commissions régionales des forêts de la FAO. **dates:** 5-9 octobre, 2015 **lieu:** sera annoncé ultérieurement **contact:** Hivy Ortiz Chour **courriel:** hivy.ortizchour@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/31106/fr/>

Conférence ministérielle extraordinaire sur les forêts en Europe et 7^e Conférence ministérielle sur les forêts en Europe: La Conférence ministérielle extraordinaire et la 7^e Conférence ministérielle sur les forêts en Europe se tiendront l'une à la suite de l'autre pour examiner les travaux du comité intergouvernemental de négociation pour un accord juridiquement contraignant sur les forêts en Europe. **dates:** 19-23 octobre, 2015 **lieu:** Madrid, Espagne **www:** <http://www.foresteuropa.org/>

Silva2015 et troisième Semaine européenne des forêts: La 72^e session conjointe de la Commission des forêts et de l'industrie forestière (COFFI) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et de la Commission européenne des forêts de la FAO ainsi que la troisième Semaine européenne des forêts (Silva2015) discuteront de la gestion durable des forêts (GDF) en Europe et du rôle des industries forestières durables dans l'économie régionale. **dates:** 2-6 novembre 2015 **lieu:** Engelberg, Suisse **contact:** Paolo Cravero **courriel:** paolo.cravero@unece.org **www:** <http://www.unece.org/forests-welcome/about-us/forestsaboutusnewsletter/unecefao-issue-34-2014.html>

CdP 21 à la CCNUCC: La 21^e session de la Conférence des Parties à la CCNUCC devrait avoir lieu en décembre 2015, à Paris, en France. **dates:** 30 novembre-11 décembre 2015 **lieu:** Paris, Île-de-France, France **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** + 49-228 815-1000 **fax:** + 49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2015

20^e session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique: La FAO convoque cette réunion afin de réunir les experts forestiers et les décideurs de la région.

La réunion est l'une des six réunions régionales spécifiques tenues tous les deux ans à l'appui des commissions régionales des forêts de la FAO. **dates:** 1^{er}-6 février, 2016 **lieu:** Tanzanie **contact:** Foday Bojang **courriel:** foday.bojang@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/afwc/fr/>

Deuxième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement: L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) se réunira pour la deuxième fois en 2016. L'ANUE du PNUE représente le plus haut niveau de gouvernance des affaires environnementales internationales dans le système des Nations Unies. La conférence de Rio+20 a décidé en juin 2012 de renforcer le PNUE et d'en relever le niveau par des mesures comprenant l'adhésion universelle à son Conseil d'administration et l'assurance de la participation active de toutes les parties prenantes. **dates:** 23-27 mai 2016 **site:** Siège du PNUE, bureaux des Nations Unies à Nairobi (ONUN) **lieu:** Gigiri Nairobi, Kenya **contact:** Jiri Hlavacek **téléphone:** (254-20) 7621234 **courriel:** unepinfo@unep.org **www:** <http://www.unep.org/unea/fr/>

Congrès mondial de la nature 2016 de l'UICN: Le Congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) se tient tous les quatre ans pour réunir les dirigeants des gouvernements, du secteur public, des organisations non gouvernementales, des entreprises, des agences onusiennes et des organisations autochtones et locales pour discuter et décider des solutions à adopter face aux enjeux de l'environnement et du développement dans le monde entier. L'événement proposera un forum public consistant en des débats, des ateliers, des dialogues, des tables rondes, des cours de formation, de la musique et des expositions, et tiendra l'Assemblée des Membres qui délibérera sur les résolutions et recommandations de l'UICN concernant les questions clés de conservation. **dates:** 1^{er}-10 septembre 2016 **site:** Centre des congrès d'Hawaii **lieu:** Honolulu, HI, États-Unis **contact:** Ewa Magiera, Relations avec les médias de l'UICN **téléphone:** +41 76 505 33 78 **courriel:** ewa.magiera@iucn.org **www:** <http://www.iucn.org/?14840/Hawaii-to-host-the-next-IUCN-World-Conservation-Congress>

CdP 13 à la CDB: La treizième réunion de la Conférence des Parties (CdP 13) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) se tiendra à Los Cabos, au Mexique, en novembre 2016. **dates:** novembre 2016 [*provisoire*] **lieu:** Los Cabos, Baja California Sur, Mexique **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** + 1-514-288-2220 **fax:** + 1-514-288-6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/cop/>

GLOSSAIRE

| | |
|--------|---|
| AMGL | Réseau d'aires marines gérées localement |
| AMP | Aire marine protégée |
| AP | Aire protégée |
| APAC | Aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire |
| CBD | Convention sur la diversité biologique |
| CITES | Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction |
| CLD | Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification |
| CMAP | Commission mondiale sur les aires protégées |
| CMS | Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage |
| CONAP | Commission nationale pour les aires protégées, Mexique |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| FWS | Service de la pêche et de la faune sauvage, États-Unis |
| GES | Gaz à effet de serre |
| IMPAC | Congrès international sur les aires marines protégées |
| IPCCA | Initiative des peuples autochtones sur l'évaluation bioculturelle des changements climatiques |
| KBA | Zones clés de la biodiversité |
| MedPAN | Réseau de gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée |
| NASA | Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace, États-Unis |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| OMD | Objectifs du Millénaire pour le développement |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| PSE | Paiement pour les services écosystémiques |
| RDC | République démocratique du Congo |
| REDD + | Programme de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation forestière et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone dans les pays en développement |
| UICN | Union internationale pour la conservation de la nature |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| ZCP | Zone de conservation des poissons |
| ZEE | Zone économique exclusive |

Ce Bulletin est publié avec le soutien de

